

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

4^{ème} trimestre 2009

SOMMAIRE

		Pages
	Délibérations à caractère réglementaire	1 à 76
	<u>Conseil Municipal du 2 octobre 2009</u>	1 à 31
1	Finances : attribution de crédits non affectés	2 à 3
2	Finances : admission de créances en non-valeur	4 à 6
3	Gestion 2009 - Décision modificative	7 à 8
4	Reprise de concessions perpétuelles en état d'abandon	9
5	Travaux d'aménagement du sous-sol du club house des courts de tennis de Montlouis - Demande de subvention	10
6	Tarifs 2009-2010 - Régie de recette du boulodrome	11
7	Signature d'une convention de partenariat établie entre la ville d'Oullins, la région Rhône-Alpes, l'Etat (Ministère de la culture et de la communication) et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013	12
8	Signature d'une convention d'objectifs et de financement établie entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013	13 à 14
9	Construction d'une médiathèque - Demande de subvention d'investissement à l'Union Européenne au titre des crédits du fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme opérationnel compétitivité régionale et emploi 2007/2013	15 à 16
10	Atelier chantier d'insertion temporaire 2009 - Approbation d'une convention de partenariat avec l'association ITEM (Groupe ICARE)	17
11	Contrat pluriannuel 2006/2008 - Projet informatique dans les écoles - Demande de subvention	18
12	Contrat pluriannuel 2009/2011 - Pôle musical Parc Chabrières - Demande de subvention	19
13	Contrat pluriannuel 2009/2011 - Travaux de réhabilitation de l'Eglise Saint Martin - Demande de subvention	20
14	Aménagement de l'entrée nord d'Oullins (RD 486) - Signature d'une convention avec le Conseil Général du Rhône et le SYTRAL	21 à 22
15	Autorisation donnée à Monsieur le Maire de répondre à l'appel à projet « transport de marchandises en ville » organisé par l'Europe	23
16	Autorisation donnée à Monsieur le Maire pour la dénomination du square situé 51 rue de la Glacière	24
17	Transfert de compétence - Haltes fluviales	25 à 27
18	Transfert de compétence - Tourisme	28 à 30
19	Création d'un poste pour un besoin occasionnel	31
	<u>Conseil Municipal du 12 novembre 2009</u>	32 à 51
1	Police de l'eau - Enquête publique au titre du code de l'environnement : régularisation des déversoirs d'orage et réseaux associés sur les bassins versants étudiés sur le territoire de la Communauté Urbaine de Lyon	33
2	Mise en place d'un projet-nature sur le territoire sud ouest de l'agglomération	34
3	Participation financière à l'opération d'acquisition amélioration de 7 logements « PLUS » au 2, rue Pierre Sépard	35
4	Participation financière à l'opération de réhabilitation d'un logement sur le parc privé sis 10 rue du Bac - Mise en œuvre du programme d'intérêt général (PIG) loyers maîtrisés	36
5	Participation financière à l'opération de construction neuve de 9 logements « PLUS » au 22, Grande Rue	37
6	Budget 2010 - Débat d'orientations budgétaires	38
7	Garantie d'emprunt « immobilière Rhône-Alpes 3F » - Financement de 46 logements collectifs situés 46, chemin des Célestins à Oullins	39 à 40
8	Finances : attribution de crédits non affectés	41 à 42
9	Gestion 2009 - Décision modificative n° 2	43

10	Remplacements de deux représentants au sein de l'association des centres sociaux d'Oullins (modifie la délibération n° 2008-04-08 en date du 3 avril 2008)	44
11	Reprise de concessions perpétuelles en l'état d'abandon (annule et remplace la délibération n° 2009-10-04 en date du 2 octobre 2009)	45
12	Tarifications applicables au cimetière	46
13	Règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules de la ville	47 à 48
14	Attribution d'un véhicule de fonction au Directeur Général des services	49
15	Crédits scolaires	50
16	Crédits sorties pédagogiques - Crédits culturels	51
Conseil Municipal du 18 décembre 2009		52 à 76
1	Budget Primitif 2010 - Budget général	53
2	Budget Primitif 2010 - Subventions et concours financiers apportés par la commune et avances sur subventions à des associations et différents organismes	54 à 55
3	Finances : attribution de crédits non affectés	56
4	Gestion 2009 - Décision modificative n° 3	57 à 58
5	Modification du tableau des effectifs	59
6	Création de postes pour un besoin saisonnier ou occasionnel	60 à 61
7	Charte des Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	62
8	Prolongement ligne B du métro - Convention d'occupation par le SYTRAL du square Orsel	63
9	Suspension du contrat de bail emphytéotique administratif portant sur le square Orsel	64 à 65
10	Désignation d'un représentant au sein du collège « riverains » au comité local d'information et de concertation (C.L.I.C) concernant le Port Edouard Herriot et la société Arkema	66
11	Agenda 21 de la ville d'Oullins - Demande de subvention à l'Union Européenne au titre des crédits du fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme opérationnel compétitivité régionale et emploi 2007/2013	67
12	Prorogation de la convention d'objectifs et de partenariat entre la ville d'Oullins et l'association « Music'85 » par voie d'avenant	68
13	Convention d'objectifs transitoire entre la ville d'Oullins et l'association Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) d'Oullins	69
14	Convention entre les villes d'Oullins, Saint Genis Laval et Brignais relative au fonctionnement intercommunal des médiathèques	70
15	Equipement matériel et mobilier de la médiathèque : demande de subvention auprès de l'Etat au titre du concours particulier de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques publiques	71
16	Informatisation de la médiathèque : demande de subvention auprès de l'Etat au titre du concours particulier de la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques publiques	72
17	Les trophées de l'entreprise - Approbation d'une convention de partenariat avec la fédération entreprise SOLEN	73
18	Prévention jeunesse - Dispositifs en direction des jeunes oullinois - Saison 2010 - Modalités de signature des conventions liant la ville à ses partenaires	74
19	Convention pour la mise en œuvre d'un « chantier jeunes » dans le cadre de l'action de l'association départementale de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSEA)	75
20	Vœu concernant la réalisation du tronçon ouest du périphérique	76
Décisions à caractère réglementaire		77 à 87
D/09-76	Requête en annulation de l'arrêté réglementant l'implantation et les émissions des antennes de téléphonie mobile - affaire commune d'Oullins/Orange et SFR	77
D/09-94	Requête en annulation de l'arrêté réglementant l'implantation et les émissions des antennes de téléphonie mobile - affaire comme d'Oullins/Sté Bouygues télécom	78
D/09-114	Tarif 2009, vente de fleurs de la Toussaint	79
D/09-115	Autorisation d'utilisation des installations sportives municipales pour la saison 2009-2010 en vue d'entraînements sportifs	80 à 81
D/09-143	Tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public à compter du 1 ^{er} janvier 2010	82 à 87

Arrêtés à caractère réglementaire		88 à 372
AFGE/09-191	Horaires, dérogation et circulation dans l'enceinte du cimetière d'Oullins	88
AFGE/09-206	Arrêté temporaire d'occupation du domaine public	89
AFGE/09-213	Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche	90 à 91
CM/09-08	Délégation de signature à Monsieur Philippe LOCATELLI pour la période du 25 décembre 2009 0 heure au 3 janvier 2010 à 24 heures	92
AV/2009-267	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République et grande rue <i>Arrêté temporaire sur voies communautaires et départementales</i>	93 à 94
AV/2009-276	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sépard au droit du n° 45 <i>Arrêté permanent sur voie communautaire</i>	95 à 96
AV/2009-277	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République et Grande Rue <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire et départementale</i>	97 à 98
AV/2009-278	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	99 à 100
AV/2009-279	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	101 à 102
AV/2009-280	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Victor Hugo au n° 10 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	103 à 104
AV/2009-281	Réglementation de la circulation et du stationnement : Grande Rue au n° 93 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	105 à 106
AV/2009-282	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Louis Auguste Blanqui <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	107 à 108
AV/2009-283	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Buisset au n° 90 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	109 à 110
AV/2009-284	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Petit Revoyet au n° 12 bis <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	111 à 112
AV/2009-285 (annule et remplace AV/2009-274)	Réglementation de la circulation et du stationnement : boulevard de l'Europe du n° 44 au n° 1 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	113 à 114
AV/2009-286	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Perron entre le n°56 et le n° 96 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	115 à 116
AV/2009-287 (Annule et remplace l'AV/2009-283)	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Buisset au n° 90 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	117 à 118
AV/2009-288	Réglementation de la circulation et du stationnement : grande rue, de la rue de la Camille au boulevard Emile Zola, rue Voltaire, rue Etienne Dolet, rue du Perron, rue du Buisset <i>Arrêté temporaire sur RD 486 et voies communautaires</i>	119 à 120
AV/2009-289	Réglementation de la circulation et du stationnement : boulevard de l'Yzeron et rue Ferrer <i>Arrêté temporaire sur voies communautaires</i>	121 à 122
AV/2009-290	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sépard au droit du n° 12 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	123 à 124
AV/2009-291	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sépard au n° 67 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	125 à 126
AV/2009-292	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Dubois Crancé de la rue Pierre Sépard à la rue Louis Normand - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	127 à 128
AV/2009-293	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Petit Revoyet au n°12 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	129 à 130
AV/2009-294	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Louis Aulagne au n°17 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	131 à 132
AV/2009-295	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Louis Aulagne à son intersection avec la rue Jacquard - <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	133 à 134
AV/2009-296	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Marc Seguin <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	135 à 136
AV/2009-297	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sépard au droit du n°31 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	137 à 138
AV/2009-298	Réglementation de la circulation et du stationnement : Grande Rue <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	139
AV/2009-299	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Marceau face aux n°32 et 34 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	140 à 141
AV/2009-300	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Victor Hugo au n°12 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	142 à 143
AV/2009-301	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Clément Désormes <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	144 à 145
AV/2009-302	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Francisque Jomard angle avenue Général de Gaulle – <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	146 à 147
AV/2009-303	Réglementation de la circulation et du stationnement : avenue du Général De Gaulle entre le n°42 et le n°38 - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	148 à 149
AV/2009-303 (annule et remplace)	Réglementation de la circulation et du stationnement : avenue du Général De Gaulle entre le n°42 et le n°38 - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	150 à 151

AV/2009-304	Marché du mardi et du jeudi place Anatole France et rue de la République <i>Arrêté permanent sur voirie communautaire</i>	152 à 153
AV/2009-305	Réglementation de la circulation et du stationnement : boulevard de l'Yzeron entre la rue Ferrer et le chemin du Buisset - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	154 à 155
AV/2009-306	Réglementation de la circulation et du stationnement : chemin du Buisset entre le boulevard de l'Yzeron et la rue Ferrer - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	156 à 157
AV/2009-307	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	158 à 159
AV/2009-308	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	160 à 161
AV/2009-309	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Dubois Crancé de la rue Pierre Sébard à la rue Louis Normand - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	162 à 163
AV/2009-310	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard au n° 67 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	164 à 165
AV/2009-311	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	166 à 167
AV/2009-312	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République au n° 81 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	168 à 169
AV/2009-313	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard au n° 67 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	170 à 171
AV/2009-314	Réglementation de la circulation et du stationnement : angle des rues Orsel et grande rue <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	172
AV/2009-315	Réglementation du stationnement : place Anatole France au n° 1 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	173 à 174
AV/2009-316	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Tupin face au n° 10 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	175 à 176
AV/2009-317	Réglementation des travaux d'urgence et de maintenance effectués par les services urbains - <i>Arrêté permanent sur voies communautaires et départementales</i>	177 à 178
AV/2009-318	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard au droit du n° 31 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	179 à 180
AV/2009-319	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pasteur en face des n° 52-58 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	181 à 182
AV/2009-320	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	183 à 184
AV/2009-321	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard au n° 67 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	185 à 186
AV/2009-322	Réglementation de la circulation et du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 6 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	187 à 188
AV/2009-323	Réglementation de la circulation et du stationnement : avenue Jean Jaurès au n° 96 <i>Arrêté permanent sur voie départementale</i>	189 à 190
AV/2009-324	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue du Perron et rue Jacquard <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	191
AV/2009-325	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard au droit du n° 8 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	192 à 193
AV/2009-326	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pasteur en face des n° 52-58 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	194 à 195
AV/2009-327	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Pierre Sébard en face des n° 33 et 35 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	196 à 197
AV/2009-328	Réglementation de la circulation : diverses rue <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	198 à 199
AV/2009-329	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	200 à 201
AV/2009-330	Réglementation de la circulation et du stationnement : Grande Rue au droit du n° 73 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	202 à 203
AV/2009-331	Réglementation de la circulation et du stationnement : Grande Rue au n° 62 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	204 à 205
AV/2009-333	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	206 à 207
AV/2009-334	Réglementation de la circulation et du stationnement : parking de la gare, à l'Est de la rue Louis Aulagne - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	208 à 209
AV/2009-335	Réglementation de la circulation et du stationnement : rue Victor Hugo <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	210 à 211
BANDERO/2009-013	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 122 <i>Arrêté temporaire sur RD 486</i>	212 à 213
BANDERO/2009-014	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 122 <i>Arrêté temporaire sur RD 486</i>	214 à 215
BANDERO/2009-015	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 67 <i>Arrêté temporaire sur RD 486</i>	216 à 217
BANDERO/2009-016	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 122 <i>Arrêté temporaire sur RD 486</i>	218 à 219
BANDERO/2009-017	Installation d'une banderole : Grande Rue – rue Orsel <i>Arrêté temporaire sur voies communautaires et départementales</i>	220 à 221

BANDERO/2009-018	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 67 – rue Pierre Séward au n° 2 <i>Arrêté temporaire sur voies départementales</i>	222 à 223
BANDERO/2009-019	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 67 – rue Pierre Séward au n° 2 <i>Arrêté temporaire sur voies départementales</i>	224 à 225
BANDERO/2009-020	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 122 <i>Arrêté temporaire sur RD 486</i>	226 à 227
BANDERO/2009-021	Installation d'une banderole : Grande Rue au n° 122 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	228
BEN/2009-019 (Prolong BEN/2009-018)	Installation d'une benne : rue Blanqui au n° 54 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	229 à 230
BEN/2009-020	Installation d'une benne : rue de la Bussière au n° 73 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	231 à 232
BEN/2009-021	Installation d'une benne : Grande Rue au n° 166 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	233 à 234
BEN/2009-022	Installation d'une benne : rue Louis Aulagne au n° 13 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	235 à 236
BEN/2009-023	Installation d'une benne : rue Raspail au n° 26 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	237 à 238
BEN/2009-024	Installation d'une benne : rue de la République au n° 45 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	239 à 240
BEN/2009-025	Installation d'une benne : rue Claude Michel au n° 92 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	241 à 242
CABCHANT/2009-002	Installation d'une cabane de chantier : rue Raspail face au n° 10 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	243
CABCHANT/2009-003	Installation d'une cabane de chantier : rue Raspail face au n° 10 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	244
CABCHANT/2009-004 (renouvellement CABCHANT/2009-002)	Installation d'une cabane de chantier : rue Raspail face au n° 10 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	245 à 246
CHAPITEAU/2009-01	Installation d'un chapiteau : place Maréchal de Lattre de Tassigny <i>Arrêté temporaire sur domaine communal</i>	247 à 248
ECH/2009-050	Autorisation d'échafauder : boulevard de l'Yzeron au n° 36 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	249 à 250
ECH/2009-051 Prolongation ECH/2009-041	Autorisation d'échafauder : rue de la Camille du n° 2 au n° 3 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	251 à 252
ECH/2009-053	Autorisation d'échafauder : Grande Rue au n° 80 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	253 à 254
ECH/2009-054	Autorisation d'échafauder : rue Raspail et rue Marceau <i>Arrêté temporaire sur voies communautaires</i>	255 à 256
ECH/2009-055	Autorisation d'échafauder : boulevard Emile Zola au n° 16 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	257 à 258
ECH/2009-056	Autorisation d'échafauder : avenue de la Californie au n° 4 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	259 à 260
ECH/2009-057 Prolongation ECH/2009-051	Autorisation d'échafauder : rue de la Camille du n° 2 au n° 3 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	261 à 262
ECH/2009-058	Autorisation d'échafauder : rue du Buiset au droit du n° 52 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	263 à 264
ECH/2009-059	Autorisation d'échafauder : rue Victor Hugo au n° 21 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	265 à 266
ECH/2009-060	Autorisation d'échafauder : Grande Rue au n° 129 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	267 à 268
ECH/2009-074	Autorisation d'échafauder : rue Tupin au droit du n° 4 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	269 à 270
ECH/2009-075 Prolongation de l'ECH/2009-048	Autorisation d'échafauder : chemin de Montlouis au n° 3 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	271 à 272
ECH/2009-076	Autorisation d'échafauder : Grande Rue au n° 138 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	273 à 274
ECH/2009-077	Autorisation d'échafauder : Grande Rue au n° 62 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	275 à 276
MANIF/2009-04	Autorisation de manifestation : <i>Arrêté temporaire sur domaine communale</i>	277
MANIF/2009-05	Autorisation de mise en place d'une animation pour la biennale de Lyon sur le parvis de la Mairie	278
MANIF/2009-06 Annule et remplace MANIF 2009-04 en date du 11 décembre 09	Autorisation de manifestation : Festivités de Noël <i>Arrêté temporaire sur routes départementales et communautaires</i>	279

NACELLE/ 2009-03	Autorisation d'installer un camion-nacelle : rue Voltaire au n° 8 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	280
PALISSADE/ 2009-014	Mise en place de palissades : rue Francisque Jomard <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	281 à 282
STAT/2009-221 Annule et remplace STAT/2009-215	Réglementation du stationnement : rue du Perron aux n° 2 et 4 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	283
STAT/2009-222	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 20 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	284
STAT/2009-223	Réglementation du stationnement : rue Fleury angle rue Raspail <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	285
STAT/2009-224	Réglementation du stationnement : rue Parmentier en face du n° 12 et du n° 16 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	286
STAT/2009-225	Réglementation du stationnement : rue de la Bussière au droit du n° 53 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	287
STAT/2009-226 Annule et remplace STAT/2009-218	Réglementation du stationnement : rue Raspail au n° 32 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	288
STAT/2009-227	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 21 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	289
STAT/2009-228	Réglementation du stationnement : rue de la République face au n° 51 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	290
STAT/2009-229	Réglementation du stationnement : rue du Perron au n° 2 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	291
STAT/2009-230	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 125 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	292
STAT/2009-231	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 54 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	293
STAT/2009-232 Annule et remplace STAT/2009-125	Réglementation du stationnement : rue de la Bussière au droit du n° 53 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	294
STAT/2009-233	Réglementation du stationnement : rue Raspail au droit du n° 18 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	295
STAT/2009-234	Réglementation du stationnement : chemin de chasse au n° 68 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	296
STAT/2009-235 Prolongation du STAT/2009-187	Réglementation du stationnement : rue de la commune de Paris au n° 13 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	297
STAT/2009-236	Réglementation du stationnement : rue Pierre Séward au n° 29 <i>Arrêté temporaire sur terrain communal</i>	298
STAT/2009-237	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 99 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	299
STAT/2009-238	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 68 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	300
STAT/2009-239	Réglementation du stationnement : rue Diderot au n° 9 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	301
STAT/2009-240	Réglementation du stationnement : avenue Jean Jaurès au n° 44 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	302
STAT/2009-241	Réglementation du stationnement : rue Orsel au n° 17 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	303
STAT/2009-242	Réglementation du stationnement : place Anatole France <i>Arrêté temporaire sur place communautaire</i>	304
STAT/2009-243	Réglementation du stationnement : place Anatole France <i>Arrêté temporaire sur place communautaire</i>	305
STAT/2009-244	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au n° 26 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	306
STAT/2009-245	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 31 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	307
STAT/2009-246	Réglementation du stationnement : rue Saint Exupéry au n° 25 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	308
STAT/2009-247	Réglementation du stationnement : rue de la République face au n° 53 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	309
STAT/2009-248	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 33 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	310
STAT/2009-249	Autorisation de stationner : 44 grande rue – Emplacement réservé au véhicule don du sang <i>Arrêté temporaire sur parking communal</i>	311
STAT/2009-250	Autorisation de stationner : 7 rue Parmentier – Emplacement réservé au véhicule don du sang - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	312 à 313
STAT/2009-251	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 3 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	314
STAT/2009-252	Réglementation du stationnement : rue du Bac face au n° 16 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	315

STAT/2009-253	Réglementation du stationnement : rue Charton entre la rue Pierre Sépard et la rue de la République - <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	316
STAT/2009-254	Réglementation du stationnement : rue de la Commune de Paris au droit du n° 41 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	317
STAT/2009-255	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au droit du n° 22 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	318
STAT/2009-256	Réglementation du stationnement : rue Fleury au droit du n° 5 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	319
STAT/2009-257	Réglementation du stationnement : place Kellerman <i>Arrêté temporaire sur place communautaire</i>	320
STAT/2009-258	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au droit du n° 20 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	321
STAT/2009-259	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet aux n° 16 et 18 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	322
STAT/2009-260	Réglementation du stationnement : boulevard de l'Yzeron <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	323
STAT/2009-261	Réglementation du stationnement : rue Orsel au n° 5 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	324
STAT/2009-262	Réglementation du stationnement : rue de la Commune de Paris au droit du n° 28 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	325
STAT/2009-263	Réglementation du stationnement : place Anatole France face au n° 19 <i>Arrêté temporaire sur parking communautaire</i>	326
STAT/2009-264	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au droit du n° 32 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	327
STAT/2009-265	Réglementation du stationnement : rue Parmentier du n° 12 et du n° 14 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	328
STAT/2009-266	Réglementation du stationnement : rue Raspail entre le n° 12 et le n° 14 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	329
STAT/2009-267	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au droit du n° 7 bis <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	330
STAT/2009-268	Réglementation du stationnement : rue Raspail entre le n° 41 et le n° 43 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	331
STAT/2009-269	Réglementation du stationnement : rue Marceau au n° 31 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	332
STAT/2009-270	Réglementation du stationnement : rue Raspail au n° 29 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	333
STAT/2009-271	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 8 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	334
STAT/2009-271	Réglementation du stationnement : rue Baudin au n° 12 bis <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	335
STAT/2009-272	Réglementation du stationnement : rue Pasteur au n° 59 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	336
STAT/2009-273	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 101 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	337
STAT/2009-274	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 101 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	338
STAT/2009-275	Réglementation du stationnement et de la circulation : Grande Rue au n° 130 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	339
STAT/2009-275 Annule et remplace STAT/2009-274	Réglementation du stationnement : rue Diderot face au n° 3 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	340
STAT/2009-276	Réglementation du stationnement et de la circulation : rue de la Camille <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	341
STAT/2009-276	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 8 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	342
STAT/2009-278 Annule et remplace le STAT/2009-275 du 24/11/2009	Réglementation du stationnement et de la circulation : Grande Rue au n° 130 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	343
STAT/2009-279 Annule et remplace STAT/2009-276 du 26/11/09	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 8 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	344
STAT/2009-280	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 72 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	345
STAT/2009-281	Réglementation du stationnement : rue Pierre Sépard au n° 45 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	346
STAT/2009-282	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 166 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	347
STAT/2009-283	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 21 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	348
STAT/2009-284	Réglementation du stationnement : rue Raspail au n° 13 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	349
STAT/2009-285	Réglementation du stationnement : rue Fernand Forest au n° 17 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	350
STAT/2009-286	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au n° 7 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	351

STAT/2009-287	Réglementation du stationnement : rue Pierre Sépard au n° 35 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	352
STAT/2009-288	Réglementation du stationnement : rue Pierre Sépard au n° 35 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	353
STAT/2009-289	Réglementation du stationnement : Grande Rue <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	354 à 355
STAT/2009-290 Annule et remplace STAT/2009-288	Réglementation du stationnement : devant les n° 106 et 108 de la Grande Rue <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	356
STAT/2009-291	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 73 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	357
STAT/2009-292	Réglementation du stationnement : devant le n° 93 rue du Perron <i>Arrêté temporaire sur voie communale</i>	358
STAT/2009-293	Réglementation du stationnement : en face le n° 12 rue Etienne Dolet <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	359
STAT/2009-294	Réglementation du stationnement : rue Voltaire au n° 31 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	360
STAT/2009-295	Réglementation du stationnement : parking de la Camille <i>Arrêté temporaire sur parking communal</i>	361
STAT/2009-296	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 81 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	362
STAT/2009-297	Réglementation du stationnement : rue Pierre Sépard au n° 53 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	363
STAT/2009-298 Prolongation du n° STAT/2009-291	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 73 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	364
STAT/2009-299	Réglementation du stationnement : place Anatole France <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	365
STAT/2009-300	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey angle rue Voltaire <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	366
STAT/2009-301	Réglementation du stationnement : Grande Rue au n° 157 <i>Arrêté temporaire sur voie départementale</i>	367
STAT/2009-302	Réglementation du stationnement : rue Orsel au n° 14 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	368
STAT/2009-304	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 6 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	369
STAT/2009-305	Réglementation du stationnement : rue Pierre Joseph Martin au n° 4 <i>Arrêté temporaire sur voie communale</i>	370
STAT/2009-306	Réglementation du stationnement : place du Mur DEMO <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	371
STAT/2009-307	Réglementation du stationnement : rue Camille Roland au n° 2 <i>Arrêté temporaire sur voie communautaire</i>	372

VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 2 OCTOBRE 2009

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : M. Philippe LOCATELLI

Présents

MM. BUFFET – LOCATELLI, Melle CHALAND, M. AMBARD, Mmes GUIRADO-DEVOY - POUZERGUE – MAZIGH – CHICHERY, M. MOREL, Mmes BONHOMME – GIMENEZ, M. BLAIN, Mme JOURDAIN, MM. TERROT - GENTILINI – LE GALL, Mme CORELLA, MM. SOUCHON – SCAPPATICCI - PERRET – BLANC, Mme SECHAUD, M. UBAUD, Mme POMMERUEL, MM. RENAULT - RONZY

Absents excusés et représentés

MM. LAVACHE – PROTON, Mme FLEITH, M. TRANCHARD, Mme DEGRANGE, M. FILIU, Mmes NATALI - IGLESIAS

Absente excusée

Melle TUZOLANA

OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2009, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 04 Article 6574	Secteur Echange scolaire jumelage

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Lycée parc Chabrières	Echange scolaire du 16 au 25 février 2009 avec NEWCASTLE (Angleterre)	1 067,72 €
Lycée Chabrières	Echange scolaire du 7 au 15 mai 2009 avec NURTINGEN (Allemagne)	1 023,92 €
Collège Saint Thomas d'Aquin	Echange scolaire du 3 au 10 juillet 2009 avec POYNTON (Angleterre)	1 016,45 €
TOTAL		3 108,09 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Autres activités pour les jeunes / contrat enfance

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ACSO	Solde prestations contrat enfance 2002-2006	220,20 €
TOTAL		220,20 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 521 Article 6574	Actions personnes en situation de handicap

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
FNATH Association des accidentés de la vie	Les Jacinthes de l'espoir du 17 au 24 octobre 2009	150,00 €
Association groupe du samedi	Sortie péniche automne 2009	500,00 €
TOTAL		650,00 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 213 Article 6574	Secteur scolaire

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Association M'Oullins à paroles	Subvention de fonctionnement 2009	230,00 €
	TOTAL	230,00 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 415 Article 6574	Secteur sports

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Badminton club d'Oullins	Grand prix de badminton les 28-29/03/2009 à Oullins	800,00 €
P.L.O. section trampoline	Critérium régional équipe et synchronisé UFOLEP le 26/04/2009 à Oullins	200,00 €
P.L.O.	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	5 000,00 €
Francs Joueurs Oullinois	Concours de boule des cousins 12-13 septembre à Oullins	610,00 €
Cascol section Pétanque	Concours de pétanque Prix Ville d'Oullins du 19 septembre 2009	650,00 €
	TOTAL	7 260,00 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

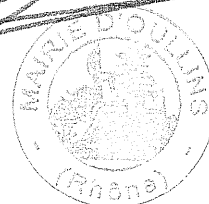
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2009, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ADMISSION DE CREANCES EN NON-VALEUR

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Madame la Trésorière Principale d'Oullins vous propose l'admission en non valeur des différentes créances irrécouvrables suivantes, arrêtées à la date du 09/06/2009. Lorsque toutes les voies d'exécution sur les biens et, le cas échéant, sur la personne redevable ont été épuisées sans aboutir au recouvrement des créances publiques, celles-ci sont proposées en non-valeur à l'initiative du comptable chargé du recouvrement, conformément aux dispositions des articles 126 et 139 du code de recouvrement des créances publiques.

Date d'émission du titre	Références du titre	N° d'ordre du titre	Objet du titre	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
26/04/1999	T257	1	Cantine scolaire	33,23	Poursuite sans effet + commission de surendettement
25/11/1999	T964	1	Loyer + charges	83,84	Surendettement et décision effacement de dette
31/12/1999	T1522	1	Loyer + charges	471,07	Surendettement et décision effacement de dette
07/03/2000	T91	1	Cantine scolaire	82,66	Pv carence
18/04/2000	T294	1	Loyer + charges	609,80	Surendettement et décision effacement de dette
30/05/2000	T365	1	Loyer + charges	304,90	Surendettement et décision effacement de dette
01/09/2000	T613	1	Loyer + charges	471,07	Surendettement et décision effacement de dette
02/11/2000	T1046	1	Droits de voirie	35,84	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
03/11/2000	T1112	1	Loyer + charges	471,07	Surendettement et décision effacement de dette
14/11/2000	T1232	1	Cantine scolaire	148,44	Poursuite sans effet
14/11/2000	T1245	1	Cantine scolaire	217,42	Pv carence
14/11/2000	T1264	1	Cantine scolaire	0,22	RAR inférieur seuil poursuite
14/11/2000	T1270	1	Cantine scolaire	0,30	RAR inférieur seuil poursuite
31/12/2000	T1545	1	Cantine scolaire	371,43	Pv carence
15/03/2001	T182	1	Loyer + charges	471,07	Surendettement et décision effacement de dette
21/03/2001	T115	1	Cantine scolaire	325,11	Pv carence
06/04/2001	T269	1	Loyer + charges	160,07	Surendettement et décision effacement de dette
04/05/2001	T348	1	Loyer + charges	160,07	Surendettement et décision effacement de dette
17/05/2001	T388	1	Cantine scolaire	176,72	Pv carence
25/05/2001	T406	1	Loyer + charges	160,07	Surendettement et décision effacement de dette
27/06/2001	T555	1	Loyer + charges	163,70	Surendettement et décision effacement de dette
03/07/2001	T594	1	Cantine scolaire	142,22	Pv carence
25/07/2001	T688	1	Loyer + charges	163,70	Surendettement et décision effacement de dette
16/08/2001	T763	1	Cantine scolaire	26,83	RAR inférieur seuil poursuite
20/08/2001	T931	1	Cantine scolaire	197,74	Pv carence
29/08/2001	T1217	1	Loyer + charges	163,58	Surendettement et décision effacement de dette
29/10/2001	T1492	1	Droits de voirie	82,96	Clôture insuffisante actif sur RJLJ

31/10/2001	T1656	1	Droits de voirie	51,16	Clôture insuffisante actif sur RJJ
31/10/2001	T1717	1	Droits de voirie	36,68	Clôture insuffisante actif sur RJJ
31/10/2001	T1630	1	Droits de voirie	130,31	Pv perquisition et demande renseignement négative
21/11/2001	T1911	1	Droits de voirie	174,90	Clôture insuffisante actif sur RJJ
31/12/2001	T2276	1	Abonnement + redevance électrique	120,46	Pv perquisition et demande renseignement négative
19/03/2002	T175	1	Cantine scolaire	1,31	RAR inférieur seuil poursuite
22/08/2002	T854	1	Cantine scolaire	63,39	Personne disparue
28/08/2002	T927	1	Cantine scolaire	70,74	Poursuite sans effet
28/08/2002	T966	1	Cantine scolaire	27,26	RAR inférieur seuil poursuite
28/08/2002	T974	1	Cantine scolaire	19,85	RAR inférieur seuil poursuite
28/08/2002	T995	1	Cantine scolaire	27,26	RAR inférieur seuil poursuite
03/12/2002	T1503	1	Remboursement ouvrages non restitués	13,00	RAR inférieur seuil poursuite
26/12/2002	T1618	1	Droits de voirie	83,75	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/12/2002	T1716	1	Droits de voirie	179,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/12/2002	T1811	1	Droits de voirie	135,50	Pv perquisition et demande renseignement négative
26/12/2002	T1834	1	Droits de voirie	30,50	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/12/2002	T1853	1	Droits de voirie	23,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/12/2002	T1942	1	Droits de voirie	65,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
01/09/2003	T643	1	Cantine scolaire	5,19	RAR inférieur seuil poursuite
18/12/2003	T1627	1	Droits de voirie	9,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
18/12/2003	T1556	1	Droits de voirie	179,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
19/12/2003	T1722	1	Droits de voirie	65,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
19/12/2003	T1771	1	Droits de voirie	21,50	Clôture insuffisante actif sur RJJ
31/12/2003	T1820	1	Loyer + charges	32,41	Clôture insuffisante actif sur RJJ
25/02/2004	T101	1	Cantine scolaire	1,75	RAR inférieur seuil poursuite
25/02/2004	T193	1	Cantine scolaire	3,54	RAR inférieur seuil poursuite
05/05/2004	T337	1	Cantine scolaire	3,42	RAR inférieur seuil poursuite
22/06/2004	T609	1	Loyer + charges	2 972,76	Clôture insuffisante actif sur RJJ
22/06/2004	T609	1	Loyer + charges	45,72	Clôture insuffisante actif sur RJJ
13/08/2004	T730	1	Cantine scolaire	21,24	RAR inférieur seuil poursuite
13/08/2004	T1057	1	Cantine scolaire	0,40	RAR inférieur seuil poursuite
07/10/2004	T1305	1	Loyer + charges	2 972,76	Clôture insuffisante actif sur RJJ
07/10/2004	T1305	1	Loyer + charges	45,72	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/11/2004	T1602	1	Droits de voirie	157,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/11/2004	T1627	1	Droits de voirie	31,50	Certif irrecevabilité
26/11/2004	T1742	1	Droits de voirie	59,75	Npai et demande renseign négative
26/11/2004	T1764	1	Droits de voirie	75,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
26/11/2004	T1766	1	Droits de voirie	0,50	RAR inférieur seuil poursuite
26/11/2004	T1687	1	Droits de voirie	0,25	RAR inférieur seuil poursuite
31/12/2004	T1991	1	Loyer + charges	2 972,76	Clôture insuffisante actif sur RJJ
10/03/2005	T216	1	Cantine scolaire	200,41	Npai et demande renseign négative
10/03/2005	T236	1	Cantine scolaire	24,81	Personne disparue
28/04/2005	T418	1	Loyer + charges	4 075,87	Clôture insuffisante actif sur RJJ
19/07/2005	T657	1	Loyer + charges	3 018,48	Clôture insuffisante actif sur RJJ
18/08/2005	T1163	1	Cantine scolaire	90,23	Surendettement et décision effacement de dette
18/08/2005	T1025	1	Cantine scolaire	21,72	Personne disparue
25/11/2005	T1788	1	Droits de voirie	35,00	Certif irrecevabilité
06/12/2005	T1890	1	Droits de voirie	21,00	Clôture insuffisante actif sur RJJ
31/12/2005	T2282	1	Cantine scolaire	25,90	Npai et demande renseign négative
31/12/2005	T2361	1	Cantine scolaire	57,35	Surendettement et décision effacement de dette
31/12/2005	T2443	1	Loyer + charges	3 555,29	Clôture insuffisante actif sur RJJ

15/03/2006	T198	1	Cantine scolaire	44,40	Surendettement et décision effacement de dette
23/03/2006	T222	1	Loyer + charges	1 752,97	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
11/05/2006	T470	1	Cantine scolaire	40,70	Surendettement et décision effacement de dette
11/09/2006	T949	1	Cantine scolaire	3,70	Npai et demande renseign négative
11/09/2006	T1196	1	Cantine scolaire	16,65	Npai et demande renseign négative
11/09/2006	T1213	1	Cantine scolaire	107,30	Surendettement et décision effacement de dette
11/09/2006	T928	1	Cantine scolaire	1,85	RAR inférieur seuil poursuite
27/11/2006	T1967	1	Droits de voirie	53,00	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
27/11/2006	T1981	1	Droits de voirie	23,50	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
31/12/2006	T2181	1	Cantine scolaire	36,16	Surendettement et décision effacement de dette
31/12/2006	T2291	1	Cantine scolaire	51,36	Npai et demande renseign négative
21/03/2007	T342	1	Cantine scolaire	8,56	Npai et demande renseign négative
21/03/2007	T182	1	Cantine scolaire	61,02	Surendettement et décision effacement de dette
21/03/2007	T213	1	Cantine scolaire	1,90	RAR inférieur seuil poursuite
25/04/2007	T500	1	Cantine scolaire	45,20	Surendettement et décision effacement de dette
05/06/2007	T938	1	Cantine scolaire	3,80	RAR inférieur seuil poursuite
05/06/2007	T782	1	Cantine scolaire	42,94	Surendettement et décision effacement de dette
10/07/2007	T1096	1	Cantine scolaire	49,72	Surendettement et décision effacement de dette
10/07/2007	T1137	1	Cantine scolaire	3,80	RAR inférieur seuil poursuite
10/07/2007	T1166	1	Cantine scolaire	3,80	RAR inférieur seuil poursuite
10/07/2007	T1176	1	Cantine scolaire	0,10	RAR inférieur seuil poursuite
10/07/2007	T1388	1	Cantine scolaire	1,90	RAR inférieur seuil poursuite
31/07/2007	T1608	1	Cantine scolaire	40,68	Surendettement et décision effacement de dette
20/11/2007	T2931	1	Loyer + charges	12,00	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
20/11/2007	T2784	1	Droits de voirie	23,50	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
20/11/2007	T2801	1	Droits de voirie	53,00	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
08/12/2008	T3135	1	Droits de voirie	49,50	Certif irrecoouvrabilité
05/01/2009	T3664	1	Droits de voirie	54,00	Clôture insuffisante actif sur RJLJ
14/05/2009	T998001	1	Annulation de mandats	100,00	Certif irrecoouvrabilité
			total	30 437,44	

Il convient à présent d'admettre ces créances en non-valeur, pour un montant total de 30.437,44 €.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'admission en non-valeur des créances ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à réaliser un mandat de régularisation.

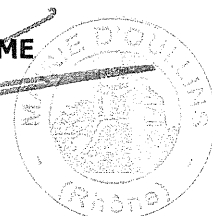
PRECISE que les crédits sont inscrits en DM1 du budget 2009, au compte 654.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Francois-Noël BUFFET



OBJET : GESTION 2009 – DÉCISION MODIFICATIVE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2009 le 17 décembre 2008 sur des bases prévisionnelles.

A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.

Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
67-020-673	régularisation rattachements à tort en dépenses			3 577,92	
77-020-7718	régularisation rattachements à tort en recettes				57,31
011-020-6283	intérêts moratoires facture éclat 2000			-149,42	
67-020-6711	intérêts moratoires facture éclat 2000			149,42	
77-020-7718	remboursement porte vestiaire cassée par assurance MAIF				839,59
77-020-7788	remboursement inondation stade du Merlo par assurance SMACL				11 145,54
65-020-654	recouvrement des créances admises en non-valeur			30 437,44	
011-413-6247	transport écoles/piscine			6 600,00	
011-413-6282	surveillance piscine été			9 976,00	
75-91-757	recette braderie automne 2008 DSP Oullins Commerce				1 924,03
77-020-7788	remboursement sinistre école Ampère par assurance MMA				4 680,00
23-822-2312	travaux réparations suite sinistre école Ampère	5 597,28			
021-01-021	virement de la section de fonctionnement		21 223,06		
023-01-023	virement à la section d'investissement			21 223,06	
011-822-611	marché nettoyage centre-ville, cours d'école			-917,28	
022-01-022	dépenses imprévues			-9 724,85	
011-112-6228	ajustement crédits Police			5 000,00	
16-01-1641	régularisation imputation capital prêt 2008	21 223,06			
77-01-773	régularisation imputation intérêts prêt 2008				21 223,06
011-212-6247	transport scolaire Saulaie			-230,00	
65-213-6574	subvention exceptionnelle M'Oullins à paroles			230,00	
77-020-775	régularisation recette exceptionnelle suite vente véhicule				-1 000,00
024-020-024	régularisation recette exceptionnelle suite vente véhicule		1 000,00		
011-255-60632	activités/animations périscolaires			4 560,50	

10-01-10223	recettes complémentaires taxe locale d'équipement		4 597,28		
70-411-70631	recettes complémentaires utilisation gymnase/piscine				3 857,00
70-412-70631	recettes complémentaires utilisation gymnase/piscine				3 470,00
74-90-7473	convention FAJ (fonds d'aide aux jeunes)				3 986,00
75-020-758	recettes complémentaires AFGE remboursement assurances				8 570,00
70-026-70311	recettes complémentaires AFGE vente caveaux				2 407,00
70-822-70323	recettes complémentaires VCDV droits de voirie				5 483,00
70-90-7083	recettes complémentaires LOGT loyer TDF 2007&2009				4 337,00
67-01-673	régularisation dépenses exceptionnelles 2009			2 862,74	
011-33-6288	franchise assurance PNAS suite sinistre 13/05/2007 (fête Iris)			800,00	
65-520-6574	chantiers insertion ACI			39 000,00	
011-520-61522	chantiers insertion ACI			-36 000,00	
011-33-6232	crédits Mécénat non utilisés par service Culture			-6 416,00	
23-411-2313	virement de crédits vers Ilôt de la Camille	-20 000,00			
107-822-2312	virement de crédits depuis marché construction sport	20 000,00			
Total		26 820,34	26 820,34	70 979,53	70 979,53

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

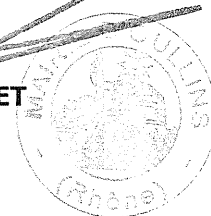
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : REPRISE DE CONCESSIONS PERPETUELLES EN ETAT D'ABANDON

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les articles L223-17 et suivants et R 223-12 à R 223-21 du code général des collectivités territoriales relatifs à la reprise des concessions perpétuelles à l'état d'abandon,

Vu les constats d'abandon établis le 14 novembre 2005 et le 15 janvier 2009, soit à 3 ans d'intervalle conformément aux articles ci-dessus mentionnés,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La procédure de reprise des concessions funéraires prévue par les textes ayant été régulièrement conduite, je vous demande de m'autoriser à reprendre au nom de la commune les concessions ci-dessous indiquées :

Masse	N°	Date concession	Nom du concessionnaire	Prénom du concessionnaire
A	7	21/06/1904	MERIT	Joseph
C	44	26/06/1977	BARBIER	J-Jacques
E	30	05/03/1907	DIEHL née LHERMITE	Joséphine
E	202	10/03/1971	GONNET	Louis Hugues
F	182	12/10/1943	PERRACHON	Charles et Pierre
G	46	01/02/1893	BOYER	Jean
H	37	25/11/1856	FOULHIOUX	Claude
I	120	14/02/1924	CHATENOUD née TERRIER	Julie
J	3	30/12/1904	CHAUDANSON	André
K	3	01/10/1915	VELLAY	Joseph
L	10	18/07/1918	PAQUES	Thérèse et Génie
MN	4	26/04/1961	FONTROBERT née VILLE	Claudine
O	3	16/03/1925	DECHAUX	Georges
1	132	06/05/1963	DESPRES	Alexandre

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à reprendre au nom de la commune et à remettre en service, pour de nouvelles inhumations, les concessions en état d'abandon indiquées ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SOUS SOL DU CLUB HOUSE
DES COURTS DE TENNIS DE MONTLOUIS
DEMANDE DE SUBVENTION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'adaptation de ses équipements sportifs aux besoins des associations Oullinoises, la commune va procéder à des travaux d'aménagement du sous sol du club house des courts de tennis de Montlouis.

Les infrastructures existantes sont constituées de 4 courts de tennis, d'une zone d'apprentissage dit « baby tennis » et d'un bâtiment de deux niveaux dont seul le rez de chaussée est aménagé. Ce dernier abrite à la fois une zone d'accueil, l'administration du Tennis Club d'Oullins et un vestiaire commun fille/garçon.

Dans le sous sol de ce bâtiment seront aménagés deux vestiaires femme et homme, ainsi qu'un vestiaire collectif avec douches et sanitaires.

Le montant prévisionnel de ces travaux s'élève à 58 500 € HT.

Au titre de la réserve parlementaire dont je bénéficie en tant que Sénateur du Rhône, je vous demande de bien vouloir autoriser la commune à solliciter le concours financier de l'Etat pour la réalisation de ces travaux. Il n'est pas prévu d'autre participation financière pour la réalisation de cette opération.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter le concours financier de l'Etat pour la réalisation des travaux d'aménagement du sous sol du club house des tennis de Montlouis.

SOLLICITE de l'Etat une subvention au taux maximum.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : TARIFS 2009-2010
REGIE DE RECETTE DU BOULODROME

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis trois années, le boulodrome municipal fonctionne en régie toutes les après-midi de la semaine durant la période hivernale afin de permettre aux boulistes locaux et aux Oullinois en particulier d'avoir accès à un site couvert dédié à la pratique de la boule lyonnaise.

Je vous propose afin que se poursuive cette mise à disposition, de reconduire les droits d'entrées au boulodrome sur la base du tableau ci-dessous au titre de l'année 2009-2010.

	Oullinois ou licenciés clos boulistes et pétanque d'Oullins	Non Oullinois et non licenciés clos boulistes et pétanque d'Oullins
Entrée unitaire	1 euro	2 euros
Abonnement mensuel	7 euros	14 euros
Abonnement semestriel	25 euros	50 euros

Le boulodrome fonctionnera selon les modalités suivantes :

En semaine le matin : ouverture toute l'année (1^{er} sept au 30 juin) pour les scolaires de la commune.

En semaine de 13h30 à 18h : ouverture en régie au bénéfice du public contre droit d'entrée du 15 octobre 2009 au 15 avril 2010.

En semaine de 18 à 20h : ouverture toute l'année (1^{er} septembre au 30 juin) aux associations boulistes et de pétanque Oullinoises, en fonction des demandes recensées lors de l'établissement des plannings d'entraînement.

Les week-end : ouverture toute l'année (1^{er} septembre au 30 juin) aux associations du secteur bouliste 13 et de pétanque Oullinoises, en fonction du planning du secteur bouliste 13 et des demandes des clubs Oullinois.

Concernant la régie, l'agent municipal responsable de l'équipement assurera le contrôle de l'accès aux jeux et la vente des tickets d'entrée, sur la période du 15 octobre 2009 au 15 avril 2010. L'ouverture contre un droit d'accès sera effective du lundi au vendredi lors de la période précitée, toutes les après-midi de 13h30 à 18h00 hormis lors d'organisation de manifestations exceptionnelles sur le site.

Du 16 avril 2010 au 14 octobre 2010, les boulistes évoluant en plein air dans leurs clos respectifs, le boulodrome ne sera pas ouvert au public en après-midi.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

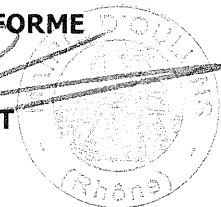
APPROUVE les tarifs 2009-2010 tels que proposés ci-dessus.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ETABLIE ENTRE LA
VILLE D'OULLINS, LA REGION RHONE-ALPES, L'ETAT (MINISTERE DE LA
CULTURE ET DE LA COMMUNICATION) ET LA REGIE PERSONNALISEE DU
THEATRE DE LA RENAISSANCE POUR LES ANNEES 2010, 2011, 2012 ET 2013**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L. 2224-2 ;

Vu la délibération n°6 du 27 février 2003 du conseil municipal votant notamment les statuts de la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°11 du 25 septembre 2003 du conseil municipal portant modification de ces mêmes statuts ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La ville d'Oullins, en partenariat avec d'autres collectivités publiques, participe financièrement au fonctionnement de la régie du théâtre de la Renaissance et prend en charge sur le budget communal une part des dépenses de la régie.

Considérant le projet artistique et culturel mené par le directeur du théâtre, Monsieur Jean Lacornerie, ainsi que la qualité de l'équipement qui constitue un pôle de référence dans le domaine de la production et de la diffusion du théâtre musical pour la Ville d'Oullins, dans la région Rhône-Alpes et sur l'ensemble du territoire national ; il a été décidé, en accord avec le conseil d'administration du théâtre de la Renaissance, la Région Rhône-Alpes et l'Etat (Ministère de la culture et de la communication), la nécessité d'établir une convention de partenariat commune.

La ville soutient par ailleurs le théâtre dans sa démarche d'obtention d'un label qui serait accordé par l'Etat et qui entérinerait la reconnaissance par celui-ci de la singularité et de l'excellence du projet du théâtre de la Renaissance. A cet égard, la ville d'Oullins revendique la pertinence de l'existence de financements croisés comme garants de la pérennité et de la solidité des projets artistiques.

En conséquence, je vous propose de m'autoriser à signer la convention de partenariat, conclue pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013 entre la Ville, la Région Rhône-Alpes, l'Etat (Ministère de la culture et de la communication) et le théâtre de la Renaissance. Cette nouvelle convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

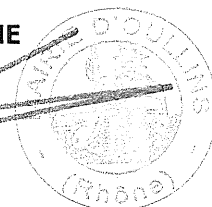
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat, conclue pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013 entre la Ville, la Région Rhône-Alpes, l'Etat (Ministère de la culture et de la communication) et le théâtre de la Renaissance.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
ETABLIE ENTRE LA VILLE D'OULLINS ET LA REGIE PERSONNALISEE DU
THEATRE DE LA RENAISSANCE POUR LES ANNEES 2010, 2011, 2012 ET 2013**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L. 2224-2 ;

Vu la délibération n°6 du 27 février 2003 du conseil municipal votant notamment les statuts de la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°11 du 25 septembre 2003 du conseil municipal portant modification de ces mêmes statuts ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par la délibération n°6 du 27 février 2003, le conseil municipal a approuvé les statuts de la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance et a donné tous pouvoirs au Maire afin de poursuivre l'exécution de ladite délibération. L'article 16 de ces statuts précise qu'« une convention annuelle conclue avec la ville d'Oullins détermine les objectifs que la ville assigne à la régie ainsi que les modalités d'affectation et de contrôle de l'usage des moyens financiers et techniques qu'elle lui accorde ». Ladite convention a été signée pour la première fois par les parties le 1^{er} juillet 2003 pour une durée d'un an. Elle a été reconduite à deux reprises, le 1^{er} février 2004 pour une durée d'un an puis le 6 mai 2005 pour une durée de quatre ans, soit du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2008, reconduite par avenant jusqu'au 31 décembre 2009.

La ville d'Oullins, en partenariat avec d'autres collectivités publiques, participe financièrement au fonctionnement de la régie et prend en charge sur le budget communal une part des dépenses de la régie. En accord avec le conseil d'administration du théâtre de la Renaissance, la Ville d'Oullins a proposé au théâtre de renouveler les termes de la convention liant la Ville et le théâtre, afin que soient bien identifiés les objectifs que poursuit la ville d'Oullins dans l'attribution des moyens financiers, humains, matériels et techniques ainsi que la façon d'en contrôler le bon usage.

Conserver l'identité du théâtre de la Renaissance autour de son projet artistique lié au théâtre musical, pérenniser et dynamiser les engagements conventionnels et les financements qui leurs sont attachés, tout en faisant évoluer en termes d'attractivité, auprès des publics les plus larges possibles, la programmation et les actions d'éducation artistiques et culturelles, c'est tout l'enjeu que représente la participation financière de la ville d'Oullins

En conséquence, je vous propose de m'autoriser à signer la convention d'objectifs et de financement, conclue pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013 entre la Ville et le théâtre de la Renaissance. Cette nouvelle convention prendra effet à compter de sa signature, en lieu et place de la convention précédente reconduite par avenant.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et de financement établie entre la Ville et le théâtre de la Renaissance pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013 ;

PRECISE qu'une convention de partenariat sera également signée entre la Ville, la Région Rhône-Alpes, l'Etat et le théâtre de la Renaissance afin de consolider le partenariat existant ;

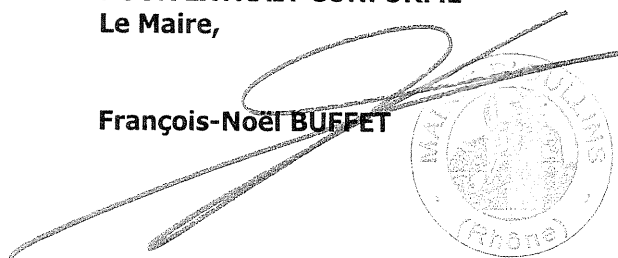
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'François-Noël Buffet'. To the right of the signature is a circular official seal. The seal contains a central emblem, possibly a coat of arms, and the text 'MAIRIE DE VILLEFRANCHE-SUR-RHÔNE' is visible around the perimeter of the seal.

**OBJET : CONSTRUCTION D'UNE MEDIATHEQUE
DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
A L'UNION EUROPEENNE AU TITRE DES CREDITS DU FONDS EUROPEEN DE
DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) DANS LE CADRE DU PROGRAMME
OPERATIONNEL COMPETITIVITE REGIONALE ET EMPLOI 2007/2013**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°9 du 16 mars 2006 autorisant le lancement de la procédure de concours et approuvant la constitution du jury relatif à la construction de la médiathèque ;

Vu la délibération n°26 du 21 décembre 2006 relative à la signature du marché de maîtrise d'œuvre correspondant ;

Vu la délibération n°6 du 25 juin 2009 relative à la demande de subvention d'investissement à l'Union Européenne dans le cadre de la construction de la médiathèque ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Vous avez approuvé lors du Conseil Municipal du 25 juin 2009, une demande de subvention d'investissement à l'Union Européenne dans le cadre de la construction de la médiathèque.

Cette demande de subvention présentait un plan de financement prévisionnel non conforme aux crédits disponibles auprès de l'Union Européenne. Le nouveau plan de financement arrêté, relatif à une dépense de 5 247 098 euros hors taxes (coûts des travaux), est donc le suivant :

- subvention de l'Union Européenne au titre des crédits FEDER : 1 049 420 euros (subvention sollicitée)
- subvention de l'Etat pour la construction allouée au titre du concours particulier de la dotation générale de décentralisation : 1 100 865 euros (subvention notifiée)
- subvention du Conseil Général pour la construction allouée au titre du plan triennal : 710 439,60 euros (subvention accordée)
- recettes générées par la construction (estimées sur 30 ans) : 380 000 euros
- emprunt de la Ville d'Oullins : 2 006 374 euros

Je vous propose en conséquence de m'autoriser à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Union Européenne pour la construction de la médiathèque d'Oullins pour un montant d'un million quarante neuf mille quatre cent vingt euros (1 049 420 euros) au titre du FEDER.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'opération de construction de la médiathèque d'Oullins pour un montant de 5 247 098 euros hors taxes (coût des travaux) ainsi que son plan de financement tel qu'indiqué ci-dessous :

- subvention de l'Union Européenne au titre des crédits FEDER : 1 049 420 euros (subvention sollicitée)
- subvention de l'Etat pour la construction allouée au titre du concours particulier de la dotation générale de décentralisation : 1 100 865 euros (subvention notifiée)
- subvention du Conseil Général pour la construction allouée au titre du plan triennal : 710 439,60 euros (subvention accordée)
- recettes générées par la construction (estimées sur 30 ans) : 380 000 euros
- emprunt de la Ville d'Oullins : 2 006 374 euros

SOLLICITE de l'Union Européenne (FEDER) une subvention d'un million quarante neuf mille quatre cent vingt euros ;

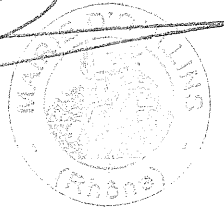
AUTORISE le Maire à signer tous documents nécessaires à cet effet ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ATELIER CHANTIER D'INSERTION TEMPORAIRE 2009
SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC L'ASSOCIATION ITEM (GROUPE ICARE)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins s'engage activement en faveur de l'insertion par l'activité économique. Elle met en place des actions qui permettent à des personnes éloignées du marché de l'emploi de s'inscrire dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle et de retour à l'emploi.

En septembre 2005, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) a été mis en place et s'est terminé en avril 2008. Il a concerné 34 personnes, 30 hommes et 4 femmes. Le bilan de cette action a révélé la plus value de ce dispositif sur la commune.

C'est pourquoi la Ville d'Oullins souhaite par ce type d'action :

- faciliter l'accès à des activités salariées pour des personnes en grandes difficultés sociales et permettre une étape indispensable à la (re)construction sociale de l'individu,
- permettre un accompagnement et un travail partenarial local afin de remobiliser, de lever des freins à l'emploi et de favoriser des mises en parcours d'insertion.

Avec accord avec l'Etat, la Ville d'Oullins, a relancé en avril 2009 un appel à projet. Ainsi, l'association ITEM (Groupe ICARE) a été retenue pour la mise en œuvre d'un ACI temporaire de juin à décembre 2009. Cette action génère 8 contrats de 20 heures semaine pendant 7 mois.

DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la convention de partenariat avec l'association ITEM (Groupe ICARE) et le cahier des charges fixant les modalités techniques d'organisation de la mise en œuvre de l'action ci-joints,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les dits documents,

PRECISE que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'action seront prélevés au budget 2009, compte 6574

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



N° : 2009-10-11
Service : Marchés Publics

**OBJET : CONTRAT PLURIANNUEL 2006/2008
PROJET INFORMATIQUE DANS LES ECOLES
DEMANDE DE SUBVENTION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n° 2006-06-30 du Conseil Municipal du 25 juin 2006 approuvant la signature du contrat pluriannuel 2006/2008 avec le Département du Rhône,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du contrat pluriannuel 2006/2008 figure l'opération n°5 « informatique dans les écoles » au titre de laquelle est prévue une participation financière du Département du Rhône pour l'année 2008 à hauteur de 40 % des investissements réalisés.
L'ensemble des investissements acquis visant un accès plus large aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au profit de jeunes publics s'élève pour l'année 2008 à 4 990 euros HT

Le plan de financement de l'opération n°5 « informatique dans les écoles » au titre de l'année 2008 est donc le suivant :

Département du Rhône : 1 996 €
Autofinancement Ville d'Oullins : 2 994 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'opération n°5 « informatique dans les écoles » ainsi que son plan de financement décrit ci-dessus,

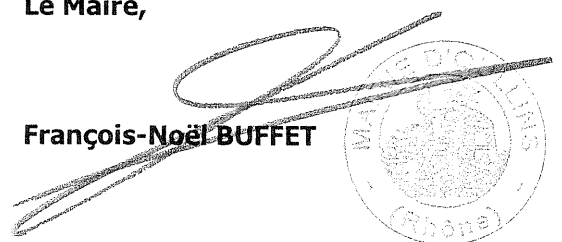
AUTORISE le Maire à déposer le dossier de demande de subvention de l'opération n°5 «informatique dans les écoles » pour l'année 2008 conformément aux dispositions du contrat pluriannuel 2006/2008,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONTRAT PLURIANNUEL 2009/2011
POLE MUSICAL PARC CHABRIERES
DEMANDE DE SUBVENTION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n° 2009-06-05 du Conseil Municipal du 25 juin 2009 approuvant la signature du contrat pluriannuel 2009/2011 avec le Département du Rhône,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du contrat pluriannuel 2009/2011 figure l'opération n°2 « pôle musical Parc Chabrières » au titre de laquelle est prévue une participation financière du Département du Rhône pour l'année 2009 à hauteur de 35 % de la dépense subventionnable.

Les travaux concernés par cette demande de subvention portent sur l'opération d'aménagement des locaux de l'ex-CIO situés au parc Chabrières afin d'y accueillir l'association musicale Alaéo. Le montant des dépenses nécessaire à la réalisation de cette opération s'élève à 325 355 € HT.

Le plan de financement de l'opération n°2 « pôle musical Parc Chabrières » est le suivant :

Département du Rhône : 113 874,25 €
Autofinancement Ville d'Oullins : 211 480,75 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'opération n°2 « pôle musical Parc Chabrières » ainsi que son plan de financement décrit ci-dessus,

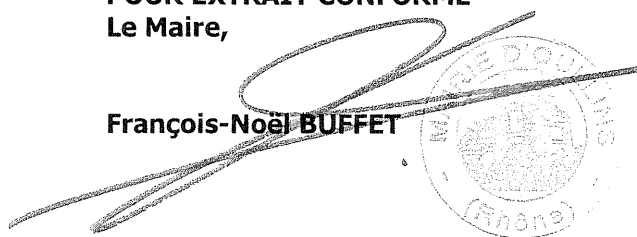
AUTORISE le Maire à déposer le dossier de demande de subvention de l'opération n°2 « pôle musical Parc Chabrières » conformément aux dispositions du contrat pluriannuel 2009/2011,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2009-10-13
Service : Marchés Publics

**OBJET : CONTRAT PLURIANNUEL 2009/2011
TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'EGLISE SAINT MARTIN
DEMANDE DE SUBVENTION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°2009-06-05 du Conseil Municipal du 25 juin 2009 approuvant la signature du contrat pluriannuel 2009/2011 avec le Département du Rhône,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du contrat pluriannuel 2009/2011 figure l'opération n°3 « travaux de réhabilitation de l'église » au titre de laquelle est prévue une participation financière du Département du Rhône pour l'année 2009 à hauteur de 15 % de la dépense subventionnable.

Les travaux concernés par cette demande de subvention au titre de l'année 2009 portent sur la réfection des façades latérales et la couverture de la nef de l'église Saint-Martin. Le montant des dépenses nécessaire à la réalisation de cette opération s'élève à 689 855 € HT.

Le plan de financement de l'opération n°3 « travaux de réhabilitation de l'église » au titre de l'année 2009 est le suivant :

Etat : 70 000 €
Département du Rhône : 92 978,25 €
Autofinancement Ville d'Oullins : 526 876,75 €

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE l'opération n°3 « travaux de réhabilitation de l'église » ainsi que son plan de financement décrit ci-dessus,

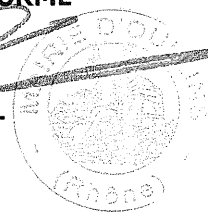
AUTORISE le Maire à déposer le dossier de demande de subvention de l'opération n°3 « travaux de réhabilitation de l'église » au titre de l'année 2009 conformément aux dispositions du contrat pluriannuel 2009/2011,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2009-10-14

Service : Direction générale

**OBJET : AMENAGEMENT DE L'ENTREE NORD D'OULLINS (RD 486)
SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE CONSEIL GENERAL DU RHONE
ET LE SYTRAL**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La RD 486 dans sa section comprise entre le pont d'Oullins et la commune de La Mulatière est la principale entrée de ville d'Oullins et constitue une des artères les plus importantes de l'agglomération en terme de trafic.

Les études réalisées par le Grand Lyon puis par le Conseil Général du Rhône ont mis en évidence le manque de confort et de sécurité de cette voie et ont conclu à la nécessité d'entreprendre une requalification complète de celle-ci.

Le projet définitif élaboré par le Conseil Général du Rhône en concertation avec la ville et les autres partenaires intéressés (Grand Lyon, SYTRAL), prévoit l'élargissement du trottoir Est, la sécurisation des traversées piétonnes ainsi que le déplacement de la voie bus. Il s'accompagne de la réorganisation du square du 11 novembre 1918 et du carrefour avec le chemin du Pras (suppression de l'accès impasse des Chassagnes). Un îlot central paysagé viendra souligner la perspective débouchant sur le pont d'Oullins.

Le coût prévisionnel des ouvrages à réaliser, de compétence départementale, est évalué à 1 150 000 € H.T. toutes dépenses confondues, dont 126 000 € à la charge du SYTRAL. Le plan de financement proposé prévoit un partage à part égale du solde soit 512 000 € H.T., respectivement à charge de la ville et du département, ce dernier faisant son affaire du paiement de la TVA.

Je vous précise que le Grand Lyon a d'ores et déjà engagé ou programmé une partie des dépenses lui incombant au titre de sa compétence, puisque les travaux d'élargissement du chemin du Pras ont été réalisés en 2008 pour un total de 71 000 € H.T. et que ces travaux seront ultérieurement complétés par la modification des feux et de la signalisation routière. Par ailleurs des discussions sont en cours avec elle pour le financement des travaux relatifs au square du 11 novembre 1918 et le retraitement de l'impasse des Chassagnes après désaffectation.

Enfin, je vous indique que la ville a accepté de prendre à sa charge la démolition du portique existant pour un montant de 60 000 € H.T. et que des études se poursuivent en vue de compléter l'intervention du Conseil Général du Rhône par un aménagement plus qualitatif des abords de la piscine et du Pont d'Oullins.

En conclusion, étant donné l'importance et la qualité du projet présenté pour la commune, je vous demande, Mesdames, Messieurs de bien vouloir approuver le versement de la participation demandée et de m'autoriser à signer la convention portant « définition des conditions administratives, techniques et financières dans lesquelles sont réalisées et financées les travaux d'aménagement de l'entrée Nord d'Oullins » proposée par le Conseil Général du Rhône.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le versement d'une participation de 512 000 € destinée au financement des travaux d'aménagement de l'entrée Nord d'Oullins, route départementale 486 ;

DIT que les crédits seront inscrits au BP 2010 ;

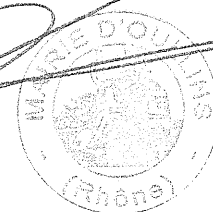
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention « portant définition des conditions administratives, techniques et financières dans les lesquelles sont réalisées et financées les travaux d'aménagement de l'entrée Nord d'Oullins » ci-annexée à la présente ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2009-10-15

Service : Direction générale

**OBJET : AUTORISATION DONNEE A M. LE MAIRE DE REpondre A L'APPEL A
PROJET "TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE" ORGANISE PAR L'EUROPE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 14 mai 2009, vous avez approuvé un programme d'action complémentaire à engager au titre de la phase 2 du plan de dynamisation du centre-ville comportant 4 actions, dont une portant sur la mise en place d'un service de livraison / drive-in ouvert à la clientèle Oullinoise.

L'Europe par le biais du FEDER se propose - dans le cadre d'un appel à projet relayé localement par les préfectures et les DDE/DDEA - d'accompagner les initiatives de collectivités territoriales qui souhaitent mettre en œuvre des solutions de transport ou de livraison de marchandises en ville plus respectueuses de l'environnement et présentant un caractère innovant. Sont notamment susceptibles de bénéficier de l'aide du FEDER les études de faisabilité.

Or il apparaît opportun, compte tenu de la complexité du dispositif envisagé pour Oullins, d'engager une étude d'approfondie permettant de bien cerner les conditions d'organisation et d'exploitation de ce nouveau service.

Je vous propose donc de répondre à cet appel à projet en vous précisant que l'Europe est susceptible de contribuer au financement de l'étude à hauteur de 45 % et que l'ADEME pourrait apporter un complément de subvention de 35 % du montant H.T.

Sur la base d'un coût estimé à 20 000 € H.T. la dépense restant à la charge de la ville serait ainsi de 4 000 € H.T. prélevés sur les dépenses à inscrire au BP 2010.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

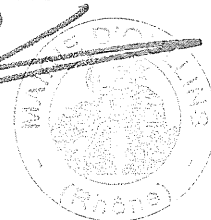
AUTORISE Monsieur le Maire à répondre à l'appel à projet dénommé « transport de marchandises en ville » organiser par l'Europe via le FEDER ainsi qu'à déposer les dossiers de candidature ou de demande de subvention exigés tant auprès des services de l'Etat que de l'ADEME.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



N° : 2009-10-16

Service : Voirie Cadre de Vie

**OBJET : AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE
POUR LA DENOMINATION DU SQUARE
SITUE 51 RUE DE LA GLACIERE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'amélioration des espaces publics de la commune, un square a été aménagé au 51 rue de la Glacière en face du groupe scolaire.

Dans ce square ont été implantés des jeux pour enfants ainsi que des bancs et des corbeilles de propreté.

Ce square est notoirement connu sous le nom de « Square de l'Ours ».

Aussi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de le dénommer : « Square de l'Ours ».

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

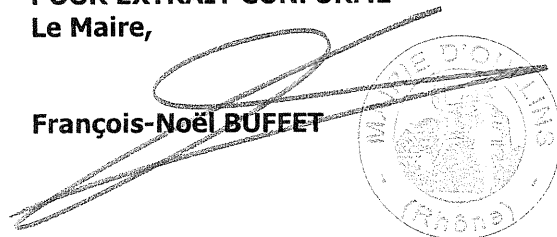
AUTORISE le Maire à nommer ce square, « Square de l'Ours ».

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



OBJET: TRANSFERT DE COMPETENCE - HALTES FLUVIALES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Lyon m'a adressé une délibération du Conseil de Communauté du 6 juillet 2009 concernant le transfert de compétence haltes fluviales.

Conformément aux textes en vigueur, elle doit faire l'objet de délibérations concordantes des Communes membres de la Communauté Urbaine (la moitié des communes représentant les deux tiers de la population totale; la commune dont la population est la plus importante doit donner un avis favorable).

Je sou mets donc à votre approbation le projet de délibération qui suit :

« Vu le rapport du 24 juin 2009, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre du projet Lyon-Confluence, est prévue la réalisation, par la société publique locale d'aménagement (SPLA) Lyon-Confluence, d'une darse (bassin nautique pourvu de quai, généralement perpendiculaire à la voie principale) composée de deux parties : un bassin nautique (ou place d'eau) et une halte fluviale donnant sur la Saône. La remise de cette darse par la SPLA est prévue au 1er janvier 2010.

Élément-phare de la transformation de ce quartier, cette darse est également identifiée comme l'un des futurs équipements marquants de la Communauté urbaine, créant une nouvelle entrée dans l'agglomération lyonnaise par un accès navigable aménagé sur la Saône.

Si la création et l'aménagement de cette darse n'ont pas soulevé de difficulté juridique particulière, étant prévus dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (relevant de la compétence de la Communauté urbaine), la question de sa gestion a suscité des analyses au terme desquelles il s'avère qu'un transfert de compétence des communes à la Communauté urbaine est nécessaire.

S'il n'existe pas de définition légale d'un port ou d'une halte fluviale, cette qualification a pourtant des incidences directes pour déterminer l'autorité gestionnaire de l'équipement :

- la qualification de port (port de plaisance : équipement portuaire lourd pour plus de 60 bateaux et doté de l'ensemble des facilités nécessaires au stationnement et à la maintenance des bateaux (Lexique VNF, sans valeur légale)) entraîne la gestion par VNF (Voies navigables de France, établissement public national chargé de la gestion d'une partie du domaine public fluvial de l'Etat), avec possibilité de transfert du domaine public fluvial étatique au domaine public fluvial d'une collectivité ou d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) (commune ou Communauté urbaine notamment),

- à défaut, est retenue la qualification de halte nautique fluviale (équipement d'escale et de court séjour avec amarrage, eau, poubelles, sanitaires, pouvant recevoir jusqu'à 30 bateaux (Lexique VNF, sans valeur légale)) ou quais sans activité portuaire. La gestion est exercée par la collectivité compétente pour ce type d'équipement relevant de son domaine public de droit commun (si la collectivité en est propriétaire).

Plusieurs analyses juridiques concluent que la darse de Lyon-Confluence, qui comporte les équipements nécessaires à l'accueil de 20 à 30 bateaux de plaisance, accompagnés de services annexes (capitainerie, accès aux fluides, sanitaires, laverie, points de vidange, etc.), ne peut prétendre à la qualification juridique de port et doit donc être qualifiée d'équipement nautique de type halte-fluviale.

Les statuts actuels de la Communauté urbaine ne lui attribuant pas expressément de compétence en matière de gestion de halte-fluviale, cet équipement devrait être, à sa livraison, géré par la ville de Lyon, en application de la clause générale de compétence des communes.

La Communauté urbaine souhaite garder la maîtrise de ces équipements d'un nouveau type, symbole d'un aménagement environnemental de qualité et permettant de concourir au rayonnement touristique de l'agglomération.

Enfin, les études préalables audit transfert ont également permis d'identifier une vingtaine d'aménagements de type halte nautique, réalisés et gérés par la Communauté urbaine (tant sur le Rhône que sur la Saône et sur le territoire d'une douzaine de communes), et consistant, pour la majeure partie, en simples 3 2009-0886 pontons flottants, bollards (pièce de bois ou d'acier cylindrique fixée verticalement sur les quais pour attacher les amarres) d'amarrage installés sur les quais ou rampes de mise à l'eau, sans services annexes.

La procédure de transfert de compétence permettra de régulariser l'intervention de la Communauté urbaine sur toutes les haltes existantes, sans aucun transfert de charges pour les communes.

Le transfert de compétence des communes à la Communauté urbaine pour l'aménagement et la gestion des haltes fluviales est donc proposé. Il sera réalisé sans transfert de charge ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis de la commission locale d'évaluation des transferts de charges en date du 24 juin 2009 ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions et ressources ;

DELIBERE

APPROUVE le transfert à la Communauté urbaine de la compétence "haltes fluviales", à compter du 1er janvier 2010, dans les conditions décrites ci-dessus.

CONFIRME que cette compétence n'est assortie d'aucun transfert de charge.

CHARGE monsieur le président de notifier la présente délibération aux maires des 57 communes membres, aux fins d'adoption, par les conseils municipaux de ces communes, d'une délibération concordante.

AUTORISE monsieur le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

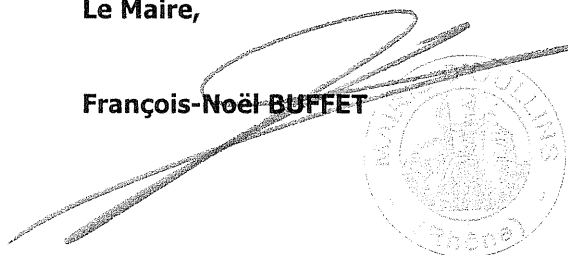
ADOpte la délibération concernant le transfert de compétence « Haltes fluviales ».

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'François-Noël Buffet'. To the right of the signature is a circular official seal. The seal contains a coat of arms with a castle and the text 'MUNICIPALITE DE BOULIMS' around the top and 'France' at the bottom.

OBJET: TRANSFERT DE COMPETENCE - TOURISME

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Lyon m'a adressé une délibération du Conseil de Communauté du 6 juillet 2009 concernant le transfert de compétence tourisme.

Conformément aux textes en vigueur, elle doit faire l'objet de délibérations concordantes des Communes membres de la Communauté Urbaine (la moitié des communes représentant les deux tiers de la population totale; la commune dont la population est la plus importante doit donner un avis favorable).

Je sou mets donc à votre approbation le projet de délibération qui suit :

Vu le rapport du 24 juin 2009, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

L'agglomération lyonnaise accueille plus de 5,5 millions de visiteurs par an. L'activité touristique génère environ 15 000 emplois salariés directs et environ 20 000 indirects.

Le chiffre d'affaires annuel généré par le tourisme est de 1 milliard d'euros, sachant qu'un touriste d'affaire (congressiste) dépense en moyenne 147 euros/jour et un touriste d'agrément environ 100 euros/jour.

Le tourisme urbain est à la fois un secteur en pleine croissance mais aussi un marché très compétitif où l'agglomération lyonnaise se trouve en concurrence directe avec d'autres grandes métropoles européennes et qui nécessite un positionnement clair de la part notamment des acteurs publics concernés.

En effet, le tourisme est par nature un domaine transversal qui mêle différents champs d'intervention et dépend d'un grand nombre d'acteurs publics et privés.

Or, aujourd'hui, les compétences en matière de tourisme sont partagées au niveau local entre les communes-membres, pour le tourisme d'agrément, et la Communauté urbaine, pour le tourisme d'affaires.

Dans un souci de cohérence pour l'ensemble du territoire communautaire et de lisibilité des interventions, notamment avec les autres instances locales compétentes en matière de tourisme (pour la Région, le comité régional du tourisme "Rhône-Alpes tourisme", le Département, le comité départemental du tourisme et pour l'Etat, la délégation régionale au tourisme), un transfert de l'ensemble de la compétence Tourisme à la Communauté urbaine est proposé.

Cette orientation a fait l'objet d'un avis favorable de la commission spéciale "nouvelles compétences" qui a instruit ce dossier dans ses séances des 23 octobre 2008, 21 janvier et 27 mars 2009.

L'enjeu est de faire de la "destination Grand Lyon" l'un des incontournables en matière de tourisme d'affaires, d'agrément et de proximité. La stratégie touristique communautaire reposerait sur 3 axes forts :

- le renforcement de l'attractivité de l'agglomération lyonnaise à l'échelle internationale par des actions de promotion à l'international des atouts locaux du tourisme d'affaires, du développement d'une politique de congrès et de salons structurée et d'évènements d'entreprises. Cette stratégie repose également sur le renforcement des grandes infrastructures à vocation touristique ou qui contribuent au rayonnement du territoire (équipements dédiés à l'accueil de grandes manifestations, aéroports, gares...) ;*
- la promotion très volontariste du tourisme d'agrément s'appuyant sur des produits de commercialisation favorisant le court séjour et intégrant des offres sur l'ensemble de l'agglomération ;*
- le développement d'une politique en faveur du tourisme de proximité visant les loisirs et du tourisme de découverte par la mise en valeur des spécificités du territoire communautaire et de ses 57 communes. Cet objectif passe notamment par une mise en cohérence des actions conduites à l'échelle intra-communautaire et par le développement de politiques touristiques thématiques (tourisme durable, tourisme fluvial, tourisme urbain...).*

L'exercice principal de cette compétence s'appuiera, d'une part, sur l'adhésion à un office de tourisme intercommunal, faisant l'objet d'une délibération d'orientation distincte en application de l'article R.134-13 du code du tourisme et, d'autre part, sur l'instauration d'une taxe de séjour sur l'ensemble du territoire communautaire qui fait l'objet d'une délibération distincte.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et du code général des impôts, la commission locale d'évaluation des transferts de charges s'est réunie le 24 juin 2009 en assemblée plénière et a émis un avis favorable sur le montant des transferts de ressources et de charges induits par cette prise de compétence.

Le montant des ressources et des charges transférées à la Communauté urbaine a été calculé pour les sept communes membres qui interviennent actuellement dans le domaine du tourisme.

La différence entre ressources et charges transférées peut conduire à deux situations possibles :

- un solde positif (ressources dépassant les charges) conduit à une majoration de l'attribution de compensation versée par la Communauté urbaine à la commune, ou à une minoration de l'attribution de compensation versée par la commune à la Communauté urbaine.*
- un solde négatif (charges dépassant les ressources) conduit à une minoration de l'attribution de compensation versée par la Communauté urbaine à la commune, ou à une majoration de l'attribution de compensation versée par la commune à la Communauté urbaine.*

Pour cinq communes, les ressources transférées sont supérieures aux charges :

- Charbonnières les Bains : 18 383€ - 12 836 € = 5 547 €,*
- Dardilly : 109 708 € - 15 310 € = 94 398 €,*
- Lyon : 2 396 000 € - 2 120 114 € = 275 886 €,*
- Saint Genis les Ollières : 8 492 €,*
- La Tour de Salvagny : 15 296 € - 10 466 € = 4 830 €.*

Pour deux communes, le transfert porte sur une charge nette :

- Givors : 61 586 € - 9 084 € = 52 502 €,*
- Marcy l'Etoile : 7 334 €.*

Ces sommes seront imputées à compter de l'exercice 2010 sur le montant de l'attribution de compensation, versée ou perçue par ces communes ;

Vu ledit dossier ;

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges en date du 24 juin 2009, comme ci-après annexé ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions et ressources ;

DELIBERE

APPROUVE le transfert à la Communauté urbaine de la compétence "Tourisme", à compter du 1er janvier 2010, dans les conditions décrites ci-dessus.

CONFIRME, suivant l'avis de la commission locale d'évaluation des transferts de charges du 24 juin 2009, le montant des charges et ressources transférées qui s'établit comme suit :

Transfert d'une ressource nette à la Communauté urbaine :

- Charbonnières les Bains : 5 547 €,
- Dardilly : 94 398 €,
- Lyon : 275 886 €,
- Saint Genis les Ollières : 8 492 €,
- La Tour de Salvagny : 4 830 €.

Transfert d'une charge nette à la Communauté urbaine :

- Givors : 52 502 €,
- Marcy l'Etoile : 7 334 €.

Ces sommes seront imputées sur le montant de l'attribution de compensation, versée ou perçue par ces communes, à compter de l'exercice 2010.

CHARGE monsieur le président de notifier la présente délibération aux maires des 57 communes membres, aux fins d'adoption, par les conseils municipaux de ces communes, d'une délibération concordante.

AUTORISE monsieur le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

ADOpte la délibération concernant le transfert de compétence « Tourisme ».

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2009-10-19

Service : Ressources Humaines

OBJET : CREATION D'UN POSTE POUR UN BESOIN OCCASIONNEL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3 alinéa 2,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale permet de recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période d'un an et de conclure pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois à titre exceptionnel, des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

Je vous propose d'approuver la création d'un emploi de chargé de missions au sein du service de la politique de la ville afin de répondre à une surcharge de travail notamment liée à la préparation du nouveau Contrat Urbain de Cohésion Sociale. Compte tenu de la nature des fonctions, il convient de rémunérer l'agent sur le grade d'attaché territorial dont l'échelon dépendra des diplômes et de l'expérience professionnelle détenus par celui-ci.

Grade	Période
Attaché territorial	du 15 octobre 2009 au 15 avril 2010

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DECIDE de créer un poste de chargé de mission sur le grade d'attaché correspondant à un besoin occasionnel.

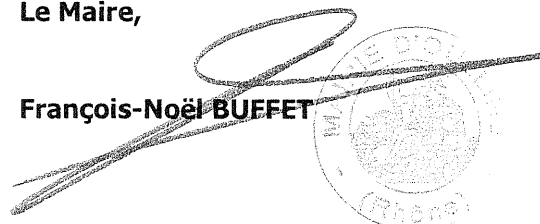
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 NOVEMBRE 2009

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 30

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : Mme isabelle IGLESIAS

Présents

Mrs BUFFET – LAVACHE – LOCATELLI, Melle CHALAND, Mrs AMBARD – PROTON, Mmes FLEITH – GUIRADO-DEVOY, M. TRANCHARD, Mmes POUZERGUE – MAZIGH – CHICHERY, M. MOREL, Mmes BONHOMME – DEGRANGE – GIMENEZ, MM. BLAIN - GENTILINI - FILIU, Mme CORELLA, MM. SOUCHON - SCAPPATICCI, Mlle TUZOLANA, Mrs PERRET – BLANC, Mme SECHAUD, M. UBAUD, Mme POMMERUEL, M. RENAULT, Mme IGLESIAS

Absentes momentanées

Melle CHALAND (Absente aux rapports n° 1, 2, 5, 7, 8, 9, 10, 11)
Mme FLEITH (Absente au rapport n° 1)
Mme MAZIGH (Absente aux rapports n° 1, 2, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14)

Absents excusés et représentés

Mme JOURDAIN, MM. TERROT - RONZY

Absents excusés

Mme NATALI, M. LE GALL

**OBJET : POLICE DE L'EAU – ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT : REGULARISATION DES DEVERSOIRS D'ORAGE ET
RESEAUX ASSOCIES SUR LES BASSINS VERSANTS ETUDIES SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous rappelle que le territoire communautaire présente 9 systèmes d'assainissement. Chaque système d'assainissement est un ensemble techniquement cohérent entre réseaux, stations de relèvement et de refoulement, déversoirs d'orages et stations d'épuration.

Les déversoirs d'orage sont des surverses de sécurité du réseau par temps de pluie. Ils empêchent l'arrivée en station d'épuration d'une quantité trop importante d'eaux pluviales qui pourrait causer des dysfonctionnements importants sur la station. Ainsi, le réseau d'assainissement du Grand Lyon étant majoritairement unitaire (il collecte, à la fois les eaux usées et les eaux de pluies), lors d'un événement pluvieux, l'effluent est non seulement composé de rejets domestiques et industriels mais aussi d'une grande quantité d'eau de pluie. Il est donc fortement dilué.

L'ensemble de ces ouvrages nécessite une demande d'autorisation au titre de la "loi sur l'eau" (procédure définie par les articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement). Afin de régulariser la situation de ceux-ci, le Grand Lyon a donc prévu une enquête publique qui se tiendra du 12 octobre au 6 novembre 2009 inclus.

Un dossier complet est consultable auprès du Service Voirie & Cadre de Vie en mairie. Il se compose réglementairement d'une étude d'incidence, et soumis à enquête publique avec nomination d'un commissaire enquêteur.

Ce dossier n'appelant pas d'observations particulières, je vous propose d'émettre un avis favorable au dossier présenté par le Grand Lyon.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

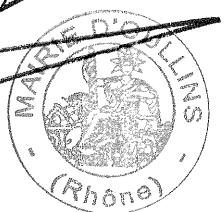
DONNE un avis favorable à la demande présentée par le Grand Lyon.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : MISE EN PLACE D'UN PROJET-NATURE SUR LE TERRITOIRE SUD
OUEST DE L'AGGLOMERATION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération de la Communauté Urbaine de Lyon du 13 Novembre 2006 relative à la politique communautaire en faveur des espaces naturels et agricoles,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La ville d'Oullins s'est engagée dans une démarche globale de développement durable, notamment à travers la mise en place d'un agenda 21. Elle entend pour cela exploiter les atouts dont elle dispose et en particulier s'appuyer sur son cadre naturel dont la mise en valeur est aujourd'hui bien amorcée à travers des réalisations telles que le parc naturel urbain de l'Yzeron.

Parmi les projets structurants qu'elle ambitionne de mener à bien, figure le réaménagement des berges de l'Yzeron, ainsi que la transformation du bois de Sanzy en parc public.

Figure également le projet de création d'un réseau de liaisons "douces" reliant les espaces naturels pour former « un jardin sans fin » dans la ville.

A plus grande échelle tous ces projets s'inscrivent dans la perspective de la création d'un grand corridor "vert " reliant la plaine de Gerland aux vallons de l'Yzeron et de Charbonnières. Il s'agit d'un enjeu qui intéresse les communes de Sainte-Foy-lès-Lyon, la Mulatière et Francheville.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de demander au Grand Lyon la réalisation d'une étude préalable à même de déboucher sur la mise en place d'un "projet-nature ". Les "projets-nature", déjà mis en œuvre dans d'autres parties de l'agglomération, sont des démarches à la fois globales et partenariales de préservation des espaces agricoles ou naturels qui permettent aux communes intéressées de bénéficier d'un accompagnement financier du Grand Lyon.

Ce type de démarche est également susceptible d'être relayé par le département du Rhône. Aussi je vous propose de demander à ce dernier d'apporter son soutien à la ville en mobilisant les moyens dont il dispose au titre de sa politique des "espaces naturels sensibles" (ENS).

Je vous indique que les communes de la Mulatière et de Sainte-Foy-lès-Lyon ont déjà délibéré en ce sens.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DEMANDE au Grand Lyon d'étudier la mise en place d'un "projet-nature" sur le territoire sud ouest de l'agglomération ;

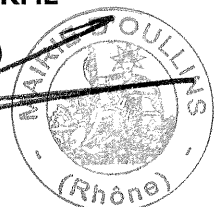
DEMANDE au département du Rhône de lui apporter son soutien au titre de sa politique des "espaces naturels sensibles";

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PARTICIPATION FINANCIERE À L'OPERATION D'ACQUISITION
AMÉLIORATION DE 7 LOGEMENTS « PLUS » AU 2, RUE PIERRE SEMARD**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération du Conseil de Communauté Urbaine en date du 23 janvier 2006 précisant les règles de participation financière aux opérations de logement social et de logement des populations défavorisées.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le groupe Alliade Développement Immobilier, réalise une opération d'acquisition-amélioration dans un immeuble ancien de 7 logements situés au numéro 2 de la rue Pierre Sémard.

Ces 7 logements « PLUS » vont après travaux bénéficier d'une mise aux normes complète d'habitabilité (électricité, gaz, sanitaires, chauffage central et VMC) ainsi que d'une isolation phonique et thermique (combles et double vitrage) et la réhabilitation des parties communes.

Afin de pouvoir réaliser cette opération, le groupe Alliade Développement Immobilier sollicite une aide de la ville d'Oullins, qui lui ouvrira un droit de réservation sur deux logements.

Cette participation se décompose comme suit :

- la Ville d'Oullins pour un montant de 11 445 € soit une contribution de 35 € par m² de surface utile.

- la Communauté Urbaine de Lyon pour un montant de 44 145 € soit une contribution de 135 € par m² de surface utile.

Etant donné l'intérêt de ce projet, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir allouer au groupe Alliade Développement Immobilier, conformément aux règles habituelles, la participation demandée et de m'autoriser à signer la convention.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la participation financière de la Ville d'un montant de 11 445 € au projet d'acquisition amélioration d'un immeuble 2 rue Pierre Sémard par le groupe Alliade Développement Immobilier.

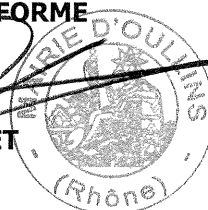
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à venir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PARTICIPATION FINANCIÈRE À L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION
D'UN LOGEMENT SUR LE PARC PRIVÉ SIS 10 RUE DU BAC
MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (PIG)
LOYERS MAÎTRISÉS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération du Conseil de Communauté Urbaine en date du 9 juillet 2007 précisant les règles de mise en place d'un programme d'intérêt général (PIG) loyers maîtrisés.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'agglomération lyonnaise détermine notamment comme objectif le maintien et le développement de la fonction sociale du parc privé ancien dans l'agglomération.

D' où l'intérêt de mettre en place ce dispositif permettant à tout propriétaire, où que soit situé son bien dans le territoire communautaire, de conventionner son logement (ouvrant des droits APL) à l'occasion de travaux de mise aux normes subventionnés.

Ce dispositif a pour vocation de favoriser le développement d'une offre de logements sociaux diversifiée et diffuse sur l'ensemble des communes. Il consiste en l'attribution de subventions des collectivités locales (région Rhône-Alpes 5%, Communauté Urbaine à parité avec les communes entre 10% et 20%) complémentaires à celles de l'ANAH, en faveur des bailleurs selon la catégorie des loyers maîtrisés choisie (conventionné ou très social).

Monsieur Mahmoudi, demeurant 72 rue Pierre Sépard à Oullins, propriétaire d'un local commercial vacant au 10 rue du Bac, a souhaité bénéficier de ce dispositif, pour financer une partie des travaux liés au changement de destination de son local.

Ainsi a-t-il pu créer un logement de type II d'une superficie de 48,50 m² pour un loyer mensuel de 261 € qui répond aux normes d'habitabilité en vigueur.

Le coût total des travaux (honoraires compris) est de 44 295 €. La participation demandée à la Ville s'élève à 5 700 € à parité avec le Grand Lyon.

Etant donné l'intérêt de ce dispositif permettant de loger dans le parc privé des familles aux revenus modestes, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir allouer à Monsieur Mahmoudi une subvention de 5 700 € pour la transformation d'un local commercial en logement au 10 de la rue du Bac.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la participation financière de 5 700 € de la Ville à l'opération de Monsieur Mahmoudi au 10 rue du Bac dans le cadre du « PIG » loyers maîtrisés.

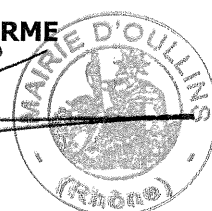
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à venir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PARTICIPATION FINANCIERE À L'OPERATION DE CONSTRUCTION
NEUVE DE 9 LOGEMENTS « PLUS » AU 22, GRANDE RUE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération du Conseil de Communauté Urbaine en date du 23 janvier 2006 précisant les règles de participation financière aux opérations de logement social et de logement des populations défavorisées.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La société d'économie mixte de construction du département de l'Ain (Semcoda) vient de réaliser une programme neuf de 18 logements, dont 9 « PLUS » et 9 « PLS » au 22 Grande rue.

Afin de financer cette opération, la Semcoda sollicite une aide de la ville d'Oullins pour les 9 logements « PLUS », lui ouvrant ainsi un droit de réservation sur deux logements, dont l'un au rez-de-chaussée qui est adapté aux personnes à mobilité réduite.

Cette participation se décompose comme suit :

- la Ville d'Oullins pour un montant de 23 999 € soit une contribution de 35 € par m² de surface utile.

- la Communauté Urbaine de Lyon pour un montant de 222 485 € soit une contribution de 305 € par m² de surface utile.

Etant donné l'intérêt de ce projet, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir allouer à la Semcoda, conformément aux règles habituelles, la participation demandée et de m'autoriser à signer la convention.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la participation financière de la Ville d'un montant de 23 999 € à l'opération de construction neuve de 9 logements, 22 Grande Rue par la Semcoda.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à venir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : BUDGET 2010 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions prévues aux articles 11 et 12 de la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci.

Première étape du cycle budgétaire, le Débat d'Orientations Budgétaires est l'occasion de présenter le contexte dans lequel s'inscrit la préparation du budget 2010, ce qu'en sont les contraintes, les limites et l'évolution, d'explicitier les stratégies financières et les engagements politiques de l'équipe municipale.

- DELIBERE -

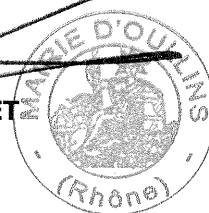
PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires conformément aux dispositions de la loi relative à l'Administration Territoriale de la République.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : GARANTIE D'EMPRUNT " IMMOBILIERE RHÔNE-ALPES 3F "
FINANCEMENT DE 46 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUES
46 CHEMIN DES CELESTINS A OULLINS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la demande de IMMOBILIERE RHÔNE-ALPES 3F visant à obtenir la garantie à hauteur de 15% d'un emprunt d'un montant de 5 523 600 euros destiné au financement de 46 logements collectifs 46 chemin des célestins situé à Oullins ;

Vu le rapport établi par Monsieur le Maire ;

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code Civil ;

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

Article 1 : La commune d'Oullins accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 828 540 euros (huit cent vingt huit mille cinq cent quarante euros), représentant 15 % d'un emprunt d'un montant de 5 523 600 euros que IMMOBILIERE RHÔNE-ALPES 3F se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt est destiné au financement de 46 logements collectifs 46, chemin des célestins situé à Oullins.

Article 2 : Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivants :

Caractéristiques des prêts	PLUS	PLUS	PLAI	PLAI
Montant du prêt	2 500 000,00€	2 000 000, 00€	250 000,00 €	200 000,00 €
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Taux d'intérêt actuariel annuel	1,85 %	1,85 %	1,05 %	1,05 %
Taux annuel de progressivité	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Modalité de révision des taux	Double révisabilité limitée	Double révisabilité limitée	Double révisabilité limitée	Double révisabilité limitée
Indice de référence	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle

Caractéristiques des prêts	Energie Performance
Montant du prêt	573 600,00 €
Durée	40 ans
Taux d'intérêt actuariel annuel	0,95%
Taux annuel de progressivité	0,00 %
Modalité de révision des taux	Double révisabilité limitée
Indice de référence	Livret A
Préfinancement	18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.

En conséquence, les taux du livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat garanti par la présente délibération.

Article 3 : La garantie de la Commune d'Oullins est accordée à hauteur de 15% pour la durée totale des prêt soit 18 mois de préfinancement suivi d'une période d'amortissement de :

PLUS : 40 ans à hauteur de la somme de 375 000 €
 PLUS : 50 ans à hauteur de la somme de 300 000 €
 PLAI : 40 ans à hauteur de la somme de 37 500 €
 PLAI : 50 ans à hauteur de la somme de 30 000 €
 Energie Performance : 40 ans à hauteur de la somme de 86 040 €

Somme garantie par la commune 828 540 € majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.

Article 4 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la commune s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

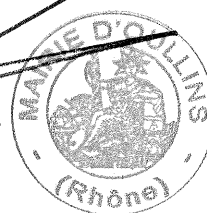
Article 5 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 6 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

A Oullins le 13 novembre 2009

Certifié exécutoire
Le Maire

François Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2009, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Crédit VVV – Chantiers / Animations

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ACSO	Action Eté 2009 – "Séjour Oxygène"	333,00 €
ADSEA	Action Eté 2009 – "Trois journées plein air au Planolet "	343,00 €
	TOTAL	676,00 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 213 Article 6574	Crédits culturels 2009

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Maternelle Clément Désormes	Crédits prévus par la délibération n° 2008-10-06 du 23 octobre 2008	140,70 €
Maternelle les Célestins		321,60 €
Maternelle La Glacière		723,60 €
Maternelle Revoyet		321,60 €
Maternelle du Golf		482,40 €
Elémentaire La Glacière		743,70 €
Elémentaire Le Golf		1 112,20 €
Primaire Ampère		1 333,30 €
Primaire La Saulaie		817,40 €
Primaire Jean Macé		2 137,30 €
Primaire Marie Curie		1 795,60 €
Primaire Jean de la Fontaine		1 842,50 €
Primaire Jules Ferry		1 835,80 €
	TOTAL	13 607,00 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 415 Article 6574	Secteur sport – soutien aux clubs

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
P.L.O.	Section « Capoeira ». Aide à l'organisation du 9 ^{ème} baptême International qui a eu lieu les 30 et 31 mai 2009 à Oullins.	400,00 €

FRANCS JOUEURS OULLINOIS F.J.O.	Aide à l'organisation d'une démonstration de tir à cadence rapide qui a eu lieu le 13 juin 2009 à Oullins.	150,00 €
OULLINS TRIATHLON	Aide à l'organisation de la 8 ^{ème} édition du Triathlon Avenir d'Oullins et de la 2 ^{ème} édition de l'Aquathlon d'Oullins qui ont eu lieu le 27 septembre 2009 à Oullins	600,00 €
	Total	1 150,00 €

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 04 Article 6574	Secteur Echange scolaire jumelage

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Collège BROSSOLETTE	Echange scolaire européen 2009 avec lycée Max Planck de Nürtingen (Allemagne) du 16 au 24 octobre 2008	1 036,03 €
	Total	1 036,03 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2009, au chapitre 65.

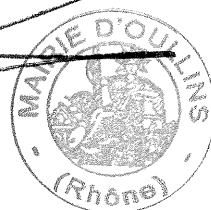
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : GESTION 2009 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2009 le 17 décembre 2008 sur des bases prévisionnelles.

A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.

Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
011-020-63512	régularisation taxes foncières 2009			2 127,64	
011-025-60612	complément Fluides			62 029,36	
011-415-6232	palmarès des sports			-5 085,00	
021-01-021	virement de la section de fonctionnement		19 456,00		
023-01-023	virement à la section d'investissement			19 456,00	
024-824-024	vente propriété Baudin reportée à 2010		-280 000,00		
041-321-2313	régularisation avance forfaitaire "entreprise Ribière bâtiment"	62 391,34			
041-321-238	régularisation avance forfaitaire "entreprise Ribière bâtiment"		62 391,34		
16-01-1641	régularisation remboursement capital 2009	27 456,00			
16-824-16875	Régularisation comptable versement 2009 parc industriel	390 000,00			
20-815-2042	engagement RFF école pôle multimodal	8 000,00			
21-412-2188	remplacement outillage stade du Merlo suite inondations	3 200,00			
21-413-2188	virement section investissement chapitre 21	-621,05			
21-824-2111	acquisition terrain CNR square 19 mars reportée à 2010	-8 000,00			
21-824-2115	acquisition propriété Baudin reportée à 2010	-280 000,00			
21-824-2115	changement d'imputation " RFF école pôle multimodal"	-8 000,00			
21-824-2115	régularisation comptable versement 2009 parc industriel	-390 000,00			
23-411-2313	virement section investissement chapitre 23	-3 200,00			
23-413-2313	grille de fond du bassin hiver en inox	621,05			
65-415-6574	crédits réservés Associations			5 085,00	
66-01-66111	régularisation remboursement capital 2009			-27 456,00	
66-01-66112	régularisation ICNE 2009			6 039,00	
70-252-7067	busing scolaire année 2008				62 196,00
Total		-198 152,66	-198 152,66	62 196,00	62 196,00

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

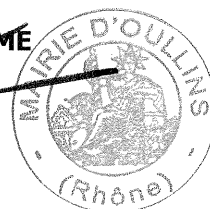
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N °: 2009-11-10

Service : affaires générales et juridiques

**OBJET : REMPLACEMENTS DE DEUX REPRÉSENTANTS AU SEIN DE
L'ASSOCIATION DES CENTRES SOCIAUX D'OULLINS
(Modifie la délibération n° 2008-04-08 en date du 3 avril 2008)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n° 2008-04-08 en date du 3 avril 2008 désignant des délégués auprès des instances d'associations et autres organismes,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Vous trouverez ci-dessous les modifications apportées à la délibération n° 2008-04-08 en date du 3 avril 2008 :

- *Association des centres sociaux d'Oullins (A.C.S.O.)*
Les statuts de l'ACSO prévoyant que deux conseillers municipaux sont membres de droit de ses instances, je vous propose que nos représentants soient :

- **Madame Catherine FLEITH** (en remplacement de Monsieur Gilles LAVACHE)
- **Madame Michèle BONHOMME** (en remplacement de Madame Nadine CORELLA)

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

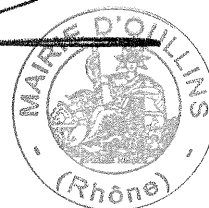
APPROUVE le remplacement de Monsieur Gilles LAVACHE par Madame Catherine FLEITH et de Madame Nadine CORELLA par Michèle BONHOMME au sein de l'association des centres sociaux d'Oullins.

DONNE tous pouvoir au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : REPRISE DE CONCESSIONS PERPETUELLES EN ETAT D'ABANDON
(annule et remplace la délibération n°2009-10-04 en date du 2 octobre 2009)

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les articles L223-17 et suivants et R 223-12 à R 223-21 du code général des collectivités territoriales relatifs à la reprise des concessions perpétuelles à l'état d'abandon,

Vu les constats d'abandon établis le 14 novembre 2005 et le 15 janvier 2009, soit à 3 ans d'intervalle conformément aux articles ci-dessus mentionnés,

Vu la délibération n°2009-10-04 du conseil municipal 2 octobre 2009 autorisant Monsieur le Maire à reprendre au nom de la commune et à remettre en service pour de nouvelles inhumations les concessions en état d'abandon,

Considérant qu'une erreur matérielle a été faite dans le tableau répertoriant les concessions en état d'abandon, il convient de modifier ce tableau. Les concessions en état d'abandon sont donc les suivantes :

Masse	N°	Date concession	Nom du concessionnaire	Prénom du concessionnaire
A	7	21/06/1904	MERIT	Joseph
C	44	26/06/1977	BARBIER	J-Jacques
E	30	05/03/1907	DIEHL née LHERMITE	Joséphine
E	202	10/03/1971	GONNET	Louis Hugues
F	182	12/10/1943	PERRACHON	Charles et Pierre
G	6	05/06/1890	CHAPUIS née BANCEL	Marie
H	37	25/11/1856	FOULHIOUX	Claude
I	120	14/02/1924	CHATENOUD née TERRIER	Julie
J	3	30/12/1904	CHAUDANSON	André
K	3	01/10/1915	VELLAY	Joseph
L	10	18/07/1918	PAQUES	Thérèse et Génie
MN	4	26/04/1961	FONTROBERT née VILLE	Claudine
O	3	16/03/1925	DECHAUX	Georges
1	132	06/05/1963	DESPRES	Alexandre

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

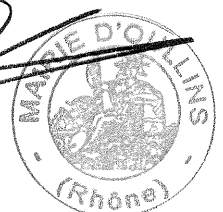
AUTORISE Monsieur le Maire à reprendre au nom de la commune et à remettre en service, pour de nouvelles inhumations, les concessions en état d'abandon indiquées ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : TARIFICATIONS APPLICABLES AU CIMETIERE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les articles L 2223-1 du CGCT et suivants et notamment les articles L2223-14 et L2223-15 du CGCT ;

Vu le règlement du cimetière d'Oullins pris par un arrêté du Maire en date du 22 octobre 2004 modifié et applicable au 1^{er} janvier 2005 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les tarifs applicables aux concessions funéraires. Pour l'année 2010, ces tarifs ne sont pas modifiés par rapport à ceux appliqués en 2009 et seront donc fixés comme suit :

- Pour les concessions d'une durée de 15 ou 30 ans :

	15 ans	30 ans
2 m2	235 €	587 €
2.30 m2	270 €	675 €
2.50 m2	290 €	725 €

- Pour la location d'une case de columbarium d'une durée de 15 ou 30 ans :

- 235 € pour 15 ans,
- 587 € pour 30 ans.

- Pour le caveau provisoire :

- 3 € par jour et par cercueil pour les 30 premiers jours,
- ce tarif sera porté à 5 € par jour à compter du 31^{ème} jour,
- L'utilisation du caveau rendu nécessaire à la suite d'une erreur de l'administration sera consentie à titre gratuit.

- Pour les emplacements réservés aux enfants de moins de 5 ans (« Carré Eglantine ») :

- 150 € pour 15 ans
- 375 € pour 30 ans.

- Pour le futur emplacement dédié aux enfants non-nés (« Carré Myosotis ») dont la réalisation est prévue début 2010 :

- 100 € pour 15 ans
- 250 € pour 30 ans.
- Le transfert des concessions existantes est pris en charge par la collectivité.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

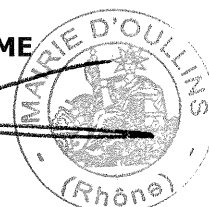
FIXE à compter de l'année 2010, les tarifs, sus mentionnés, applicables aux concessions funéraires.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2009-11-13

Service : ressources humaines

**OBJET : REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX CONDITIONS D'UTILISATION
DES VEHICULES DE LA VILLE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 27 octobre 2009,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La ville d'Oullins dispose d'un parc automobile important (véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds).

Ce parc automobile est techniquement entretenu par le garage du centre technique municipal.

Un projet de règlement relatif aux conditions d'utilisation de ces véhicules a été soumis à l'avis du comité technique paritaire en date du 27 octobre 2009.

Celui-ci s'articule autour des principes suivants :

- L'usage d'un véhicule de service se fait sur autorisation (l'accréditation)
- L'usage se fait en tenant un carnet de bord qui atteste du bon usage qui est fait du véhicule et de sa traçabilité ; ce carnet de bord est obligatoire.
- Une carte d'essence est attachée à chaque véhicule pour plus de transparence et un meilleur suivi comptable.
- La justification de l'utilisation du véhicule de service est basée uniquement sur le lien avec le service.
- Le règlement précise en outre les conditions de remisage à domicile pour les agents qui sont autorisés expressément et par écrit à ce remisage. L'autorisation est donnée par le Maire, sur proposition du directeur général des services.
- Le règlement précise également les dispositions à respecter en cas d'accident.
- Le règlement précise encore les dispositions en cas d'infraction au code de la route.
- Enfin, un contrôle est mis en place afin de vérifier que les véhicules de service sont utilisés conformément au règlement qui est proposé.

Selon le règlement, toute attribution d'un véhicule de service à un agent, quel qu'il soit, est faite sur la base d'une accréditation qui vaut autorisation et dont un modèle est joint au règlement.

En outre, certains agents, en raison des nécessités attachées à leur fonction doivent pouvoir disposer d'un véhicule de service avec remisage à domicile ; dans ce cas, le conducteur peut conserver, sous certaines conditions, l'usage de son véhicule au-delà du service pour gagner et regagner son domicile. Le remisage à domicile est autorisé par le Maire, sur proposition du directeur général des services.

D'autres agents peuvent être autorisés ponctuellement à remiser à leur domicile le véhicule de service qu'ils utilisent dans des cas précis (événements, fêtes...) ; ils doivent y être autorisés par écrit.

Enfin, le règlement précise qu'un véhicule de service avec remisage à domicile n'est pas un véhicule de fonction : il ne peut en aucun cas être utilisé à des fins personnelles pendant les week-ends, jours fériés et congés de toutes natures.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules de service de la ville, telles que précisées ci-dessus.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2009-11-14

Service : ressources humaines

**OBJET : ATTRIBUTION D'UN VEHICULE DE FONCTION
AU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et notamment son article 79 ;

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 21 ;

Vu l'article L.242-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'article 82 du code général des impôts ;

Vu la délibération n° 2 en date du 25 janvier 2007 fixant les modalités d'utilisation d'un véhicule de service par le Directeur Général des Services ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

En vue de répondre aux exigences de la fonction qu'il exerce, le Directeur général des services peut bénéficier d'un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service.

En conséquence, je vous demande d'autoriser l'attribution de ce véhicule au Directeur général des services, en remplacement des dispositions prévues par la délibération susvisée.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DECIDE l'attribution d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service au Directeur général des services. En application des textes en vigueur visés ci-dessus, cet avantage en nature fera l'objet d'une déclaration auprès de l'URSSAF et du service des impôts.

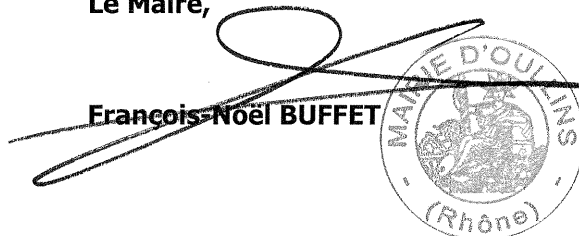
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : CREDITS SCOLAIRES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous demande de fixer le montant des crédits scolaires affectés aux écoles publiques et applicables à compter de l'année scolaire 2009/2010 :

Crédit fournitures :

- | | |
|----------------------|-------------------|
| - classe maternelle | 25,38 € par élève |
| - classe élémentaire | 28,93 € par élève |

Crédit équipement :

- 101,50 € par classe (maternelle et élémentaire)
- 426,30 € par école
- 609,00 € par école regroupée
- 558,25 € par classe spécialisée

Crédit ouverture de classe :

- 507,50 € par classe ouverte

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits scolaires comme détaillés ci-dessus à compter de l'année scolaire 2009/2010.

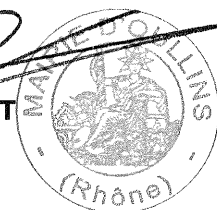
PRECISE que les sommes sont prévues au budget primitif, fonctions 211, 212, et 213, compte 6067.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : CREDITS SORTIES PEDAGOGIQUES - CREDITS CULTURELS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Chaque année scolaire, la Ville soutient financièrement des projets de sorties des écoles.

Je vous propose de fixer les modalités d'attribution des crédits **pour les écoles maternelles et élémentaires publiques** applicables à compter de l'année scolaire 2009/2010 :

CREDITS SORTIES PEDAGOGIQUES :

Sortie d'une journée : sans nuitée mais avec repas pris en dehors de l'école **4,87 € par élève**

(sur la base de l'effectif de la classe en partance dans la limite d'une sortie par classe)

Sortie avec nuitée :

7,71 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le cumul d'une sortie avec nuitée avec une sortie d'une journée n'est pas possible.

Le versement des crédits se fera sur présentation d'un projet. En cas d'absence de celui-ci, aucun report sur l'année suivante ne sera possible, conformément aux règles de la comptabilité publique.

CREDITS CULTURELS :

6,70 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le versement se fera en une fois, sur la base des effectifs connus à la rentrée de septembre.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits « sorties pédagogiques » et « crédits culturels » au bénéfice des écoles maternelles et élémentaires publiques comme détaillés ci-dessus.

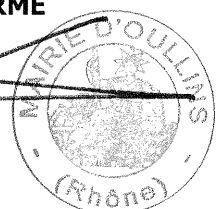
PRECISE que les sommes sont prévues au budget primitif, fonction 213, compte 6574.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2009

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 30

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : M. Gilles LAVACHE

Présents

Mrs BUFFET – LAVACHE – LOCATELLI, Melle CHALAND, Mrs AMBARD – PROTON, Mmes FLEITH – GUIRADO-DEVOY, M. TRANCHARD, Mmes POUZERGUE – MAZIGH – CHICHERY, M. MOREL, Mmes BONHOMME – DEGRANGE – GIMENEZ, M. BLAIN, Mme JOURDAIN, Mrs TERROT - LE GALL - FILIU, Mme CORELLA, M. SOUCHON - SCAPPATICCI, Mlle TUZOLANA, M. BLANC, Mme SECHAUD, M. UBAUD, Mme POMMERUEL, MM. RENAULT - RONZY

Absents excusés et représentés

M. LAVACHE (absent au rapport n° 2)
Mme FLEITH (absente au rapport n° 20)
Mme BONHOMME (absente aux rapports n° 8, 10 à 11 et 14 à 20)
M. TERROT (absent aux rapports n° 1 à 2, 7 à 8, 10 à 11 et 14 à 20)
M. GENTILINI
Mme CORELLA
Mme NATALI
M. PERRET
Mme IGLESIAS

Absente momentanée et excusée

Melle TUZOLANA (absente aux rapports n° 3 à 6, 9 et 12 à 13)

OBJET : BUDGET PRIMITIF 2010 – BUDGET GENERAL.

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous présenter le Budget Primitif 2010 dont l'équilibre est le suivant :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	21 754 318,00	22 601 155,00
Mouvements d'ordre	846 837,00	
TOTAL	22 601 155,00	22 601 155,00

SECTION D'INVESTISSEMENT:

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	7 845 323,00	6 998 486,00
Mouvements d'ordre		846 837,00
TOTAL	7 845 323,00	7 845 323,00

MONTANT GLOBAL :	30 446 478,00	30 446 478,00
-------------------------	----------------------	----------------------

Je vous rappelle que ce budget est présenté par chapitre et voté par l'Assemblée Délibérante selon ce choix.

La présentation complémentaire au cours de cette séance de Conseil Municipal permet d'analyser l'équilibre de ce budget 2010, ce qu'en sont les ressources, leur emploi et leur évolution.

Après avoir examiné le budget de manière détaillée, je sollicite votre approbation sur ce budget primitif 2010.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE le budget primitif 2010.

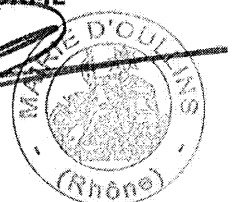
APPROUVE les documents annexés au budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2010 – SUBVENTIONS ET CONCOURS FINANCIERS
APPORTES PAR LA COMMUNE ET AVANCES SUR SUBVENTIONS
A DES ASSOCIATIONS ET DIFFERENTS ORGANISMES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La commune d'Oullins apporte son concours financier à nombre d'associations et structures para municipales. Dans le cadre du vote du budget primitif 2010, contrairement aux années antérieures, l'ensemble des subventions sera voté dans le courant du 1^{er} trimestre 2010. Toutefois il convient de procéder à l'attribution des subventions et concours financiers de l'exercice 2010 au théâtre, aux organismes privés, au CCAS ainsi que les subventions de fonctionnement aux écoles. Le détail de ces propositions figure en annexe du budget primitif 2010. Ces propositions se répartissent par nature comme suit :

Article 204164	Subventions d'équipement Théâtre de la Renaissance	12 000,00
Article 2042	Subventions d'équipement à des organismes privés	147 293,00
Article 6574	Subventions de fonctionnement associations et organismes privés	292 615,00
Article 65735	Diverses subventions de fonctionnement à la Communauté Urbaine de Lyon dans le cadre de la politique de la ville et de l'urbanisme	31 000,00
Article 657362	Centre communal d'Action Sociale	1 588 579,00

S'agissant des autres associations et organismes, pour ne pas exposer certains d'entre eux à des difficultés de trésorerie qui perturberaient leurs activités, je propose d'autoriser le versement d'une avance sur subvention dans la limite maximale de 50% du montant alloué en 2009. Cette avance sera conditionnée par l'établissement d'une convention-type suivant le modèle joint, avec les associations et organismes suivants :

Amicale du personnel
La Fraternelle
Oullins Centre-Ville
Théâtre de la Renaissance
Association des Centre Sociaux d'Oullins (ACSO)
ALAEO école de musique
CASCOL
Ensemble Harmonique Oullinois (EHO)
Ludothèque
Maison des Jeunes et de la Culture (MJC)
Music 85
Oullins Entraide
Oullins Seniors
Patronage Laïque Oullinois (PLO)
Mission Locale
Oullins Sainte-Foy Basket
PLIE Sud-Ouest Emploi
Tennis Club d'Oullins

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE les attributions de subventions 2010 telles que proposées dans l'état annexé au budget.

APPROUVE le versement d'une avance sur subvention aux associations et organismes dans les conditions mentionnées ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des avances sur subventions concernées

APPROUVE le modèle de convention type de financement joint.

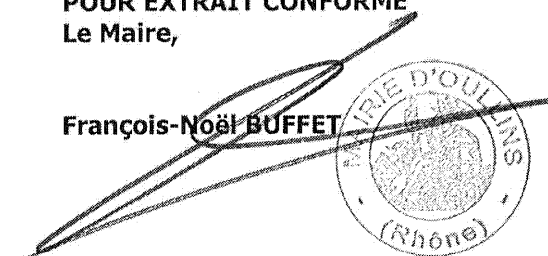
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2010, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2009, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE	
Fonction 422 Article 6574	Projet Fonds d'Initiatives Locales	
ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Amicale des locataires Résidence Clément Désormes	Projet « Fête de l'été en musique »	200,00 €
	TOTAL	200,00 €
IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE	
Fonction 422 Article 6574	Secteur jeunesse	
ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
LP Jacquard	Rendez-vous pour un emploi 15/10/2009	576,00 €
	TOTAL	576,00 €
IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE	
Fonction 415 Article 6574	Secteur sport – soutien aux clubs	
ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
P.L.O. BOULES	Concours challenge Jordery août 2009	250,00 €
CASCOL Athlétisme	Cross country du 08/11/2009	150,00 €
TENNIS CLUB D'OULLINS	Tournoi Grand Prix de la Ville d'Oullins	1 830,00 €
	TOTAL	2 230,00 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

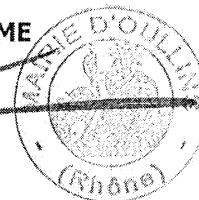
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2009, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : GESTION 2009 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 3

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2009 le 17 décembre 2008 sur des bases prévisionnelles.

A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.

Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
011-020-6226	honoraires			25 657,49	
011-020-6064	fournitures administratives			-973,62	
011-020-60636	vêtements de travail			-851,26	
011-023-6237	publications			-3 082,20	
011-024-6257	réceptions			-14 982,48	
011-024-6232	fêtes et cérémonies			-1 000,00	
011-112-6282	frais de gardiennage police			-35 000,00	
011-213-60621	Fournitures non stockées			-20 000,00	
011-255-60632	fournitures de petit équipement			-12 634,76	
011-422-60623	alimentation service jeunesse			-100,00	
011-422-6185	frais de colloques et séminaires service jeunesse			-200,00	
011-422-6238	divers pub, relations publiques service jeunesse			-500,00	
011-520-6228	divers rémunérations (rémunérations d'intermédiaires)			-22 993,15	
011-812-611	contrats de prestations de services			-55 000,00	
011-813-61551	entretien et réparations matériel roulant			-2 081,04	
011-813-61558	entretien et réparations autres biens mobiliers			-6 473,37	
011-813-6156	maintenance			-7 353,97	
011-822-617	études et recherches			-10 925,57	
011-90-6135	locations mobilières			-500,00	
014-01-73961	régularisation compensation TPU			105 543,00	
021-01-021	virement de la section de fonctionnement		800,00		
022-01-022	dépenses imprévues			-27 050,00	
023-01-023	virement à la section d'investissement			800,00	
16-01-1641	régularisation remboursement des emprunts: capital	82 560,00			
21-422-2184	armoire sécurisée pour matériel sportif activités Saulaie	800,00			
23-822-2312	entrée Nord (report exercice 2010)	-82 560,00			
65-520-65736	versement du PSE 2007 au CCAS			182 184,73	
65-422-6574	subvention ACSO citoyenneté participative Golf et Saulaie (doublon)			-65 000,00	
66-01-66111	régularisation remboursement des emprunts: intérêts			90 674,00	
66-01-66112	régularisation ICNE 2009			1 770,00	
73-01-7381	droits de mutation				69 927,80
74-020-74718	participations autres				10 000,00
75-90-752	excédent loyers logements				40 000,00
Total		800,00	800,00	119 927,80	119 927,80

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

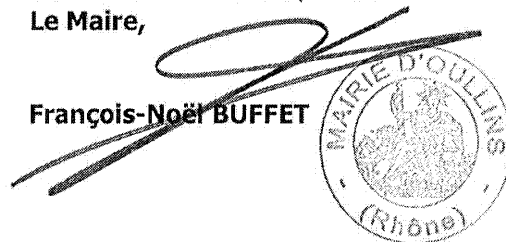
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les décrets portant statuts particuliers du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et des bibliothécaires territoriaux ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 27 octobre 2009 ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'approuver la modification suivante au tableau des effectifs afin de poursuivre l'adaptation des services aux tâches et missions demandées.

<u>Cadres d'emplois</u>	<u>Nombre de postes créés</u>
Bibliothécaires territoriaux	1
Rédacteurs territoriaux	1

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le tableau des effectifs ci-dessus.

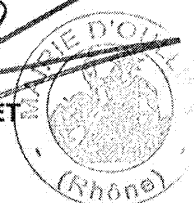
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2009-12-06

Service : Ressources Humaines

OBJET : CREATION DE POSTES POUR UN BESOIN SAISONNIER OU OCCASIONNEL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3 alinéa 2 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale permet de recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période d'un an et de conclure pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois à titre exceptionnel, des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

Je vous propose d'approuver la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des activités municipales suivantes jusqu'au 31 décembre 2010.

1/ Besoin occasionnel :

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
Surcroît de travail dans le domaine de l'entretien, des espaces verts et de la manutention	Adjoint technique de 2 ^e classe Echelle 3, 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010	15
Surcroît de travail dans les services administratifs & culturels	Adjoint administratif de 2 ^e classe Echelle 3, 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010	6
Week-ends et vacances scolaires Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS Echelle 4, 7^e échelon Opérateur qualifié APS Echelle 5, 7^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 7^e échelon	du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010	10

2/ Besoin saisonnier :

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
- Nettoyage des bassins - Surveillance des cabines - Accueil	Adjoint technique de 2 ^e classe Echelle 3, 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010	17
Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS Echelle 4, 7 ^e échelon Opérateur qualifié APS Echelle 5, 7 ^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 7 ^e échelon	du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010	10
Chantiers Ville Vie vacances	Adjoint d'animation de 2 ^e classe Echelle 3, 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} juillet 2010 au 31 août 2010	1

(*) : Le nombre d'emplois créés correspond à un nombre maximum d'agents rémunérés sur une période donnée.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la création des emplois nécessaires au recrutement d'agents non titulaires pour un besoin saisonnier ou occasionnel à compter du 1^{er} janvier 2010.

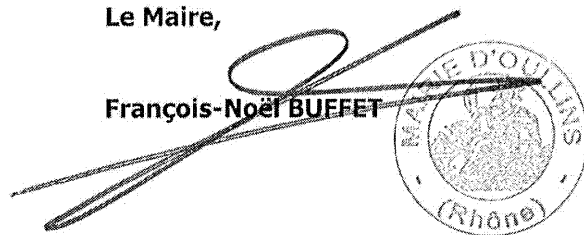
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFET



N° : 2009-12-07
Service : Scolaire

**OBJET : CHARTE DES AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES
DES ECOLES MATERNELLES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis la création des écoles maternelles (Loi du 30 octobre 1886), le métier d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles désigné par l'abréviation "ATSEM" n'a cessé d'évoluer. Le statut particulier du cadre d'emploi des ATSEM a été créé par décret du 28 août 1992. A l'heure actuelle, la reconnaissance du métier se manifeste par l'exigence d'un diplôme sanctionnant les qualités requises. L'ambivalence de la fonction ainsi que la double dépendance hiérarchique amène la Ville d'Oullins à proposer la mise en place d'une charte des ATSEM.

La charte a pour vocation :

- 1/ à reconnaître le rôle éducatif tenu,
- 2/ à clarifier le rôle des agents avec pour objectif d'apporter un service de qualité au bénéfice des enfants fréquentant les écoles maternelles.

Le document ci-joint a été élaboré au sein de deux groupes de travail (ATSEM et enseignants) qui étaient destinataires d'un document général de base de travail. Il a été validé par le Comité technique paritaire en date du 27 octobre 2009.

Je vous demande d'approuver la charte des ATSEM jointe en annexe et de m'autoriser à la signer.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la charte des Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles

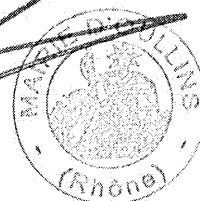
AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PROLONGEMENT LIGNE B DU METRO
CONVENTION D'OCCUPATION PAR LE SYTRAL DU SQUARE ORSEL**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport n° 09.207 approuvé par le comité syndical du Sytral le 12 novembre 2009 concernant la protection d'œuvres d'art appartenant à Cité Création, situées Place Orsel.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du prolongement de la ligne B du métro à Oullins-Gare, il est prévu la construction d'une arrière gare débouchant sur le Square Orsel, à l'angle de la Grande Rue et la rue Orsel.

La Ville d'Oullins en sa qualité de propriétaire et de gestionnaire de ce square doit mettre à la disposition du Sytral des emprises et volumes dépendant de son domaine public pour les besoins de l'exécution des travaux de construction d'une part et en raison de la présence de l'infrastructure du métro d'autre part (Cf. plans et article 3 de la convention ci-joints).

A l'achèvement des travaux, le Sytral procédera à la remise en état à l'identique de l'espace conformément aux modalités précisées dans la convention jointe.

Conformément à l'Article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation ne présentant pas un objet commercial et étant consentie en vue d'assurer la construction du métro dans le cadre de la mission de Service Public de transport de voyageurs dévolue au Sytral, elle peut être consentie à titre gratuit.

Compte tenu de l'intérêt de cette opération, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir m'autoriser à signer cette convention d'occupation par le Sytral du Square Orsel.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'occupation du Square Orsel par le Sytral durant les travaux de construction du métro et lors de son exploitation.

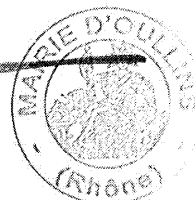
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

Francois-Noël BUFFET



**OBJET : SUSPENSION DU CONTRAT DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF
PORTANT SUR LE SQUARE ORSEL**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Vu la convention de bail emphytéotique administratif conclue le 12 juillet 1996 entre la Commune d'Oullins et Monsieur Veng Chin KOK ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Oullins en date du 26 juin 2008 autorisant le transfert dudit bail à Madame SPANO ;

Vu l'acte de cession entre Monsieur Veng Chin KOK et Madame SPANO en date du 27 octobre 2008 ;

Vu le projet mené par le SYTRAL de prolongement de la ligne B de métro de son terminus « Stade de Gerland » jusqu'à la Gare SNCF d'Oullins.

Vu l'article L.2122.21 du Code général des collectivités territoriales ;

Le SYTRAL procède actuellement à l'extension de la ligne B de métro de son terminus « Stade de Gerland » jusqu'à la Gare SNCF d'Oullins.

La réalisation de ce projet implique notamment le forage d'un puits sur le square Orsel, appartenant au domaine public de la Commune. Ce puits aura vocation à rester en place pour toute la durée des travaux.

Or la Commune d'Oullins a consenti sur ce square un bail emphytéotique administratif à Monsieur Veng Chin KOK, lui octroyant l'autorisation d'aménager et d'exploiter la terrasse de son restaurant jusqu'au 11 juillet 2021.

Par un acte authentique en date du 26 juin 2008, Monsieur Veng Chin KOK a cédé son restaurant à la SCI Les Trois Papillons, représentée par Madame SPANO.

Par le même acte, Monsieur Veng Chin KOK a également transmis à la SCI Les Trois Papillons ledit bail emphytéotique administratif.

Cette dernière est donc désormais titulaire de l'autorisation d'aménager et d'exploiter une terrasse de restaurant sur le Square Orsel.

Le forage du puits imposé par l'extension du métro portera sur toute la surface de la cette terrasse, et en empêchera l'exploitation par la SCI Les Trois Papillons pour toute la durée des travaux d'extension.

Ainsi, afin de permettre la réalisation des travaux dans de bonnes conditions, il est ainsi nécessaire de suspendre l'exécution dudit bail emphytéotique administratif pour toute la durée des travaux.

Le bail recommencera à courir, à l'issue des travaux, et une fois que la terrasse sera de nouveau exploitable, pour la durée restant à courir au moment de sa suspension.

Le SYTRAL prendra en charge l'indemnisation de la SCI Les Trois Papillons du fait de ces travaux, et a d'ores et déjà rencontré Madame SPANO pour arrêter les modalités de cette indemnisation.

La suspension de l'exécution du contrat de bail doit prendre la forme d'un avenant, à conclure entre la Commune d'Oullins et la SCI Les Trois Papillons.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir m'autoriser à suspendre l'exécution de ce bail et à signer l'avenant y afférant.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE la suspension par avenant de l'exécution du contrat de bail emphytéotique administratif concernant le square Orsel et dont est titulaire la SCI Les Trois Papillons pour toute la durée des travaux d'extension de la ligne B de métro.

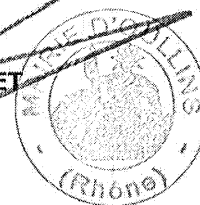
AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT AU SEIN DU COLLEGE
« RIVERAINS » AU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION
(C.L.I.C.) CONCERNANT LE PORT EDOUARD HERRIOT ET LA SOCIETE ARKEMA**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L.124-1 et L.125-2, D.125-29 à D.125-34, R.125-5 à R.125-8 du code de l'environnement,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Des comités locaux d'information et de concertation (C.L.I.C.) ont été créés en 2007 auprès du port Edouard Herriot (sis à Lyon 7^{ème}) et de la société ARKEMA (sise à Pierre-Bénite).

Ces comités, créés par le préfet, ont pour objectifs de développer une culture du risque et favoriser les bons comportements en cas d'accident, et de développer la concertation entre les différentes parties prenantes (notamment les riverains) à la prévention des risques d'accidents tout au long de la vie de ces installations.

Il appartient désormais au Préfet de fusionner ces deux CLIC concernant les trois établissements pétroliers du Port Edouard Herriot (le dépôt, l'entrepôt et les stockages) et la société ARKEMA. Le CLIC fusionné comprend trente membres répartis en cinq collèges.

La ville d'Oullins a d'ores et déjà désigné Monsieur Marc FILIU au titre du collège « collectivité territoriale » par délibérations n°2008-05-08 (Port Edouard Herriot) et n°2008-05-09 (société ARKEMA).

Le Préfet nous invite à soumettre le nom d'un représentant au titre du collège « riverains ».

Aussi, je vous propose de désigner Monsieur Michel CHANSON en tant que riverain au sein du CLIC fusionné Port Edouard Herriot / ARKEMA.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DESIGNE, pour rappel, Monsieur Marc FILIU en tant que représentant de la ville d'Oullins au sein du comité local d'information et de concertation fusionné du port Edouard Herriot et de la société ARKEMA.

DESIGNE Monsieur Michel CHANSON en tant que riverain oullinois au sein du comité local d'information et de concertation fusionné du port Edouard Herriot et de la société ARKEMA.

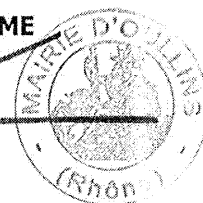
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : AGENDA 21 DE LA VILLE D'OULLINS
DEMANDE DE SUBVENTION A L'UNION EUROPEENNE AU TITRE DES CREDITS DU
FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (FEDER) DANS LE CADRE DU
PROGRAMME OPERATIONNEL COMPETITIVITE REGIONALE ET EMPLOI 2007/2013

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°18 du 5 février 2009 approuvant le lancement de la démarche d'élaboration de l'Agenda 21 et autorisant le Maire à solliciter toute participation financière auprès des organismes compétents ;

Vu la décision du Maire D/09-73 du 6 juillet 2009 relative à la signature du marché de maîtrise d'œuvre correspondant ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La démarche d'Agenda 21 a été lancée cette année. La mission d'accompagnement a été confiée au bureau d'étude MOSAÏQUE.

Dans le cadre de ce projet, l'Union Européenne est susceptible de contribuer au financement du projet à hauteur de 50% des dépenses engendrées par l'Agenda 21.

Le plan de financement, relatif à une dépense de 83 615 € TVA incluse (maîtrise d'œuvre du bureau d'étude), est donc le suivant :

- subvention de l'Union Européenne au titre des crédits FEDER : 41 807,5 € (subvention sollicitée au taux maximum)

- financement Ville : 41 807,5 €.

Je vous propose en conséquence de m'autoriser à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Union Européenne pour la mise en œuvre de la démarche Agenda 21 de la ville pour un montant de 41 807,5 € au titre du fonds européen de développement régional pour la compétitivité régionale et l'emploi.

- DELIBERE –

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'opération de mise en œuvre de l'Agenda 21 de la Ville d'Oullins ainsi que son plan de financement ;

SOLLICITE de l'Union Européenne (FEDER) une subvention au taux maximum de 41 807,5 €;

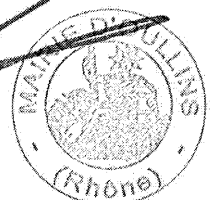
AUTORISE le Maire à signer tous documents nécessaires à cet effet ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PROROGATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE D'OULLINS ET L'ASSOCIATION "MUSIC'85"
PAR VOIE D'AVENANT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La convention d'objectifs et de partenariat liant la Ville d'Oullins et Music'85, approuvée par le Conseil Municipal du 21 décembre 2006, prend fin au 31 décembre 2009.

Après avoir consulté Music'85, la Ville d'Oullins propose de renouveler les termes de la convention existante et d'engager un processus d'échange et de dialogue avec Music'85 afin de définir des objectifs communs aux deux parties. Pour mener à bien ce processus, la Ville d'Oullins souhaite qu'un délai suffisant soit consacré au renouvellement de cette convention. En accord avec Music'85, la Ville d'Oullins propose donc de proroger la convention actuelle, ce jusqu'au 31 décembre 2010.

En conséquence, je vous propose de proroger par voie d'avenant la convention Ville-Music'85 jusqu'au 31 décembre 2010 et que vous m'autorisiez à signer tous les documents à cet effet.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à signer un avenant prorogeant la convention Ville-Music'85 jusqu'au 31 décembre 2010.

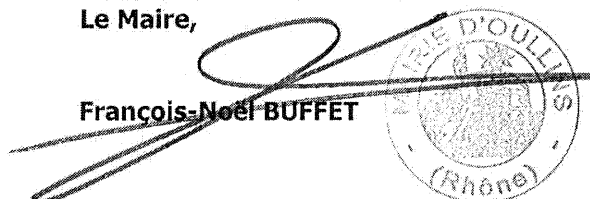
PRECISE qu'une nouvelle convention d'objectifs devra être négociée avec Music'85, prenant effet au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2011.

DONNE tous les pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION D'OBJECTIFS TRANSITOIRE ENTRE LA VILLE D'OULLINS ET
L'ASSOCIATION MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE(MJC) D'OULLINS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La convention d'objectifs et de partenariat liant la Ville d'Oullins et la MJC, approuvée par le Conseil Municipal du 24 novembre 2005, prend fin au 31 décembre 2009.

La commune et la MJC sont d'accord sur la nécessité de concevoir un partenariat rénové inscrit dans une nouvelle convention d'objectifs.

Afin d'élaborer cette nouvelle convention dans les meilleures conditions possibles, la commune et la MJC conviennent de l'intérêt d'une convention d'objectifs transitoire, étape préalable nécessaire à l'élaboration d'une convention d'objectifs qui soit le fruit d'une concertation commune. Cette convention, à caractère transitoire, a pour objet d'instaurer un cadre d'échange et de concertation entre la commune et la MJC. Au terme de cette convention, la commune et la MJC s'engagent à définir des objectifs partagés et co-construits, dans le cadre d'un partenariat décrit dans une nouvelle convention d'objectifs, en adéquation avec le projet associatif de la MJC et les orientations politiques municipales.

En conséquence, je vous propose d'approuver cette convention d'objectifs transitoire et que vous m'autorisiez à signer tous les documents à cet effet, afin que cette convention prenne effet au 1^{er} janvier 2010.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE les termes de la convention d'objectifs transitoire entre la Ville et la MJC,

AUTORISE le Maire à signer ladite convention,

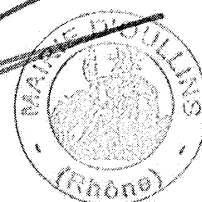
PRECISE qu'une nouvelle convention d'objectifs devra être négociée avec la MJC avant la fin de l'année 2010,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION ENTRE LES VILLES D'OULLINS, SAINT-GENIS-LAVAL ET
BRIGNAIS RELATIVE AU FONCTIONNEMENT INTERCOMMUNAL
DES MEDIATHEQUES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°12 du Conseil Municipal en date du 14 mars 2002 autorisant le Maire à signer une convention "bibliothèques intercommunales" avec les villes de Saint-Genis-Laval et Brignais ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Une convention intercommunale relative aux bibliothèques des villes d'Oullins, Saint-Genis-Laval et Brignais a été signée pour la première fois en 1992 afin de définir des orientations générales communes aux bibliothèques des trois villes : harmonisation des principes de fonctionnement (règlement et tarification), consultation des fonds des bibliothèques depuis chaque établissement et développement concerté des fonds et actions culturelles.

Une seconde convention, établie en janvier 2002, a contribué à préciser les modalités de fonctionnement des médiathèques et la politique commune de tarification. Depuis 2002, plusieurs avenants ont permis d'ajuster la politique tarifaire commune aux trois équipements à l'évolution des besoins du public, telles que la création d'un tarif réduit pour les demandeurs d'emplois et les bénéficiaires du RMI à partir de 2006.

De juin 2008 à septembre 2009, plusieurs rencontres ont eu lieu entre les élus en charge de la culture des trois villes et les bibliothécaires afin de réaliser un bilan du fonctionnement intercommunal des médiathèques.

Avec l'arrivée en 2010 d'un nouvel équipement sur le territoire de la commune d'Oullins, et pour répondre aux nombreuses évolutions intervenues dans le champ de la lecture publique depuis 2002, les trois villes ont décidé de mettre au point une nouvelle convention régissant le fonctionnement et clarifiant les objectifs des médiathèques de l'intercommunalité, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2010.

Cette nouvelle convention a pour objectif de fixer les orientations à venir pour une intercommunalité renforcée et plus visible pour le public. Elle prévoit notamment un travail renforcé sur la complémentarité des fonds proposés et une simplification de la tarification pour l'utilisateur.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la convention entre les villes d'Oullins, Saint-Genis-Laval et Brignais relative au fonctionnement intercommunal des médiathèques des trois communes,

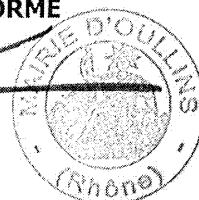
AUTORISE le Maire à signer cette convention,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : EQUIPEMENT MATERIEL ET MOBILIER DE LA MEDIATHEQUE : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DU CONCOURS PARTICULIER DE LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION POUR LES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°7 du 26 avril 2007 relative à la demande de subvention à l'Etat au titre du concours particulier de la D.G.D. pour la construction d'une médiathèque à Oullins ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins a été notifiée, par arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2007, de l'attribution d'une participation de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la D.G.D. Le montant de cette participation a été fixé par l'Etat à 1 100 865 euros, répartis en trois tranches annuelles d'un montant de 366 955 euros chacune, pour les années 2007 à 2009.

La construction de la médiathèque étant sur le point de s'achever, et dans la perspective d'une ouverture de l'équipement au public à l'automne 2010, tel qu'initialement prévu, il appartient à la Ville de solliciter l'Etat afin de bénéficier d'une subvention relative à l'équipement matériel et mobilier de la médiathèque, opération qui aura lieu en 2010.

Conformément à la procédure relative au concours particulier de la DGD, un dossier d'intention sera donc remis à l'attention du Préfet de la région Rhône-Alpes avant la fin de l'année 2009, présentant notre projet d'équipement matériel et mobilier pour la médiathèque et demandant la participation de l'Etat. Un dossier complet de demande de subvention sera ensuite adressé à l'Etat avant le 30 avril 2010, conformément à ladite procédure.

Je vous propose donc de m'autoriser à déposer auprès du Préfet de la région Rhône-Alpes un dossier d'intention sollicitant l'aide de l'Etat pour le projet d'équipement matériel et mobilier prévu en 2010.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à signer tout document nécessaire pour déposer auprès du Préfet de la région Rhône-Alpes un dossier d'intention sollicitant l'aide de l'Etat pour le projet d'équipement matériel et mobilier de la médiathèque prévu en 2010 ;

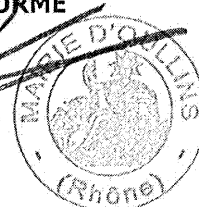
PRECISE qu'un dossier complet de demande de subvention sera déposé auprès de l'Etat avant le 30 avril 2010 ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE : DEMANDE DE SUBVENTION
AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DU CONCOURS PARTICULIER DE LA DOTATION
GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD) POUR LES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°7 du 26 avril 2007 relative à la demande de subvention à l'Etat au titre du concours particulier de la D.G.D. pour la construction d'une médiathèque à Oullins ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins a été notifiée, par arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2007, de l'attribution d'une participation de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la D.G.D. Le montant de cette participation a été fixé par l'Etat à 1 100 865 euros, répartis en trois tranches annuelles d'un montant de 366 955 euros chacune, pour les années 2007 à 2009.

La construction de la médiathèque étant sur le point de s'achever, et dans la perspective d'une ouverture de l'équipement au public à l'automne 2010, tel qu'initialement prévu, il appartient à la Ville de solliciter l'Etat afin de bénéficier d'une subvention relative à l'informatisation de la médiathèque, opération qui aura lieu en 2010.

Conformément à la procédure relative au concours particulier de la DGD, un dossier d'intention sera donc remis à l'attention du Préfet de la région Rhône-Alpes avant la fin de l'année 2009, présentant notre projet d'informatisation pour la médiathèque et demandant la participation de l'Etat. Un dossier complet de demande de subvention sera ensuite adressé à l'Etat avant le 30 avril 2010, conformément à ladite procédure.

Je vous propose donc de m'autoriser à déposer auprès du Préfet de la région Rhône-Alpes un dossier d'intention sollicitant l'aide de l'Etat pour le projet d'informatisation de la médiathèque prévu en 2010.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à signer tout document nécessaire pour déposer auprès du Préfet de la région Rhône-Alpes un dossier d'intention sollicitant l'aide de l'Etat pour le projet d'informatisation de la médiathèque prévu en 2010 ;

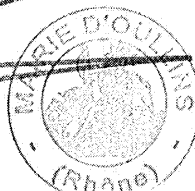
PRECISE qu'un dossier complet de demande de subvention sera déposé auprès de l'Etat avant le 30 avril 2010 ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2009-12-17

Service : développement économique, commerce et emploi

**OBJET : LES TROPHÉES DE L'ENTREPRISE
APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LA FEDERATION D'ENTREPRISES SOLEN**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins contribue à valoriser et communiquer les activités de ses entreprises en tant que source de l'emploi. Pour cela, la collectivité souhaite s'engager aux côtés des villes de notre territoire et de la fédération d'entreprises SOLEN à mettre en œuvre "les trophées des entreprises du sud ouest lyonnais" portant sur les composantes du développement durable.

Cette opération concernera les entreprises de tous les secteurs d'activités confondus, et permettra, à travers une émulation intercommunale, d'accroître le lien entre les différentes composantes économiques et sociales des territoires.

L'opération débutera en janvier 2010 et la remise des trophées se tiendra à l'occasion de la manifestation du "carrefour des entreprises" prévue en avril 2010.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la ville et la fédération d'entreprises SOLEN.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2009-12-18
Service : Jeunesse

**OBJET : PREVENTION JEUNESSE
DISPOSITIFS EN DIRECTION DES JEUNES OULLINOIS – SAISON 2010
MODALITES DE SIGNATURE DES CONVENTIONS
LIANT LA VILLE A SES PARTENAIRES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Plusieurs dispositifs pilotés par le service jeunesse contribuent à la mise en œuvre des orientations du volet "prévention jeunesse" de la politique globale de prévention de la délinquance coordonnée par la Ville d'Oullins.

Il s'agit notamment des mesures de réparations pénales et des travaux d'intérêt général en partenariat avec les services de protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), les chantiers éducatifs en partenariat avec les éducateurs spécialisés de l'association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSEA), et le dispositif Ville Vie Vacances, en partenariat avec la Préfecture du Rhône, le Grand Parc de Miribel Jonage et les acteurs du territoire.

Des conventions liant la Ville d'Oullins à l'ensemble de ces partenaires définissent le cadre juridique et budgétaire de ces actions.

Afin d'optimiser la réactivité nécessaire à la mise en place d'interventions adaptées aux problématiques rencontrées, la délibération qui vous est proposée vise à autoriser Monsieur le Maire à signer pour l'ensemble de l'année 2010, les conventions et documents afférents à la déclinaison de l'ensemble de ces dispositifs.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

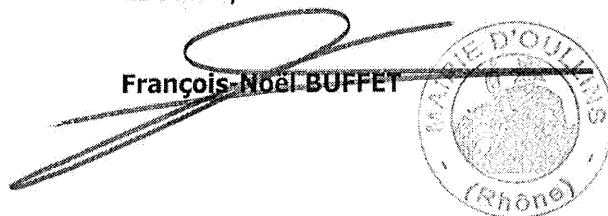
AUTORISE le Maire à signer, pour l'année 2010, l'ensemble des conventions et documents relatifs à la mise en œuvre des dispositifs de prévention jeunesse coordonnés par le service jeunesse,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN "CHANTIER JEUNES"
DANS LE CADRE DE L'ACTION DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE
DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (ADSEA)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2008, la Ville d'Oullins, appuie, au titre de sa politique de prévention de la délinquance, l'action locale de l'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Rhône (ADSEA) en organisant et en cofinçant des "chantiers jeunes" mise en œuvre dans le cadre de l'Association Intermédiaire Départementale de la Prévention Spécialisée (AIDPS).

Ces "chantiers jeunes" s'adressent à de jeunes majeurs "en rupture", repérés par les éducateurs de prévention. Le travail proposé aux jeunes, permet aux éducateurs d'engager une démarche de redynamisation propice au suivi et à l'accompagnement des bénéficiaires vers les dispositifs de droit commun (Mission Locale).

L'action programmée pendant les mois de novembre et décembre permettra à cinq jeunes d'expérimenter une situation de travail, de bénéficier de la rémunération liée à ce travail, et de faire un bilan de leur situation et de leur projet grâce à l'accompagnement social proposé par les équipes de Prévention et de la Mission Locale.

Les travaux à réaliser consistent à repeindre certains paliers des tours 27 et 127 rue Salvador Allende (pose de toile de verre et peinture).

Le bailleur Habitations Modernes et Familiales (HMF SA) participe au financement de cette action qui se réalisera sur le site du Golf en prenant en charge le matériel. L'ADSEA met à disposition un éducateur spécialisé pour l'encadrement des jeunes durant ce chantier. La Ville d'Oullins octroie une subvention à l'ADSEA, d'un montant de 2475 € (deux mille quatre cent soixante quinze euros) en vue du paiement des salaires des jeunes bénéficiaires.

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Crédit AIDPS – Chantiers AIDPS

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
AIDPS / ADSEA	Chantier jeunes	2 475,00 €
	TOTAL	2 475,00 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention pour la mise en œuvre du "chantier jeunes" entre la Ville d'Oullins, l'association ADSEA et le bailleur HMF SA.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement d'une subvention de 2 475,00 € (deux mille quatre cent soixante quinze euros) au profit de l'ADSEA.

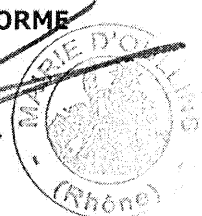
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2009 à l'imputation 422 6574.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : VŒU CONCERNANT LA REALISATION
DU TRONÇON OUEST DU PERIPHERIQUE**

La communauté urbaine de Lyon a pour objectif la réalisation du Tronçon Ouest du Périphérique (TOP) de l'agglomération.

Pour ce faire, une commission mixte entre le Grand Lyon et le Conseil Général a été mise en place aux fins de déterminer le tracé et le mode de financement de l'ouvrage.

Plusieurs scénarios sont possibles aux fins d'un bouclage avec la rive gauche du Rhône. Il semble que le Grand Lyon privilégie le tracé dit "court" (cf. pièce jointe). Ainsi, au mois d'août 2009, le Grand Lyon a préempté deux propriétés sur la ville d'Oullins au motif que celles-ci seraient sur le tracé du TOP.

Dans les prochains mois, le Grand Lyon et le Conseil Général vont délibérer sur les études à engager et les modes de financements.

En l'état, la ville d'Oullins rappelle ses choix :

- il s'agit d'avoir un projet utile à l'agglomération et aux territoires traversés,
- il s'agit que cet ouvrage protège le cœur de l'agglomération,
- il ne s'agit en aucun cas de remplacer l'axe A6/A7 qui traverse le cœur de la ville de Lyon.
- il s'agit d'inscrire ce projet dans une logique d'aménagement du territoire en cohérence avec les autres grands projets d'infrastructures routières ou de transports en commun.

Dans ces conditions et compte tenu

- du développement du Sud Ouest de l'agglomération, des projets de voiries de l'Etat entre Lyon et Saint-Étienne, de l'arrivée de la ligne B du métro jusqu'aux hôpitaux de Lyon Sud ;
- du nécessaire respect des règles liées au développement durable ainsi que des règles issues du Grenelle de l'environnement, s'agissant notamment des études d'impact,
- du projet de développement des 15 hectares des anciens terrains SNCF, site stratégique pour la ville et l'agglomération sur lesquelles nous avons l'ambition de développer un éco-quartier,

Je vous propose, Mesdames et Messieurs, d'émettre le vœu mentionné ci-dessous :

« la commune d'Oullins demande que le tracé issu du plan de voiries du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1992, toujours en vigueur, soit appliqué.
En conséquence, la commune d'Oullins demande que soit inscrit dans les délibérations qui seront prises par le Grand Lyon et le Conseil Général l'étude du tracé raccordant le futur TOP à l'A45 et la réalisation d'un pont en amont de celui de Pierre-Bénite afin de rejoindre la rive gauche du Rhône et raccorder l'ouvrage au boulevard Laurent Bonneval. »

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

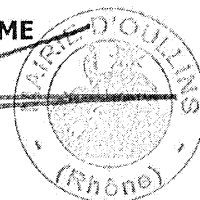
APPROUVE le vœu ci-dessus présenté.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



Accusé de réception en préfecture
069-216901496-20090707-D09-76-AU
Date de signature : -
Date de réception : 09/07/2009

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

D/09-76

OBJET : Requête en annulation de l'arrêté réglementant l'implantation et les émissions des antennes de téléphonie mobile - affaire commune d'Oullins/Orange et SFR

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-22 ;

Vu l'arrêté N° ARELAIS/01 en date du 8 avril 2009 portant sur la réglementation des stations de base de téléphonie mobile à proximité des écoles et des crèches ;

Vu la délibération n° 2009-03-13 du Conseil Municipal en date du 26 mars 2009 autorisant Monsieur le Maire à « *intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas visés ci-dessous :- en défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation,- en demande devant toute juridiction de référé, et devant toute juridiction de plein contentieux* » ;

DECIDE :

Article 1 :

Maître Franck-Pierre HEURTREY, avocat à Lyon, est chargé de la représentation de la Mairie d'Oullins devant le Tribunal Administratif de Lyon dans ce contentieux.

Article 2 :

Le Directeur Général, le Trésorier Principal d'Oullins, le responsable du service des affaires générales et juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 7 juillet 2009

**François-Noël BUFFET
Le Sénateur-Maire**

Accusé de réception en préfecture
069-216901496-20090804-D09-94-AU
Date de signature : -
Date de réception : 06/08/2009

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

D/09-94

OBJET : Requête en annulation de l'arrêté réglementant l'implantation et les émissions des antennes de téléphonie mobile - affaire commune d'Oullins/ société Bouygues télécom

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-22 ;

Vu l'arrêté N° ARELAIS/01 en date du 8 avril 2009 portant sur la réglementation des stations de base de téléphonie mobile à proximité des écoles et des crèches ;

Vu la délibération n° 2009-03-13 du Conseil Municipal en date du 26 mars 2009 autorisant Monsieur le Maire à « *intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas visés ci-dessous :- en défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation,- en demande devant toute juridiction de référé, et devant toute juridiction de plein contentieux* » ;

DECIDE :

Article 1 :

Maître Franck-Pierre HEURTREY, avocat à Lyon, est chargé de la représentation de la Mairie d'Oullins devant le Tribunal Administratif de Lyon dans ce contentieux.

Article 2 :

Le Directeur Général, le Trésorier Principal d'Oullins, le responsable du service des affaires générales et juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 4 août 2009

**P°/François-Noël BUFFET
Le Sénateur-Maire
L'adjoint délégué**

Louis PROTON

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE
VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

D/09-114

OBJET : Tarif 2009, vente de fleurs de la Toussaint

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil Municipal à déléguer certaines de ses attributions au Maire,

Vu la délibération du 17 septembre 1976 par laquelle, le Conseil Municipal avait instauré un droit pour la vente de fleurs à l'occasion de la Toussaint.

Vu la délibération n° 2009-03-13 du Conseil Municipal en date du 26 mars 2009 donnant délégation au Maire, notamment de « *fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans la limite de deux fois le taux de l'inflation en prenant comme référence l'indice INSEE de la consommation* ».

DECIDE :

Article 1 :

A compter de la Toussaint 2009, le tarif applicable est de **25 euros le mètre linéaire** pour toute la durée autorisée, sans prorata. La durée de la vente pour 2009 est de **5 jours : du 28 octobre au 1^{er} novembre inclus**.

Les étalages seront autorisés sur la chaussée, et sur une largeur d'un mètre côté stationnement pair du n° 70 au n° 96 rue du Perron.

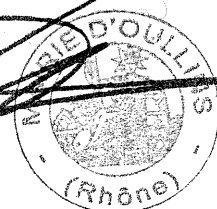
- La longueur totale destinée à la vente des fleurs est fixée à **48 mètres**.
- Chaque commerçant disposant de 8 mètres d'étalage, **6 emplacements maximum pourront être attribués**.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services, le Responsable du Service des Affaires Générales et Juridiques, le Receveur Principal d'Oullins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 30 septembre 2009

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire,



Accusé de réception en préfecture
069-216901496-20091006-D09-115-AU
Date de signature : -
Date de réception : 12/10/2009
REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

D/09-115

OBJET : Autorisation d'utilisation des installations sportives municipales pour la saison 2009-2010 en vue d'entraînements sportifs.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil Municipal à déléguer certaines de ses attributions,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2009-03-13 en date du 26 mars 2009 donnant délégation au Maire,

Vu les règlements intérieurs des différentes installations sportives municipales visées par cette décision,

DECIDE

Article 1 :

Les installations sportives municipales accueilleront, au titre de la saison 2009-2010, les associations sportives de la commune d'Oullins autorisées, du mardi 1^{er} septembre 2009 au vendredi 2 juillet 2010. Une fermeture de fin d'année sera observée du jeudi 24 décembre 2009 au lundi 4 janvier 2010 8h.

Article 2 :

Les autorisations d'utilisation des installations sportives municipales pour entraînements sont délivrées par Mme l'Adjoint en charge des sports au travers des plannings établis en fin de saison sportive précédente. Ces plannings sont annexés aux conventions d'utilisation des installations sportives municipales et adressés aux associations concernées avant le 15 août de la saison sportive susvisée. Les autorisations d'utilisation des installations sportives municipales pour compétitions font l'objet de demandes spécifiques adressées à Mme l'Adjoint aux sports et à la jeunesse, du fait notamment des obligations liées aux calendriers des fédérations sportives.

Article 3 :

Les conventions de mise à disposition d'installations sportives municipales pour entraînement sont conclues pour la durée d'une saison sportive à compter de la date de la signature. Les autorisations correspondantes sont consenties à titre précaire et révocable. En plus des termes de la convention, les associations s'engagent à respecter scrupuleusement les règlements intérieurs des différentes installations et les plannings d'utilisation.

Article 4 :

Les installations sportives municipales appelées à être mises à disposition des associations sportives d'Oullins sont les suivantes :

- Boulodrome Silvio Pantanella
- Dojo de la Bussière
- Espace Bussière
- Gymnase Jean Jaurès
- Gymnase Maurice Herzog
- Gymnase Montlouis
- Gymnase Cosec Parc Chabrière
- Gymnase d'école Jean Macé
- Gymnase d'école Jules Ferry A
- Gymnase d'école Jules Ferry B
- Pas de tir à l'arc extérieur du Merlo
- Piscine Municipale
- Salle de gymnastique spécialisée du Parc Chabrière
- Salle de boxe Jean Jaurès
- Stade de la Clavelière (terrain de football)
- Stade de la Clavelière (terrain de pétanque et d'athlétisme)
- Stade du Merlo (terrains de football)
- Stade du Merlo (installations d'athlétisme)
- Salle d'escrime Laura Flessel

Article 5 :

M. le Directeur Général des Services et le Directeur du service des sports, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 6 octobre 2009

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire d'Oullins,



Accusé de réception en préfecture	
069-216901496-20091218-D09-143-AU	
Date de signature : -	
Date de réception : 24/12/2009	REPUBLIQUE FRANCAISE
	DEPARTEMENT DU RHONE
	VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

D/09-143

OBJET : TARIFICATIONS APPLICABLES AUX OCCUPATIONS PRIVATIVES DU DOMAINE PUBLIC A COMPTER DU 1^{er} janvier 2010.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu le code de la propriété des personnes publiques, notamment son article L 2125,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil municipal à déléguer certaines de ses attributions,

Vu la délibération n°2008-12-03 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2008 donnant délégation au Maire, notamment de fixer les droits de voirie, de stationnement et tous les droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu la délibération du 26 septembre 1991 instituant une redevance pour l'utilisation des branchements électriques mis à la disposition des commerçants non sédentaires,

Vu la délibération n°2009-02-02 du Conseil Municipal en date du 5 février 2009 relative aux modalités de tarification de l'occupation du domaine public

Vu l'arrêté municipal du 07 juillet 2009 définissant les emplacements de vente ambulante,

Vu l'arrêté municipal en date du 11 décembre 2009 réglementant l'activité des commerçants non sédentaires sur les marchés d'Oullins,

Vu l'avis de la commission des marchés en date du 10 décembre 2009,

Considérant que la tarification applicable aux occupations privatives du domaine public doit être modifiée à compter du 1^{er} janvier 2010,

DECIDE

Article 1

Les tarifs de cette décision ne sont pas applicables aux autorisations d'occupation du domaine public dans le cadre de l'organisation de la Braderie d'Oullins.

Ces tarifs ne sont pas applicables aux entreprises missionnées par la ville lorsque les travaux rentrent dans le champ d'application des deux premiers alinéas de l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 2

La situation au 1^{er} janvier de l'année concernée constitue le fait générateur de l'exigibilité de la redevance annuelle.

Chapitre 1 : Occupations liées au fonds de commerce

Article 3

Les droits de voirie du présent chapitre relèvent du service affaires générales et juridiques, pôle réglementation.

Droits annuels

Façade commerciale par mètre linéaire (ml)..... 4.6 €/ml
Attributs perpendiculaires par unité 7.6 €/U

Lampe fixe 3.6 €/U
Marquise fixe 4.6 €/ml
Attributs appliqués publicitaires ou professionnels 6.6 €/U

Enseignes lumineuses :

- a) feu fixe 3.6 €/ml
- b) feu intermittent..... 5.6 €/ml
- c) perpendiculaire à la façade feu fixe..... 7.6 €/ml
- d) perpendiculaire à la façade feu intermittent 8.6 €/ml

Tente pliante 4.6 €/ml
Inscription sur tente..... 6.6 €/forfait
Distributeurs automatiques 21.6 €/forfait
Panneau d'affichage destiné à recevoir de l'information et de la publicité..... 5.6 €/m²
Chevalet publicitaire 5.6 €/U
Porte menu 5.6 €/U
Étalage à l'année..... 12.1 €/m²
Équipement de commerce accessoire : banque de vente €/m²

Droits saisonniers

Terrasse simple à la saison 4.1 €/m²
Terrasse aménagée à la saison 6.1 €/m²
Étalage à la saison..... 6.1 €/m²
Équipement de commerce accessoire : banque de vente €/m²

Droits journaliers

Terrasse simple à la journée 2.6 €/m²
Étalage à la journée..... 4.1 €/m²
Buvettes sur le domaine public..... forfait de 10 €
Vente au déballage, vide grenier sur le domaine public sans droit de place forfait de 10 €

Vente au déballage, vide grenier sur le domaine public avec droit de place forfait de 30 €
Marché de la création, droit de place par jour et par emplacement de 8m²8 €

Article 4

Tout mètre ou mètre carré commencé est du.

Article 5

Tous les droits compris dans les présents tarifs seront, à défaut de demande préalable d'autorisation, appliqués d'office à la première constatation de l'usage de la voie publique pour les objets visés dans la présente décision. Ce sans préjudice de la suite qui pourra être donnée aux procès verbaux et contraventions qui auront été dressés pour défaut d'autorisation.

Les autorisations de voirie donnant lieu à l'application de droits périodiques se renouvellent d'elles-mêmes par tacite reconduction, à moins d'une décision contraire de l'administration ou d'un avis contraire du permissionnaire. La renonciation du permissionnaire devra parvenir à l'administration avant le 31 décembre de l'année en cours pour l'année qui suivra, faute de quoi les droits seront dus intégralement pour l'année suivante.

Cette prescription ne fait pas obstacle au principe de la précarité des autorisations qui pourront être retirées à toute époque dans un intérêt public quelconque.

En cas de changement de propriétaire il appartient au vendeur de prévoir une éventuelle répartition prorata temporis.

En cas de cessation d'activité les droits acquis pour l'année en cours restent dus quelle que soit la date de la cessation.

Les éventuelles restrictions apportées par l'autorité publique à l'occupation du domaine public par le pétitionnaire n'ouvrent droit à aucune indemnisation.

Chapitre 2 : Occupations liées à des travaux ou déménagements

Article 6

Les droits de voirie du présent chapitre relèvent du service voirie cadre de vie.

Chantier clos ou non

Dépôts de matériaux	2.5 €/m ² /semaine
Echafaudages.....	2.5 €/m ² /semaine
Palissades :	
• Chantier < 6 mois	2 €/m ² /semaine
• Chantier > 6 mois	30 €/m ² /semestre la 1 ^{ère} année
.....	40 €/m ² /semestre la 2 ^{ème} année
Bungalows de chantier.....	5 € /semaine
Autres.....	2.5 €/m ² /semaine

Hors chantier

Toute demande d'occupation du domaine public	2.5€/m ² /jour
La benne	5 €/jour
Véhicules d'exposition (voitures, motos, autres...)	8 €/m ² /an

Bulles de vente et totems publicitaires

Bulles de vente.....	200 €/mois
Totems publicitaires.....	Forfait 300€/an
Panneaux publicitaires sur pieds.....	Forfait 400 €/an

Article 7

Toute semaine commencée est due.

Tous les droits compris dans les présents tarifs seront, à défaut de demande préalable d'autorisation, appliqués d'office à la 1^{ère} constatation de l'usage de la voie publique, pour les objets compris dans ce tarif, sans préjudice de la suite qui pourra être donnée aux Procès Verbaux et Contraventions qui auront été dressés par défaut d'autorisation.

Il est établi le principe de la précarité des autorisations de voirie, à toute époque, dans un intérêt public quelconque.

Chapitre 3 : Occupation liées à des fêtes foraines, cirques, activité commerciale temporaire, animations commerciales ou publicitaires

Article 8

Les droits de voirie du présent chapitre relèvent du service affaires générales et juridiques, pôle réglementation.

Article 9 : Vogues - Fêtes Foraines

Les tarifs des droits de place, concernant toutes les baraques foraines, manèges, tables ou bancs, caravanes, camions et voitures, perçus pour toute la durée de la fête, sont de :

↳ jusqu'à 5m2 (prix minimum)	10.5 €
↳ de 5 m2 à 10 m2.....	26 €
↳ par 5 m2 en plus	7.5 €

Article 10 : Evénements Divers

Pour l'année 2008, les théâtres, cinématographes de baraques quelconques, ainsi que tous les véhicules, caravanes, camions, voitures, paient **3 €** par mètre carré de surface occupée et par jour.

Les droits relatifs à l'autorisation d'occupation du domaine public accordée à un cirque s'élèvent à **100 euros** par jour. Les droits sont perçus de l'installation à la désinstallation, ils ne sont pas liés aux jours de représentation.

Chapitre 4 : TARIFS EMPLACEMENTS VENTE AMBULANTE

Article 11 :

Les droits de voirie du présent chapitre relèvent du service affaires générales et juridiques pôle réglementation.

Article 12 :

La liste des emplacements concernés est établie par arrêté du Maire.

Article 13 :

Le tarif est le suivant 2 € de l'heure. Le calcul est réalisé à la semaine et le paiement est semestriel.

Article 14 :

La demande est effectuée à l'année pour une périodicité définie. Le pétitionnaire est redevable de la somme qu'il ait été présent ou non. Seule la présentation d'un arrêt maladie pourra entraîner l'exonération des droits de voirie pour la période concernée.

De plus toute absence prolongée est susceptible d'entraîner la réaffectation de l'emplacement à un autre pétitionnaire. Dans ce cas et sauf à prouver que la Mairie d'Oullins était informée, cette réaffectation n'est pas susceptible d'ouvrir droit à indemnisation au titre d'un éventuel préjudice commercial.

CHAPITRE 5/ DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES OULLINOIS

Article 15 :

Les droits de voirie du présent chapitre relèvent du service affaires générales et juridiques, pôle marchés forains

Article 16 : Droits de place sur les marchés

Les tarifs des droits de place sur les marchés forains sont de :

- ✂ **1 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu au ticket,
- ✂ **18 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu par abonnement semestriel,

Un tarif réduit est appliqué pour les emplacements situés sur la rue de la République entre la place Anatole France et la rue Clément Désormes, et sur la rue Clément désormes.

- ✂ **0.70 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu au ticket,
- ✂ **12.6 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu par abonnement semestriel,

Article 17 :

La redevance journalière relative à la consommation d'électricité sur les marchés est de :

- ✂ **Abonnés : 37.5 €** par semestre.
- ✂ **Occasionnels : forfait de 2 €** par utilisateur, perçu à chaque marché.

CHAPITRE 6/ ELECTRICITE / COMMERCE NON SEDENTAIRES

Article 18 :

Dans l'hypothèse où un branchement électricité serait mis, l'occupant devra une participation forfaitaire de **1 €** par jour.

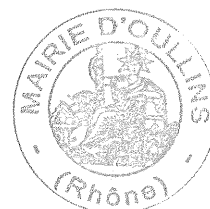
Article 19 :

Le Directeur Général des services, le Chef du Service des Affaires Administratives et Juridiques, le Receveur Placier Principal, chacun en ce qui le concerne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 18 décembre 2009

Le Sénateur-Maire d'Oullins

François-Noël BUFFET



REPUBLIQUE FRANCAISE

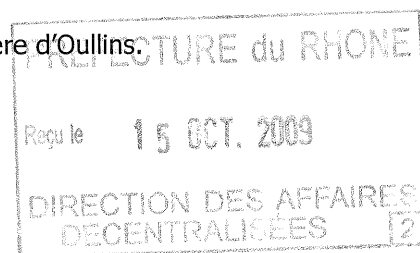
DEPARTEMENT DU RHÔNE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE

AFGE 09/191

OBJET : horaires, dérogation et circulation dans l'enceinte du cimetière d'Oullins.



Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le règlement du cimetière d'Oullins en date du 28 novembre 2008, portant sur les horaires d'ouverture et de fermeture du cimetière en période de la Toussaint.

ARRÊTE

Article 1 : Pendant la période de la Toussaint, du 28 octobre au 1^{er} novembre 2009 inclus, la circulation de véhicules dans l'enceinte du cimetière d'Oullins sera interdite.

Pourront déroger à cette interdiction :

- de 8h00 à 9h00, les fleuristes et marbriers pour livrer des fleurs.
- pendant toute la période, les fourgons funéraires, les véhicules techniques municipaux et les véhicules du service public.

Article 2 : Du 28 octobre au 1^{er} novembre 2009 inclus, le cimetière sera ouvert aux piétons sans interruption de 8h00 à 18h00.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général de la ville d'Oullins, le Chef du service des Affaires Générales, les Policiers Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Oullins, le 13 octobre 2009

Philippe LOCATELLI
L'adjoint-délégué aux affaires générales



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

AFGE 09/206

Objet : ARRETE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Sénateur-Maire d'Oullins ;

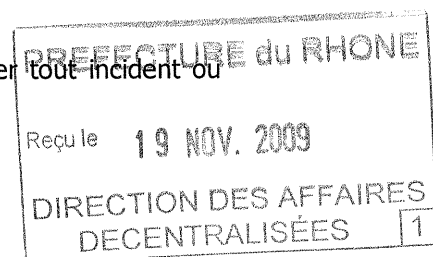
VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 16 décembre 2008 (D.08-117) relative aux tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

VU la demande de la boucherie Julien 23, rue Francisque Jomard à Oullins.

Considérant que pour faciliter le bon déroulement de l'évènement, et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes.

ARRÊTE



ARTICLE 1 : La présence d'un stand est autorisée le 8 décembre 2009 selon les modalités indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le 8 décembre 2009 le stand de la boucherie Julien, sera place de l'Hôtel de Ville de 18h00 à 22h00.

ARTICLE 3 : L boucherie Julien devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons, la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité,

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.



Fait à Oullins, le 16 novembre 2009
Philippe LOCATELLI
Adjoint délégué aux Affaires Générales

REPUBLIQUE FRANCAISE

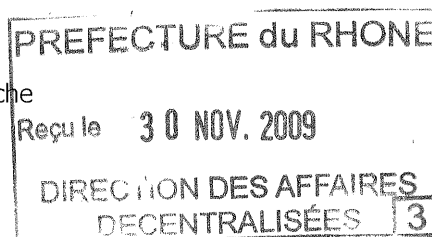
DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE

AFGE 09/213

Objet : Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche



Le Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les dispositions des articles L.3132-26 ; L.3132-27 et R.3132-21 du code du travail,

Vu la demande de Vêtements Charles relative à l'application de l'article précité du Code du Travail,

Vu la demande de Mondial Tissus Exploitation relative à l'application de l'article précité du Code du Travail,

Vu la demande de Z vêtements enfants relative à l'application de l'article précité du code du travail,

Vu la demande de l'enseigne 87 relative à l'application de l'article précité du code du travail,

Après consultation des organisations des employeurs et des salariés, à savoir : Confédération française démocratique du travail, Confédération française des travailleurs chrétiens, Confédération générale du travail, Force ouvrière, Confédération générale des petites et moyennes entreprises Groupement interprofessionnel Lyonnais

ARRETE

Article I :

Une autorisation d'ouverture exceptionnelle le dimanche est accordée selon les modalités visées aux articles suivants. Il est rappelé que la consultation des représentants du personnel de l'entreprise est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Article II :

Octroi dérogatoire à l'emploi de salariés pendant tout ou partie des journées des dimanches 13, 20 et 27 décembre 2009 pour les branches d'activités :

- commerce de textiles en magasin spécialisé ;
- commerce d'habillement en magasin spécialisé ;
- commerce de la chaussure ;

- commerce de la maroquinerie et d'articles de voyage ;
- commerce de livres en magasin spécialisés ;
- commerces d'optique ;
- commerce de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé,
- commerce d'articles de sports en magasin spécialisé ;
- commerce de vaisselle, et objets, mobilier en céramique, faïence, porcelaine et verrerie ;
- commerce de jeux et jouets en magasin spécialisé.
- Supérettes
- Supermarché
- Grands magasins – magasins populaires

Article III :

Chaque salarié ainsi privé du repos dominical bénéficiera :

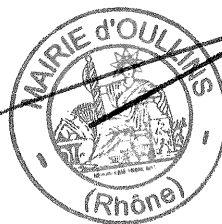
- d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente ;
- d'un repos compensateur équivalent en temps.

Article IV :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet du Rhône et à la Direction du Travail et de l'emploi; il sera affiché en Mairie.

Fait à Oullins, le 20 novembre 2009

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire



Accusé de réception en préfecture
069-216901496-20091223-CM09-08-AI
Date de signature : -
Date de réception : 23/12/2009
REPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE D'OULLINS (Département du Rhône)

CM/09-08

ARRETE DU MAIRE

OBJET : Délégation de signature à Monsieur Philippe LOCATELLI pour la période du 24 décembre 2009 au 3 janvier 2010 inclus

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

ARRETE

ARTICLE I

Monsieur Philippe LOCATELLI deuxième Adjoint, reçoit délégation pour signer tous les actes et documents relatifs au fonctionnement des services municipaux à la place de Monsieur François-Noël BUFFET, Maire, absent pour la période du 25 décembre 2009 à 0 heure au 3 janvier 2010 à 24 heures.

ARTICLE II

Le Directeur Général des Services de la ville d'Oullins et le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE III

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture du Rhône et porté au registre.

ARTICLE IV

Ampliation sera transmise à l'intéressée.

Fait à Oullins le 22 décembre 2009

Le Sénateur-Maire,

François-Noël BUFFET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE ET GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRE ET DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SOBECA, ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux ERDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1: Pour permettre des travaux ERDF et faciliter la circulation des véhicules, **le stationnement sera interdit gênant, Rue de la REPUBLIQUE au numéro 33, sur 15 mètres, du lundi 19 octobre 2009 au lundi 26 octobre 2009.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 7 jours avant le début du stockage les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : GRANDE RUE aux numéros 71-73, du lundi 19 octobre 2009 au lundi 26 octobre 2009 :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

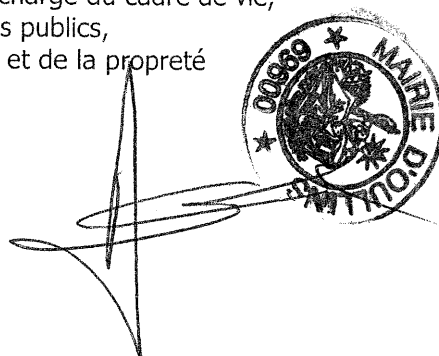
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SOBECA, ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 21 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 45

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise CHAZAL, 28 rue Lamartine – 69804 SAINT PRIEST ;

Considérant que pour faciliter l'élagage des arbres et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant sur l'ensemble du Square Marius Chardon, 69600 OULLINS, du mercredi 21 octobre 2009 au jeudi 22 octobre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue Pierre Sépard, au niveau du Square Marius Chardon, du mercredi 21 octobre 2009 au jeudi 22 octobre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,
La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra laisser le trottoir libre et ne devra pas stationner à cheval sur le trottoir afin de faciliter le passage des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CHAZAL, 28 rue Lamartine – 69804 SAINT PRIEST.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 01^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE ET GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE ET DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SOBECA, ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux ERDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1: Pour permettre des travaux ERDF et faciliter la circulation des véhicules, **le stationnement sera interdit gênant, Rue de la REPUBLIQUE au numéro 33, sur 15 mètres, du lundi 19 octobre 2009 au lundi 26 octobre 2009.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 7 jours avant le début du stockage les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : GRANDE RUE aux numéros 71-73, du lundi 19 octobre 2009 au lundi 26 octobre 2009 :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

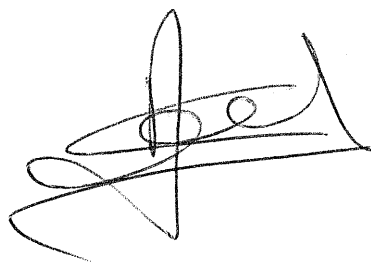
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SOBECA, ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 6 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **ENTRAXE, Route de Mornant – 69440 St Laurent d'Agny**;

Considérant que pour faciliter **la pose de vitrages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le jeudi 15 octobre 2009 de 7 heures à 18 heures Le stationnement sera interdit gênant:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le jeudi 15 octobre 2009 de 7 heures à 18 heures :

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Charton puis la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **ENTRAXE, Route de Mornant – 69440 St Laurent d'Agnay.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MEDIACO Z.I 19 route du Dôme BP33 69630 CHAPONOST**;

Considérant que pour faciliter **la pose de vitrages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le mercredi 14 octobre 2009 de 7 heures à 18 heures Le stationnement sera interdit gênant:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le mercredi 14 octobre 2009 de 7 heures à 18 heures :

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Charton puis la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **MEDIACO Z.I 19 route du Dôme BP33 69630 CHAPONOST.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VICTOR HUGO AU NUMERO 10

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **Monsieur DALMAIS Florent, 10 rue Victor HUGO - 69600 OULLINS**

Considérant que pour faciliter un déménagement et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue Victor HUGO au droit du numéro 10 le stationnement sera interdit gênant, le samedi 17 octobre 2009 de 8 heures à 19 heures,

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 10 rue Victor HUGO, 69600 OULLINS,** le samedi 17 octobre 2009 de 8 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : le samedi 17 octobre 2009 de 8 heures à 19 heures La rue Victor sera fermée à la circulation entre la rue Tupin et la rue de la Camille.

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Tupin puis la Grande Rue pour rejoindre la rue de la Camille

ARTICLE 4 : La collecte des ordures ménagères devra s'effectuée avant 8 heures.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur DALMAIS Florent, 10 rue Victor HUGO - 69600 OULLINS.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 6 ~~oct.~~ 2009.

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

GRANDE RUE AU NUMERO 93

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise LMTP, 8 rue du Puits Lacroix ZI – 42650 SAINT JEAN BONNEFONDS ;**

Considérant que pour faciliter **le changement des trappes sur chambre et une mise à niveau Télécom sous trottoir** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant suivant l'avancement des travaux, **GRANDE RUE au numéro 93**, sur 20 mètres, du mercredi 21 octobre 2009 au vendredi 30 octobre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation temporaire correspondant au chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **GRANDE RUE au numéro 93**, du mercredi 21 octobre 2009 au vendredi 30 octobre 2009 inclus:

La chaussée sera rétrécie.

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LMTP, 8 rue du Puits Lacroix ZI – 42650 SAINT JEAN BONNEFONDS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 8 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE LOUIS AUGUSTE BLANQUI

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchement d'eau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **Rue Louis Auguste Blanqui du numéro 38 au numéro 40, du lundi 19 octobre 2009 au mercredi 21 octobre 2009 inclus:**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

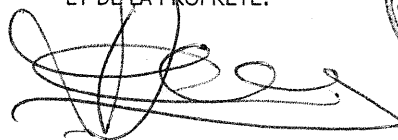
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 8 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DU BUISSET AU NUMERO 90

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de remblaiement, de branchements et de fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 90 rue du Buisset, du mercredi 14 octobre 2009 au vendredi 16 octobre 2009 inclus:**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue du Buisset, la circulation sera interdite entre la rue de la Sarrazine et la rue de la Camille dans le sens montant.

DEVIATION :

- Les véhicules emprunteront la rue Pasteur puis la rue Victor Hugo pour rejoindre la rue de la Camille.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

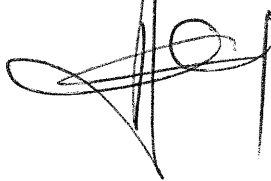
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 8 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PETIT REVOYET AU NUMERO 12 Bis

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de remblaiement, de branchements et de fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit et en face du numéro 12 Bis de la rue du Petit Revoyet**, du vendredi 16 octobre 2009 au mercredi 21 octobre 2009 inclus;

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU PETIT REVOYET au numéro 12 Bis, du vendredi 16 octobre au mercredi 21 octobre 2009 inclus :

- La circulation sera alternée
- La chaussée sera rétrécie
- La vitesse sera limitée à 30km/h

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés sans la zone des travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

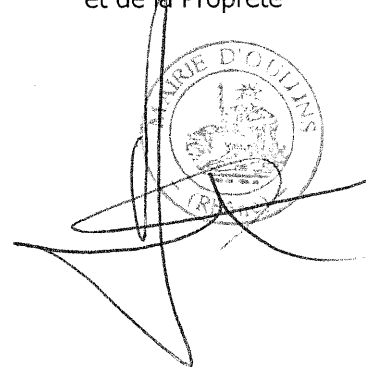
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONTS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 12 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD DE L'EUROPE DU NUMERO 44 AU NUMERO 1

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la mairie d' OULLINS ;

Considérant que pour faciliter **le bon déroulement de la collecte des encombrants** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, des deux cotés de la chaussée, boulevard de l'EUROPE du numéro 44 au numéro 49, le samedi 24 octobre 2009 de 6 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Samedi 24 octobre 2009 de 6 heures à 17 heures, boulevard de l'EUROPE entre le numéro 44 et le numéro 42:

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h,

ARTICLE 3 : Samedi 24 octobre 2009 de 6 heures à 17 heures boulevard de l' Europe entre le numéro 1 et le numéro 44, la circulation sera interdite dans le sens NORD → SUD.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique municipal.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 Octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DU PERRON ENTRE LE NUMERO 56 ET LE NUMERO 96

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la **Mairie d'Oullins, place Roger SALENGRO 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter la vente de plantes et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU PERRON** entre les numéros 56 et le numéro 96 coté pair, du mercredi 28 octobre 2009 au dimanche 1^{er} novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique de la ville devra mettre en place, 48 heures avant la date demandée les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE DU PERRON** entre les numéros 56 et le numéro 96, du mercredi 28 octobre 2009 au dimanche 1^{er} novembre 2009 de 7 heures à 19 heures :

La chaussée sera rétrécie

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique de la ville

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DU BUISSET AU NUMERO 90

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de remblaiement, de branchements et de fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 90 rue du Buisset, du lundi 26 octobre 2009 au vendredi 30 octobre 2009 inclus;**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue du Buisset, la circulation sera interdite entre la rue de la Sarrazine et la rue de la Camille dans le sens montant.

DEVIATION :

- Les véhicules emprunteront la rue Pasteur puis la rue Victor Hugo pour rejoindre la rue de la Camille.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

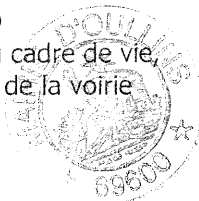
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 14 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

FÊTE DU 8 DECEMBRE

MARDI 8 DECEMBRE 2009

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE DE LA RUE DE LA CAMILLE AU BOULEVARD EMILE ZOLA, RUE VOLTAIRE,
RUE ETIENNE DOLET, RUE DU PERRON, RUE DU BUISSET

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486 ET VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la ville d'Oullins,**

Considérant que pour permettre le bon déroulement de **la Fête du 8 décembre, le mardi 8 décembre 2009** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : LE STATIONNEMENT SERA INTERDIT GENANT sauf véhicules autorisés:

- **Grande Rue**, de la rue du Perron à la rue Fleury le mardi 8 décembre 2009 de 14 heures à 24 heures.
- **Rue Etienne Dolet**, le mardi 8 décembre 2009 cotés pairs et impairs du numéro 10 à la Grande Rue de 14 heures à 24 heures.
- **Rue du Perron aux numéros 4-6 sur 10 mètres** le mardi 8 décembre 2008 12 heures à 24 heures.
- **Rue du Buisset** le mardi 8 décembre 2008 de 14 heures à 24 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des opérations les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LA CIRCULATION SERA INTERDITE Le mardi 8 décembre 2009 de 17 heures à 24 heures :

- **Grande Rue**:- Entre le boulevard Emile Zola et la rue Tupin dans le sens montant
- Entre la rue de la Camille et la rue Fleury dans le sens descendant
- **Rue Voltaire**, de la place Anatole France à la Grande Rue
- **Rue Etienne Dolet**, sauf aux taxis de la station "Hôtel de Ville" qui seront autorisés à remonter la rue Etienne Dolet à contre-sens.

Déviations :

- **SENS LYON – SAINT GENIS** : les véhicules emprunteront le boulevard Emile Zola, le boulevard de l'Yzeron, la rue du Buisset, la rue de la Camille et la rue Léon Bourgeois pour rejoindre la grande Rue.
- **SENS BRIGNAIS – LYON** : les véhicules emprunteront la rue de la Camille, la rue du Buisset, le boulevard Emile Zola, pour rejoindre la grande Rue.

Les véhicules venant des **rues Pasteur – Commune de Paris** et **Narcisse Bertholey** seront déviés par la rue Victor Hugo pour rejoindre la rue de la Camille;

ARTICLE 3 :-les véhicules venants de la rue de la Sarra seront obligés de tourner à gauche durant la fermeture de la grande Rue en laissant la priorité aux véhicules montants.

-les véhicules venants de la rue Tupin seront obligés de tourner à droite durant la fermeture de la grande Rue.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui leur seront accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **des Services Techniques de la ville d'Oullins**.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD DE L'YZERON ET RUE FERRER

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes – 38080 ISLE D'ABEAU ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de reprise de la conduite d'eau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Suivant l'avancement des travaux, le stationnement sera interdit gênant, sur le boulevard de l'Yzeron ainsi que sur la rue Ferrer du lundi 19 octobre 2009 au vendredi 20 novembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Boulevard de l'Yzeron et rue Ferrer et suivant l'avancement des travaux:

La circulation sera interdite, du lundi 19 octobre 2009 au vendredi 20 novembre 2009 inclus, sauf pour les riverains qui seront autorisés à circuler dans le sens EST --> OUEST.

DEVIATION: Les véhicules emprunteront le boulevard Emile Zola et le chemin du Buisset.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes – 38080 ISLE D'ABEAU.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 12

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **VEOLIA, rue des Sablières – 69660 COLLONGES AU MONT D'OR** ;

Considérant que pour faciliter **des travaux de pompage** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant rue Pierre Sémard au droit du numéro 12, le lundi 26 octobre 2009 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue Pierre Sémard au droit du numéro 12, le lundi 26 octobre 2009 de 7 heures à 19 heures :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra laisser le trottoir libre et ne devra pas stationner à cheval sur le trottoir afin de faciliter le passage des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **VEOLIA, rue des Sablières – 69660 COLLONGES AU MONT D'OR.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 67**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **COIRO, 42 chemin de Revaison – 69800 ST PRIEST ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, sur 30 mètres, du lundi 2 novembre 2009 au mardi 10 novembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, du lundi 2 novembre 2009 au mardi 10 novembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COIRO, 42 chemin de Revaison – 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DUBOIS CRANCÉ DE LA RUE PIERRE SEMARD A LA RUE LOUIS NORMAND**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69563 St Genis Laval ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'aménagement de passages surélevé** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant suivant l'avancement des travaux **rue Dubois Crancé**, sur 20 mètres des cotés pairs et impairs de part et d'autre des numéros 19 et 27, du lundi 19 octobre 2009 au vendredi 23 octobre 2009 inclus :

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue Dubois Crancé de la rue Pierre Sépard à la rue Louis Normand, du lundi 19 octobre 2009 au vendredi 23 octobre 2009 inclus :

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

Déviation:

- Les véhicules venants de la rue Pierre Sépard emprunteront la rue du Bac, l'avenue Jean Jaurès puis l'avenue des saules pour rejoindre la rue Dubois Crancé.
- Les véhicules venants de la rue Dubois Crancé emprunteront la rue Louis Normand puis l'avenue Jean Jaurès pour rejoindre la rue Pierre Sépard.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69563 St Genis Laval.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ambard', is written over a circular official stamp. The stamp features a central emblem with a sun and stars, surrounded by the text 'MAIRIE D'OULLINS' and two small stars.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DU PETIT REVOYET AU NUMERO 12

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la société E.T.T.P, ZAC de Chassagne 69360 TERNAY ;

Considérant que pour faciliter **des travaux pour un branchement ERDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **Rue du petit Revoyet au numéro 12**, du vendredi 30 octobre 2009 au vendredi 6 novembre 2009 inclus;

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **Rue du petit Revoyet au numéro 12**, du vendredi 30 octobre 2009 au vendredi 6 novembre 2009 inclus;

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée par des feux tricolores de chantier.

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

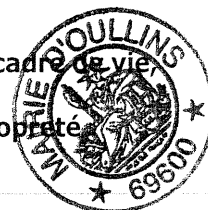
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société E.T.T.P, ZAC de Chassagne 69360 TERNAY

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2009

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LOUIS AULAGNE AU NUMERO 17**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **LMTP, 8 rue du puits Lacroix 42650 Saint Jean BONNEFONDS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux pour le compte de France Télécom** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue Louis Aulagne au numéro 17, 69600 Oullins, de part et d'autre sur 20 mètres, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE LOUIS AULAGNE** au numéro 17, 69600 Oullins, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus:

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **LMTP, 8 rue du puits Lacroix 42650 Saint Jean BONNEFONDS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA
PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LOUIS AULAGNE A SON INTERSECTION AVEC LA RUE JACQUARD**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **AJE espaces verts, 18 avenue Jean CAGNE, 69200 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux pour le compte du département du Rhône** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue Louis Aulagne 69600 Oullins, a son intersection avec la rue Jacquard, du jeudi 5 novembre 2009 au vendredi 6 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE LOUIS AULAGNE 69600 Oullins, a son intersection avec la rue Jacquard, du jeudi 5 novembre 2009 au vendredi 6 novembre 2009 inclus:

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle en vigueur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

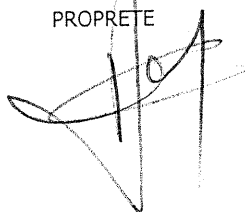
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **AIJE espaces verts, 18 avenue Jean CAGNE, 69200 VENISSIEUX.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA
PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE MARC SEGUIN

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, Rue Pierre Dupont – 69741 GENAS ;**

Considérant que pour faciliter **le renouvellement des branchements plomb de réseau d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE MARC SEGUIN**, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant la date demandée les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE MARC SEGUIN, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,
La circulation sera alternée et gérée soit de manière manuelle soit par des feux tricolores de chantier.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

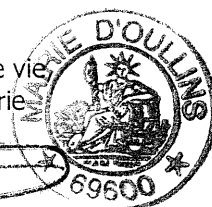
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SADE, Rue Pierre Dupont – 69741 GENAS.**

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **ACM Toiture, Montbranchier – 71800 GIBLES ;**

Et le

Considérant que pour faciliter **des travaux de toiture** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant rue Pierre Sépard au droit du numéro 31, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Pour permettre le déchargement de matériel entre le 2 novembre 2009 et le 13 novembre 2009, rue donnant accès sur le Quai de l'Yzeron entre le 29 et le 31 de la Rue Pierre Sépard :

La rue sera barrée pendant le déchargement.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra laisser le trottoir libre et ne devra pas stationner à cheval sur le trottoir afin de faciliter le passage des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **ACM Toiture, Montbranchier – 71800 GIBLES**.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la société **SERPOLLET.COM, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX** ;

Considérant que pour faciliter **des travaux de tirage de fibre optique** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Suivant l'avancement des travaux sur la Grande Rue, du lundi 9 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus de 22 heures à 6 heures:

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,

ARTICLE 2 : Les feux tricolores des intersections de rues pourront être mis au clignotant à la seule demande de l'entreprise auprès du Service Gestion du Trafic du Grand Lyon au numéro de téléphone 04.69.64.51.70 ou au numéro de fax 04.78.69.13.38.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société **SERPOLLET.COM, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE MARCEAU FACE AUX NUMEROS 32 ET 34

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **SERPOLLET.COM, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX** ;

Considérant que pour faciliter **des travaux de tirage de fibre optique** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE MARCEAU face aux numéros 32 et 34, du lundi 9 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus de 7 heures à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant la date demandée les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE MARCEAU face aux numéros 32 et 34, du lundi 9 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus de 7 heures à 18 heures :**

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **SERPOLLET.COM, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VICTOR HUGO AU NUMERO 12

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **Madame STAUBER Julie, 3 rue de la République - 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter un déménagement et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue Victor HUGO au droit du numéro 12 le stationnement sera interdit gênant, le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 12 rue Victor HUGO, 69600 OULLINS,** le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures La rue Victor sera fermée à la circulation entre la rue Tupin et la rue de la Camille.

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Tupin puis la Grande Rue pour rejoindre la rue de la Camille

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame STAUBER Julie, 3 rue de la République - 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 29 octobre 2009.

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Christian Ambard'. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp features a central emblem with a figure, surrounded by the text 'MAIRIE D'OULLINS' at the top and '69600' at the bottom, with small stars on either side.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE CLEMENT DESORMES

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **l'entreprise APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69230 Saint-Genis-Laval ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de réfection de voirie** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Rue Clément DESORMES, du jeudi 5 novembre 2009 14 heures au lundi 9 novembre 2009 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation temporaire correspondant au chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue Clément DESORMES du jeudi 5 novembre 2009 14 heures au lundi 9 novembre 2009 19 heures.

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue de la Camille, la rue du Buisset, la rue de la Sarrazine, la rue Pasteur, la rue Voltaire puis la Place Anatole France pour rejoindre la rue de la République.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

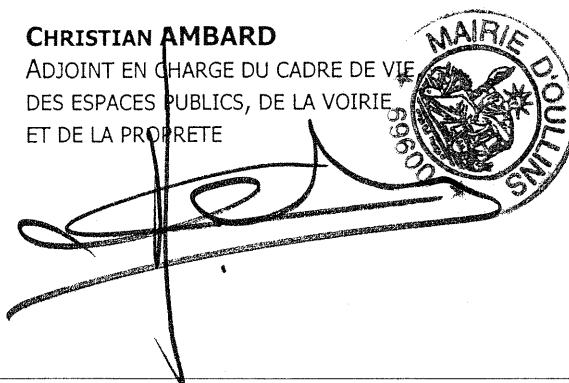
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69230 Saint-Genis-Laval.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Oullins in the center, surrounded by the text "MAIRIE D'OULLINS" at the top and "69600" at the bottom.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE FRANCISQUE JOMARD ANGLE AVENUE DU GENERAL DE GAULLE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de remblaiement, de branchements et de fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit de la rue Francisque Jomard angle boulevard du Général de Gaulle, du vendredi 13 novembre 2009 au lundi 16 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: RUE FRANCISQUE JOMARD ANGLE BOULEVARD DU GENERAL DE GAULLE, du vendredi 13 novembre 2009 au lundi 16 novembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 ST FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 2 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

AVENUE DU GENERAL DE GAULLE ENTRE LE NUMERO 42 ET LE NUMERO 38

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise MILLON S.A., 9 rue E. Hénaff, BP 534, 69636 VENISSIEUX Cédex** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de grutage** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit du boulevard du Général de Gaulle entre les numéros 42 et 38 des deux côtés de la chaussée**, le lundi 16 novembre 2009 de 9 heures à 16 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AU DROIT DU BOULEVARD DU GENERAL DE GAULLE ENTRE LES NUMEROS 42 ET 38 DES DEUX COTES DE LA CHAUSSEE :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

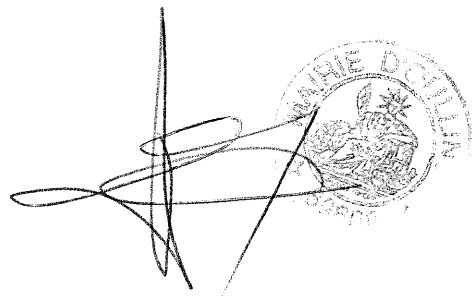
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise MILLON S.A., 9 rue E. Hénaff, BP 534, 69636 VENISSIEUX Cédex.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 2 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Christian Ambard'. To the right of the signature is a circular official seal. The seal features a central emblem, possibly a coat of arms, surrounded by the text 'MAIRIE D'OULLINS' at the top and '69636' at the bottom.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

AVENUE DU GENERAL DE GAULLE ENTRE LE NUMERO 42 ET LE NUMERO 38

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise MILLON S.A., 9 rue E. Hénaff, BP 534, 69636 VENISSIEUX Cédex** pour le compte de Veolia eau;

Considérant que pour faciliter **des travaux de grutage** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **au droit du boulevard du Général de Gaulle entre les numéros 42 et 38 des deux côtés de la chaussée**, le lundi 9 novembre 2009 de 9 heures à 16 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AU DROIT DU BOULEVARD DU GENERAL DE GAULLE ENTRE LES NUMEROS 42 ET 38 DES DEUX COTES DE LA CHAUSSEE :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

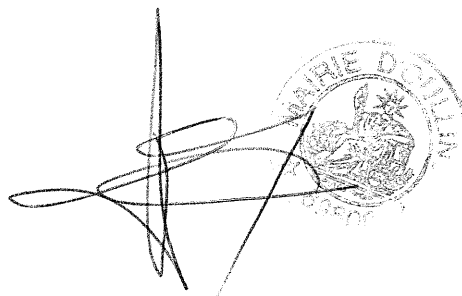
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **l'entreprise MILLON S.A., 9 rue E. Hénaff, BP 534, 69636 VENISSIEUX Cédex.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 2 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Christian Ambard'. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE D'OULLINS' at the top and '69636' at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms featuring a crown on top, a shield with various symbols, and a banner below it.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS**ARRÊTE DU MAIRE**

Objet : **MARCHES DU MARDI ET DU JEUDI**
PLACE ANATOLE FRANCE ET RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE PERMANENT SUR VOIRIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la signalisation routière ;

Considérant que pour faciliter le bon déroulement du marché de la place Anatole FRANCE, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté du Maire n° AV/2008-314 du 25 novembre 2008.

ARTICLE 2 : Marché du Mardi :

L'emprise du marché est délimitée comme suit :

- place Anatole FRANCE : pendant la durée du marché de 0 heure à 14 heures 15, la circulation et le stationnement sont interdits aux véhicules particuliers et résidents de la place.

Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à stationner sur la place Anatole FRANCE de 5 heures à 13 heures uniquement. En dehors de ce créneau horaire, tout contrevenant sera verbalisé.

- rue Clément DESORMES : la circulation et le stationnement sont interdits dans sa totalité de 0 heure à 14 heures 15.

- rue de la REPUBLIQUE : la circulation et le stationnement sont interdits entre la place Anatole FRANCE et la rue MARCEAU, de 0 heure à 14 heures 15.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 3 : Marché du Jeudi :

L'emprise du marché est délimitée comme suit :

- place Anatole FRANCE - rue de la REPUBLIQUE (de la place Anatole FRANCE à la rue MARCEAU) : pendant la durée du marché de 0 heure à 14 heures 15, la circulation et le stationnement sont interdits aux véhicules particuliers et résidents.

Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à stationner sur la place Anatole FRANCE et la rue de la REPUBLIQUE (entre la place Anatole FRANCE et la rue MARCEAU) de 5 heures à 13 heures uniquement. En dehors de ce créneau horaire, tout contrevenant sera verbalisé.

- rue Clément DESORMES : la circulation et le stationnement sont interdits dans sa totalité de 0 heure à 14 heures 15.
- rue de la REPUBLIQUE : la circulation et le stationnement sont interdits entre la place Anatole FRANCE et la rue MARCEAU, de 0 heure à 14 heures 15.

Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à emprunter la rue de la REPUBLIQUE dans le sens rue MARCEAU en direction de la place Anatole FRANCE de 4 heures 50 à 14 heures 10.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

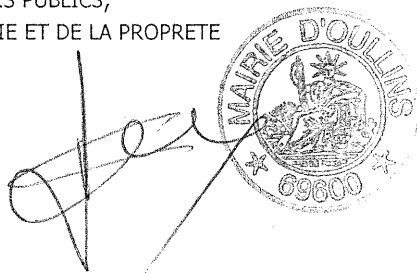
ARTICLE 4 : Les articles 2, 3 et 4 ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur par le service Voirie du GRAND LYON.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD DE L'YZERON ENTRE LA RUE FERRER ET LE CHEMIN DU BUISSET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes – 38080 ISLE D'ABEAU ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de reprise de la conduite d'eau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur le boulevard de l'Yzeron, entre la rue Ferrer et le chemin du Buisset, du lundi 16 novembre 2009 au lundi 14 décembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Boulevard de l'Yzeron entre la rue Ferrer et le chemin du Buisset:

La circulation sera interdite, du lundi 16 novembre 2009 au lundi 14 décembre 2009 inclus.

DEVIATION: Les véhicules emprunteront la rue Ferrer.

ARTICLE 3 : en cas d'inondations le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions afin que le chantier soit visible et les tranchées devront être refermées pour les fins de semaines.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes – 38080 ISLE D'ABEAU.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

CHEMIN DU BUISSET ENTRE LE BOULEVARD DE L'YZERON ET LA RUE FERRER

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes – 38080 ISLE D'ABEAU ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de reprise de la conduite d'eau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur le chemin du Buisset, entre la rue Ferrer et le boulevard de l'Yzeron, du lundi 30 novembre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : chemin du Buisset, entre la rue Ferrer et le boulevard de l'Yzeron, du lundi 30 novembre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus:

La circulation sera interdite.

DEVIATION: Les véhicules emprunteront la rue Ferrer.

ARTICLE 3 : En cas d'inondations le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions afin que le chantier soit visible et les tranchées devront être refermées pour les fins de semaines.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

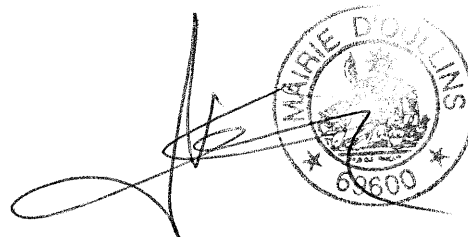
ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SPIE, 2 rue des Sayes, 38080 ISLE D'ABEAU.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Christian Ambard', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE D'OULLINS' at the top and '69600' at the bottom, with a small emblem in the center.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE
ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MERCIER MANUTENTION, rue des Monts d'Or, ZA les Folliouses, 01700 MIRIBEL LES ECHETS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux pour la médiathèque** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE DE LA REPUBLIQUE, entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le lundi 30 novembre 2009 de 7 heures 30 à 16 heures 30.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 :

Le lundi 30 novembre 2009 de 7 heures 30 à 16 heures 30 :

La circulation sera interdite, RUE DE LA REPUBLIQUE, entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne ;

DEVIATION :

Les véhicules emprunteront la rue Charton, puis la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

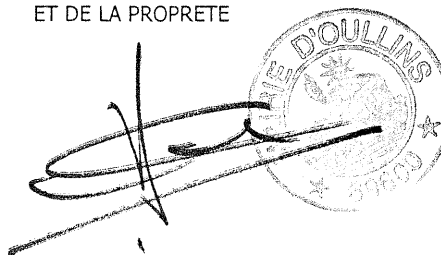
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **MERCIER MANUTENTION, rue des Monts d'Or, ZA les Folliouses, 01700 MIRIBEL LES ECHETS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "VILLE D'OULLINS" at the top and "2009" at the bottom, with a small emblem in the center. The signature is a stylized, cursive script.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE
ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la société **CERNIAUT S.A.S., 4 chemin de l'Industrie, ZAC du Paisy, 69570 DARDILLY ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux pour la médiathèque** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE DE LA REPUBLIQUE, entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, du mercredi 25 novembre 2009 au vendredi 27 novembre 2009 de 7 heures 30 à 16 heures 30.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 :

Du mercredi 25 novembre 2009 au vendredi 27 novembre 2009 de 7 heures 30 à 16 heures 30 :
La circulation sera interdite RUE DE LA REPUBLIQUE, entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne ;

DEVIATION :

Les véhicules emprunteront la rue Charton, puis la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

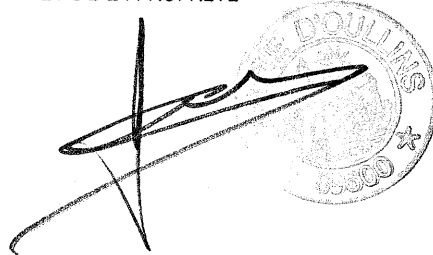
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **CERNIAUT S.A.S., 4 chemin de l'Industrie, ZAC du Paisy, 69570 DARDILLY.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "VILLE D'OULLINS" at the top and "69500" at the bottom, with a small star on the right side. The signature is a stylized, cursive script.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DUBOIS CRANCE DE LA RUE PIERRE SEMARD A LA RUE LOUIS NORMAND**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69563 St Genis Laval ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'aménagement de passages surélevé** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant suivant l'avancement des travaux **rue Dubois Crancé**, sur 20 mètres des cotés pairs et impairs de part et d'autre des numéros 19 et 27, le jeudi 19 novembre 2009:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue Dubois Crancé de la rue Pierre Sépard à la rue Louis Normand, le jeudi 19 novembre 2009:

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

Déviation:

- Les véhicules venants de la rue Pierre Sépard emprunteront la rue du Bac, l'avenue Jean Jaurès puis l'avenue des saules pour rejoindre la rue Dubois Crancé.
- Les véhicules venants de la rue Dubois Crancé emprunteront la rue Louis Normand puis l'avenue Jean Jaurès pour rejoindre la rue Pierre Sépard.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

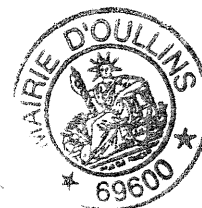
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **APPIA, 90 rue des Sources BP 13 – 69563 St Genis Laval.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 67**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, sur 30 mètres, du lundi 2 novembre 2009 au mardi 10 novembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, du lundi 30 novembre 2009 au vendredi 04 décembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 19 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise SARL MALON, ZA les Meunières II, BP 45 – 38261 La Côte St André cedex ;**

Considérant que pour faciliter **la mise en place d'un véhicule nacelle** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, du 30 novembre 2009 au 04 décembre 2009 de 7 heures à 17 heures :

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

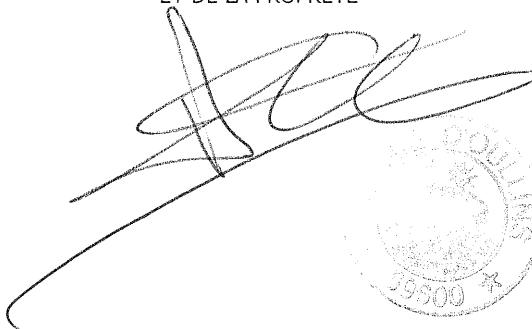
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SARL MALON, ZA les Meunières II, BP 45 – 38261 La Côte St André cedex.**

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 20 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ambard', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MUNICIPALITE D'OULLINS' around the perimeter and '39500' at the bottom, with a small star symbol.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 81**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **COIRO, 42 chemin de Revaison – 69800 ST PRIEST ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement GAZ** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE DE LA REPUBLIQUE au droit du numéro 81, sur 20 mètres, des deux côtés de la rue, du vendredi 4 décembre 2009 au samedi 12 décembre 2009 inclus, excepté le mardi 01 décembre et le jeudi 3 décembre 2009, jours de marché.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA REPUBLIQUE au droit du numéro 81, du vendredi 4 décembre 2009 au samedi 12 décembre 2009 inclus, excepté le mardi 01 décembre et le jeudi 3 décembre 2009, jours de marché:

- La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : le mardi 01 décembre et le jeudi 3 décembre 2009, jours de marché, les ouvertures réalisées dans la chaussée ou sur les trottoirs devront être obstruées par des moyens adaptés pour permettre la circulation des usagers dans la rue.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COIRO, 42 chemin de Revaison – 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 67**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, sur 30 mètres, du lundi 30 novembre 2009 au vendredi 04 décembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, du lundi 30 novembre 2009 au vendredi 04 décembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
ANGLE DES RUES ORCEL ET GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de revaison – 69800 Saint-Priest;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner, GRANDE RUE, sur le trottoir Est, au Nord de la rue ORCEL, ainsi que dans la rue ORCEL, à cheval sur trottoir Nord, sur 30ml à l'Est de la GRANDE RUE, le jeudi 26 novembre 2009.

ARTICLE 2 : A aucun moment la circulation dans la rue ORCEL ne devra être interrompue.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de revaison – 69800 Saint-Priest.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

PLACE ANATOLE FRANCE AU NUMERO 1

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SITA MOS - MEDISITA 200, Avenue Francis de Pressensé 69200 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **une opération de collecte des seringues usagées le samedi 12 décembre 2009 matin** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **PLACE ANATOLE France à Oullins, en face du n°1 sur 3 places de stationnement en épis, du vendredi 11 décembre 2009 à 18 heures au samedi 12 décembre 2009 à 12 heures 30.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule de l'entreprise SITA MOS - MEDISITA sera placé en stationnement autorisé **PLACE ANATOLE France à Oullins, en face du n°1 sur 3 places de stationnement en épis, le samedi 12 décembre 2009 de 7 heures 30 à 12 heures 30.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

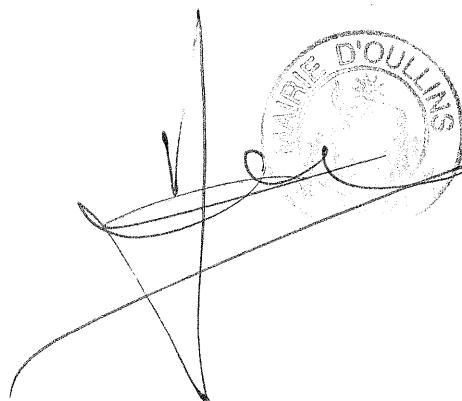
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence des **services techniques de la Ville d'OULLINS – Hôtel de Ville –BP 87 – 69923 OULLINS cedex.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 30 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE D'OULLINS" around a central emblem. The signature is a stylized, cursive script that crosses the stamp.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE TUPIN FANCE AU NUMERO 10

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de Monsieur et Madame **MAZERES Laurent, 10 rue TUPIN, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **une opération de chargement de gravats le vendredi 11 décembre et le lundi 14 décembre** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : La rue TUPIN sera barrée à la circulation, **le vendredi 11 décembre 2009 et le lundi 14 décembre 2009, au droit du numéro 10,**

Le pétitionnaire mettra en place une déviation, par les rues Victor HUGO et rue de la CAMILLE.

ARTICLE 2 : Le véhicule du pétitionnaire sera autorisé à stationner **dans la voie de circulation, rue TUPIN, au droit du n°10, le vendredi 11 décembre 2009 et le lundi 14 décembre 2009.**

ARTICLE 3 : La rue TUPIN sera mise en double sens pour permettre l'accès aux propriétés riveraines
L'accès aux propriétés riveraines devra rester libre en permanence.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

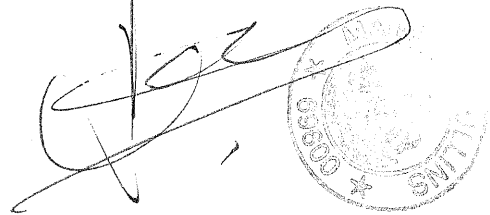
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de Monsieur et Madame **MAZERES Laurent, 10 rue TUPIN, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 30 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ambard', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Mairie d'Oullins' and '69600 OULLINS' around a central emblem.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES TRAVAUX D'URGENCE ET DE MAINTENANCE EFFECTUES PAR
LES SERVICES URBAINS**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins;

Vu les articles L 2212-1, L 2213-1 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la Route notamment les articles R217 à R219-4 et R225,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de la délégation générale aux services urbains et à la proximité de la Communauté Urbaine de Lyon en date du **30 novembre 2009**,

Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du **11 décembre 2009** pour les voies départementales situées sur la commune d'Oullins,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter les missions de services publics des services urbains du Grand Lyon ainsi que les entreprises agissantes pour son compte, sur les voies publiques de la commune d'Oullins,

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, la réglementation de la circulation et du stationnement sur l'ensemble de voies communales relève du pouvoir de police du Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers, du personnel et de prévoir les accidents de circulation pendant la période des travaux,

ARRETONS

ARTICLE 1 : La signalisation temporaire sera mise en place conformément à la législation en vigueur, par le Grand Lyon ou par les entreprises agissantes pour son compte.

ARTICLE 2 : A partir du 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2010, les véhicules du Grand Lyon et de ses entreprises adjudicataires assurant une mission de service public, sont autorisés à stationner et à réduire le nombre de voie de circulation sans l'interrompre, pour effectuer des interventions ponctuelles d'une durée inférieure à 24 heures (type intervention de voirie comme la mise en place d'arrêtés, la réfection de tranchée, le rebouchage de nid de poule), des chantiers mobiles d'une durée inférieures à 48 heures pour effectuer des interventions de maintenances, de contrôle ou d'entretien des réseaux d'assainissement, de collecte, de nettoyage ou d'ébouage.

ARTICLE 3 : Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux, ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

(.../...)

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché minimum 48 heures avant le début du chantier et le pétitionnaire devra contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 5 : En dehors des heures de pointe, les services urbains du Grand Lyon et ses entreprises adjudicataires sont autorisés à ralentir ou interrompre momentanément la circulation, afin de manœuvrer les véhicules d'intervention ou de réaliser une intervention d'urgence (déboucher une conduite obstruée provoquant une mise en charge des réseaux, nettoyage de la chaussée après un accident, boucher un nid de poule, etc...).

Le véhicule d'intervention devra pouvoir être déplacé à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que l'accès éventuel des véhicules de sécurité, d'incendie.

Les agents chargés de l'exécution des travaux pour le compte du demandeur devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la Route et à toutes injonctions des forces de Police Municipale ou Nationale.

ARTICLE 6 : Toute intervention nécessitant la mise en place d'un balisage de chantier avec d'autres prescriptions particulières que celles citées aux articles 2,3,4, et 5 (limitation de vitesse, déviation, etc...) devra faire l'objet d'une demande d'arrêté spécifique.

ARTICLE 7 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

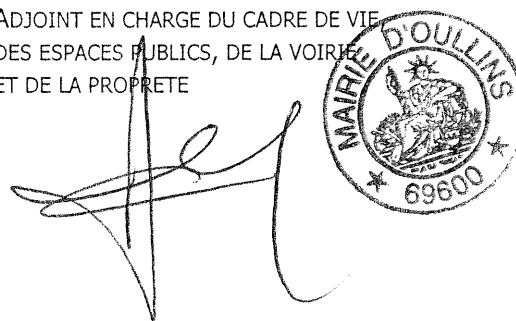
ARTICLE 8 : Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine- Délégation générale des services – Direction de l'eau,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement du Rhône
- Monsieur le Lieutenant Colonel commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône
- Monsieur le Directeur du Service Incendie et Secours
- Monsieur l'Ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale de l'Equipement
- Messieurs les Gardiens de Police Municipale.

FAIT À OULLINS, le 11 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **ACM Toiture, Montbranchier – 71800 GIBLES ;**

Et le

Considérant que pour faciliter **des travaux de toiture** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner dans la voie circulation nord, devant le 31 de la rue Pierre SEMARD, ainsi que sur les quais à l'arrière du 31 de la rue Pierre SEMARD, du lundi 7 Décembre 2009 de 7 heures à 19 heures.

La chaussée sera rétrécie et la vitesse limité à 30km/h

ARTICLE 2 : Pour permettre le déchargement de matériel lundi 7 Décembre 2009, rue donnant accès sur le Quai de l'Yzeron entre le 29 et le 31 de la Rue Pierre Sépard :

La rue sera barrée pendant le déchargement.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra laisser le trottoir libre et ne devra pas stationner à cheval sur le trottoir afin de faciliter le passage des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

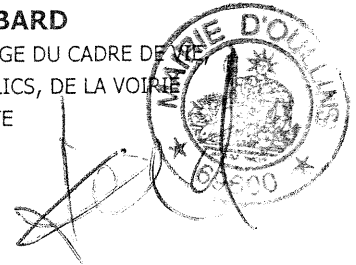
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 02 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PASTEUR EN FACE DES NUMEROS 52-58

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SA BUTY, 45 rue Paul et Marc Barbezat, BP236, 69152 DECINES ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'étanchéité** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit et réservé au pétitionnaire sur 30 ml, rue Pasteur en face des numéros 52-58, le vendredi 18 Décembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Des panneaux qui inviteront les piétons à passer en face seront installés par le pétitionnaire à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SA BUTY, 45 rue Paul et Marc Barbezat, BP236, 69152 DECINES.**

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

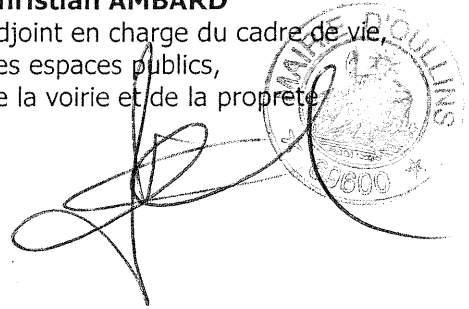
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 08 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SARL MALON, ZA les Meunières II, BP 45 – 38261 La Côte St André cedex** ;

Considérant que pour faciliter la mise en place d'un véhicule nacelle et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, du 7 décembre 2009 au 11 décembre 2009 de 7 heures à 17 heures :

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SARL MALON, ZA les Meunières II, BP 45 – 38261 La Côte St André cedex.**

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 04 décembre 2009

FRANCOIS-NOEL BUFFET
SENATEUR - MAIRE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 67**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, sur 30 mètres, 1 journée entre le lundi 14 décembre 2009 au vendredi 18 décembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 67, 1 journée entre le lundi 14 décembre 2009 au vendredi 18 décembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 08 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD EMILE ZOLA, AU NUMERO 6**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de réfection de branchement d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Bvd Emile ZOLA, au droit du numéro 6, côté nord sur 30 mètres et coté sud sur 10 mètres, le mercredi 16 décembre.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : Bvd Emile ZOLA, au droit du numéro 6, le mercredi 16 décembre:

La chaussée sera rétrécie, la circulation sera interdite dans la voie de circulation sud, la voie de circulation nord sera déviée sur le stationnement libéré à cet effet, la vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 08 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 96**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS**;

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite dans une des deux voies de circulation, suivant l'avancement du chantier, avenue Jean JAURES, au droit du numéro 96. Un alternat par feu tricolore sera mis en place par le pétitionnaire pour la durée du chantier, du lundi 21 décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 2 : Avenue Jean JAURES au droit du numéro 96, du lundi 21 décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 inclus:

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE, 19 rue de Fos-sur-Mer – 69190 Saint-FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 08 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by several vertical strokes.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PERRON ET RUE JACQUARD**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SOGETREL, 50 rue Jean ZAY, Bâtiment J – 69800 Saint-PRIEST;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de pose de fibre optique** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite dans la voie de circulation extérieure du giratoire situé à l'intersection de la rue du Perron et de la rue Jacquard, suivant l'avancement du chantier. Un alternat manuel par panneaux K10 sera mis en place par le pétitionnaire pour la durée du chantier, du jeudi 10 décembre 2009 au vendredi 11 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 2 : Dans le carrefour giratoire situé à l'intersection de la rue du Perron et de la rue Jacquard, du jeudi 10 décembre 2009 au vendredi 11 décembre 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 08 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 8**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel du 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **LC2, ZI – 114 Chemin du Crouloup – 69650 QUINCIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de déconstruction intérieure au laboratoire Latour** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : LE STATIONNEMENT SERA INTERDIT sur 30 ml, côté nord, en face du numéro 8 de la rue Pierre Sépard, du lundi 21 Décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 2 : LE CAMION BENNE SERA PLACE EN STATIONNEMENT AUTORISE sur la voie de circulation, côté sud, devant le numéro 8 de la rue Pierre Sépard, du lundi 21 Décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : LA CIRCULATION SERA INTERDITE dans la voie sud au droit du numéro 8 de la rue Pierre Sépard.

ARTICLE 4 : LA CIRCULATION SERA DEVIEE sur le stationnement libéré à cet effet du lundi 21 Décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, is written over a circular official stamp. The stamp is from the Municipality of Oullins, featuring a central emblem and the text "MAIRIE OULLINS" and "SNITMO" around the perimeter.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PASTEUR EN FACE DES NUMEROS 52-58

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise Etanchéité Service, 29 chemin de Chiradie, 69530 BRIGNAIS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'étanchéité** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit et réservé au pétitionnaire sur 30 ml, rue Pasteur en face des numéros 52-58, le mercredi 16 Décembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Des panneaux qui inviteront les piétons à passer en face seront installés par le pétitionnaire à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise Etanchéité Service, 29 chemin de Chiradie, 69530 BRIGNAIS.**

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

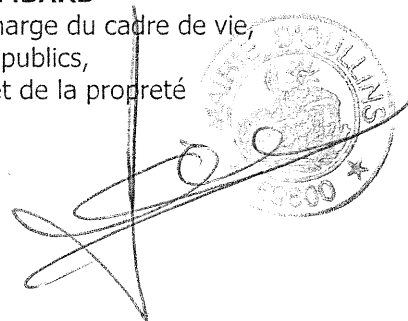
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 11 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD EN FACE DES NUMEROS 33 ET 35

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **la Direction de l'Eau du Grand LYON, GUILLET ET CLAVEL, 6A rue de la Chapelle d'Yours BP 13, 69540 IRIGNY ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de création de grille d'eaux pluviales** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite, rue Pierre SEMARD, au droit des numéros 33 et 35, voie Sud, du lundi 04 janvier au vendredi 08 janvier 2010 de 7 heures à 17 heures.

La circulation dans la voie de tourne à gauche sera interdite dans le sens Est/Ouest,

La circulation de la voie Sud sera déviée dans la voie centrale (tourne à gauche), où la circulation se fera dans le sens Ouest/Est.

ARTICLE 2 : Les voies de circulation seront matérialisées par des balises K5a.

La zone de chantier devra être matérialisée par des barrières afin d'éviter tout accès au chantier par des piétons.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Direction de l'Eau du Grand LYON, GUILLET ET CLAVEL, 6A rue de la Chapelle d'Yours BP 13, 69540 IRIGNY.**

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

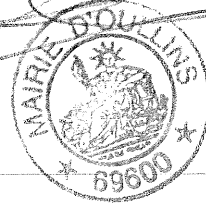
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 16 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

DIVERSES RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'ensemble paroissial d'OULLINS et de PIERRE BENITE, 22 rue Voltaire, 69600 OULLINS;**

Considérant que pour faciliter **la circulation d'un convoi d'animaux** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 :

Le pétitionnaire sera autorisé à faire circuler les animaux, le jeudi 24 décembre de 15 heures 30 à 17 heures 00 :

- rue du Dr Albert SCHWEITZER
- rue Edouard VAILLANT
- rue Max DORMOY.

Le convoi composé d'animaux, sera autorisé à circuler, le jeudi 24 décembre 2009 de 20 heures à 21 heures, sur les voies suivantes :

- rue Max DORMOY, entre la rue Henri BARBUSSE et la rue AMPERE
- rue AMPERE, entre la rue Max DORMOY et la rue JACQUARD
- rue JACQUARD, entre la rue AMPERE et la rue PERRON
- rue CHARTON, entre la rue PERRON et la rue Jean MACE
- rue FLEURY, de la rue CHARTON à la GRANDE RUE
- GRANDE RUE, de la rue FLEURY au Passage de la Ville
- Place Anatole France.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

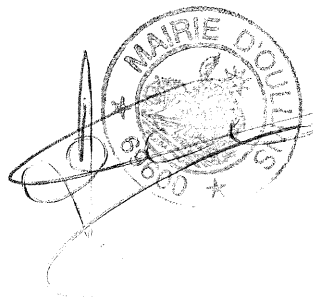
ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 21 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise LEDI Etanchéité, 18 rue, Louis SAILLANT, 69120 VAULX EN VELIN ;**

Considérant que pour faciliter **la mise en place d'un véhicule nacelle** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, du 22 décembre 2009 au 23 décembre 2009 de 7 heures à 17 heures inclus:

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: une déviation sera mise en place par le pétitionnaire par la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 2 : L'accès aux propriétés riveraines devra être maintenu.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

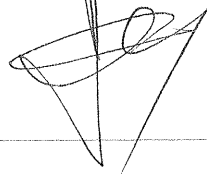
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LEDI Etanchéité, 18 rue, Louis SAILLANT, 69120 VAULX EN VELIN.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 18 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

GRANDE RUE AU DROIT DU NUMEROS 73

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux Branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **GRANDE RUE, des deux côté de la rue, au droit du n° 73, sur 15 ml, du mardi 5 janvier 2010 au vendredi 8 janvier 2010 inclus de 7 heures à 18 heures.**

La zone de chantier devra être matérialisée par des barrières.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant la date demandée les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **GRANDE RUE, des deux côté de la rue, au droit du n° 73, sur 15 ml, du mardi 5 janvier 2010 au vendredi 8 janvier 2010 inclus de 7 heures à 18 heures.**

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner dans la voie circulation pour des opérations de chargement et de déchargement de matériaux.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

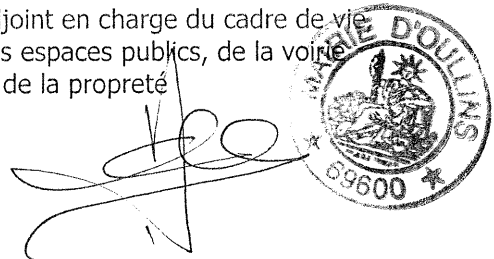
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, 69600 VENISSIEUX.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

GRANDE RUE AU NUMEROS 62

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **la société AMA, 370 rue Nationale, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE ;**

Considérant que pour faciliter **des réfections de travaux** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera autorisé, à cheval sur le trottoir, **GRANDE RUE**, côté Nord-Ouest, **au numéro 62**, pour les opération d'évacuation de gravas des travaux de réfection, du lundi 21 décembre 2009 au jeudi 24 décembre 2009 de 8 heures à 18 heures 30, du 28 décembre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 de 8 heures à 18 heures 30 et le lundi 4 janvier 2010 de 8 heures à 18 heures 30.

ARTICLE 2 : Des panneaux, qui inviteront les piétons à passer en face, seront installés par le pétitionnaire à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

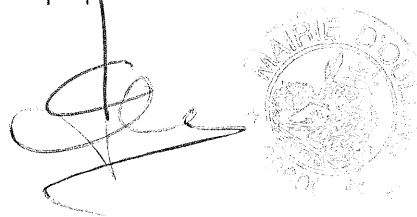
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **la société AMA, 370 rue Nationale, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'C. Ambard', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE D'OULLINS' around the top and '69400' at the bottom, with a central emblem.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE ENTRE LA RUE CHARTON ET LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **ENTRAXE, Route de Mornant – 69440 St Laurent d'Agny**;

Vu la demande de l'entreprise **CORNEVIN, 65 quai Joseph GILLET – 69004 LYON**;

Considérant que pour faciliter **le chargement et le déchargement de matériaux** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne, le jeudi 07 janvier 2010 et le vendredi 08 janvier 2010 de 7 heures à 18 heures

LA CIRCULATION SERA INTERDITE

DEVIATION: les véhicules emprunteront la rue Charton puis la rue Parmentier pour rejoindre la rue Louis Aulagne

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner dans la voie de circulation, **rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne**, le jeudi 07 janvier 2010 et le vendredi 08 janvier 2010 de 7 heures à 18 heures

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

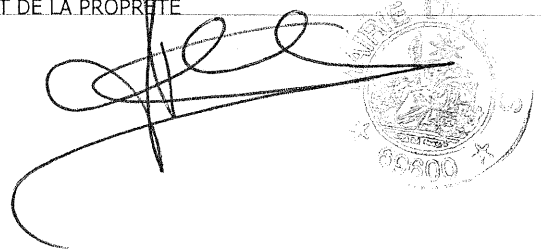
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence des entreprises **ENTRAXE, Route de Mornant – 69440 St Laurent d'Agnay et CORNEVIN, 65 quai Joseph GILLET – 69004 LYON**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be 'C. Ambard', written over a circular official seal. The seal features a central emblem and the text 'VILLE D'OULLINS' and '69800' around the perimeter.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

PARKING DE LA GARE, A L'EST DE LA RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **CARI MAZZA, 12 chemin du Tronchon – 69410 Champagne au Mont d'Or**;

Considérant que pour faciliter **la démolition d'un bâtiment** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit et gênant, Partie Est du parking, devant le chantier, du lundi 04 janvier 2010 au vendredi 12 février 2010 de 7 heures à 18 heures

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS, Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

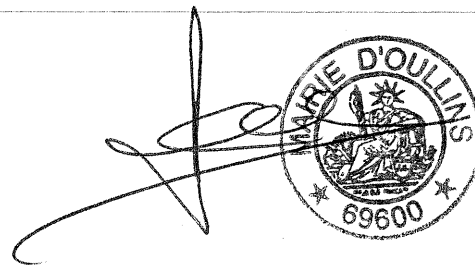
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **CARI MAZZA, 12 chemin du Tronchon – 69410 Champagne au Mont d'Or**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'C. Ambard', written over a circular official seal. The seal is for the 'MAIRIE D'OULLINS' and includes the number '69600' at the bottom. The seal also features a central emblem with a sun and a figure.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VICTOR HUGO

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

~~Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6;~~

Vu le code de la route et en particulier ses articles relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté du 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant, et ses textes subséquents;

Vu la demande de madame **BIDAULT Ange, 19 rue Victor HUGO – 69600 OULLINS;**

Considérant que pour faciliter **son déménagement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner dans la voie de circulation, devant le n°19 de la rue Victor HUGO, le samedi 9 janvier 2010 de 9 heures à 17 heures

ARTICLE 2 : La rue Victor HUGO sera barrée à la circulation après son intersection avec la rue TUPIN,

Un panneau « RUE BARREE » sera mis en place à l'intersection des rues Victor HUGO et TUPIN.

**Une déviation sera mise en place par la rue TUPIN, la GRANDE RUE et la rue de la CAMILLE.
Des panneaux de déviation seront mis en place aux intersections des rues sur le parcours de la déviation ;**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de madame **BIDAULT Ange, 19 rue Victor HUGO – 69600 OULLINS**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE: GRANDE RUE AU NUMERO 122

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **Madame SOUCHON, 15 rue d'Agadir – 69600 OULLINS** pour l'installation d'une banderole, en surplomb du domaine public, 122 Grande Rue.

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant les dates de la bourse aux vêtements qui se déroulera du mardi 13 octobre 2009 au vendredi 16 octobre 2009, est autorisée selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du domaine public, grande Rue au numéro 122, du mercredi 7 octobre 2009 au lundi 19 octobre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

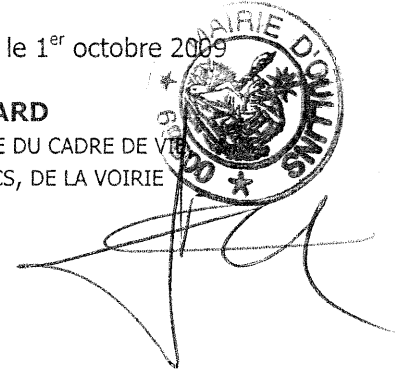
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE: GRANDE RUE AU NUMERO 122
ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **Madame SOUCHON, 15 rue d'Agadir – 69600 OULLINS** pour l'installation d'une banderole, en surplomb du domaine public, 122 Grande Rue.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant les dates de la bourse aux vêtements qui se déroulera du mardi 30 mars 2010 au vendredi 2 avril 2010, est autorisée selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du domaine public, grande Rue au numéro 122, du mercredi 24 mars 2010 au mardi 6 avril 2010 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

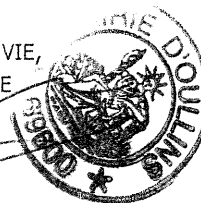
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE: GRANDE RUE AU NUMERO 67

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **Madame SOUCHON, 15 rue d'Agadir – 69600 OULLINS** pour l'installation d'une banderole, en surplomb du domaine public, 67 Grande Rue.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant les dates de la bourse aux jouets qui se déroulera du mardi 1^{er} décembre 2009 au vendredi 4 décembre 2009, est autorisée selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du domaine public, grande Rue au numéro 67, du vendredi 27 novembre 2009 au lundi 7 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE: GRANDE RUE AU NUMERO 122

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **Madame SOUCHON, 15 rue d'Agadir – 69600 OULLINS** pour l'installation d'une banderole, en surplomb du domaine public, 122 Grande Rue.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant les dates de la bourse aux objets qui se déroulera du mardi 4 mai 2010 au vendredi 7 mai 2010, est autorisée selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du domaine public, grande Rue au numéro 122, du jeudi 29 avril 2010 au lundi 10 mai 2010 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE: GRANDE RUE – RUE ORSEL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **la Maison des Jeunes et de la Culture, 10 rue Orsel, 69600 OULLINS** pour l'installation de huit banderoles en surplomb du domaine public de la Grande Rue, et de deux banderoles en surplomb du domaine public rue Orsel dans le cadre du 23^{ème} Festival du Film Scientifique d'Oullins.

ARRETONS

ARTICLE 1 : Dans le cadre du 23^{ème} Festival du Film Scientifique qui aura lieu **du jeudi 19 novembre 2009 au dimanche 29 novembre 2009**, l'installation de huit banderoles Grande Rue en surplomb du domaine public (sur 4 câbles ne supportant pas les lampadaires d'éclairages public) et de deux banderoles en surplomb de la rue Orsel.

ARTICLE 2 : **Du jeudi 12 novembre 2009 au mardi 1er décembre 2009 inclus**, les banderoles seront installées en surplomb du domaine public sur quatre câbles choisis par la liste ci-dessous :

- au Pont d'Oullins,
- carrefour Fleming,
- Grande Rue aux numéros 89 et 70
- Carrefour Marceau et rue Orsel,

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

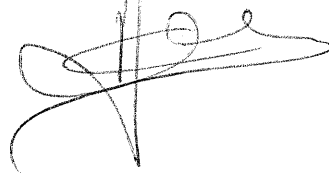
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CREAVY, 7 chemin des Noyers, BP 121, 69583 NEUVILLE SUR SAONE**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 4 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet: INSTALLATION D'UNE BANDEROLE GRANDE RUE AU NUMERO 67 - RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 2

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône ;

VU la demande **d'Intersport, 145 Grande rue – 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 67 et rue Pierre Sépard au numéro 2.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation de banderoles annonçant « **La Bourse au ski** », qui aura lieu du **mardi 10 novembre 2009 au dimanche 15 novembre 2009 inclus**, est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : Les banderoles seront installées en surplomb du Domaine Public de la Grande Rue au numéro 67 et de la rue Pierre Sépard au numéro 2, du lundi 26 octobre 2009 au dimanche 15 novembre 2009.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

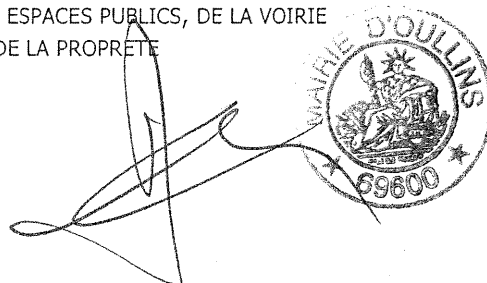
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 19 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet: INSTALLATION D'UNE BANDEROLE GRANDE RUE AU NUMERO 67 - RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 2

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône ;

VU la demande **du Patronage Scolaire Laïque d'Oullins, 27 rue Diderot – 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 67 et rue Pierre Sépard au numéro 2.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation de banderoles annonçant « Le 5^{ème} salon des saveurs », qui aura lieu du samedi 28 novembre 2009 au dimanche 29 novembre 2009 inclus, est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : Les banderoles seront installées en surplomb du Domaine Public :

- Grande Rue au numéro 67 du lundi 23 novembre 2009 au jeudi 26 novembre 2009 inclus.
- Rue Pierre Sépard au numéro 2, du lundi 23 novembre 2009 au lundi 30 novembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 19 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE GRANDE RUE AU NUMERO 122

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône du 19 mai 2008 ;

VU la demande de l'association des Donneurs de Sang Bénévoles d'Oullins pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 122.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant la collecte "don du sang" est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du domaine public de la Grande Rue au numéro 122, du 12 au 18 janvier 2010, du 7 au 12 avril 2010, du 22 au 28 juin 2010, du 24 au 30 août 2010 et du 26 octobre au 1^{er} novembre 2010.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

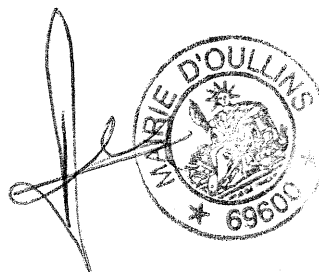
ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet: INSTALLATION D'UNE BANDEROLE GRANDE RUE AU NUMERO 122**ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE****Nous, Maire d'Oullins ;**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône ;

VU la demande **de l'Association Philatélique Oullinoise, 1 rue Etienne Dolet, 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 122.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant "la bourse expo 2010" est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du Domaine Public :

- **Grande Rue au numéro 122 du mardi 2 novembre 2010 au lundi 8 novembre 2010 inclus.**

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE BLANQUI AU NUMERO 54

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **monsieur AGNESINA 2 rue Jaboulay 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux, **l'installation d'une benne** sera autorisée **rue Auguste BLANQUI au numéro 54, 69600 Oullins**, le mardi 6 octobre 2009.

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant **rue Auguste BLANQUI au numéro 54, 69600 Oullins**, le mardi 6 octobre 2009.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : l'enrobé devra être protégé lors de la mise en place et de l'enlèvement de la benne.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis **monsieur AGNESINA, 2 rue Jaboulay 69600 OULLINS** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

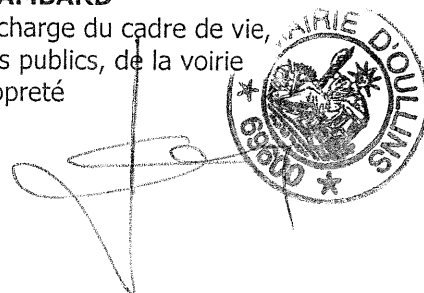
ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE DE LA BUSSIÈRE AU NUMERO 73

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Mr TOPUZ, 49 rue de Verdun – 69100 VILLEURBANNE**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : ~~Pour permettre des travaux, l'installation d'une benne sera autorisée rue de la Bussière au numéro 73, sur le trottoir, 69600 Oullins, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 27 novembre 2009 inclus.~~

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant **rue de la Bussière au numéro 73, 69600 Oullins, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par du cheminement barrière sur la chaussée ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : l'enrobé devra être protégé lors de la mise en place et de l'enlèvement de la benne.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Mr TOPUZ, 49 rue de Verdun – 69100 VILLEURBANNE** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base **de 5 euros par jour et par benne.**

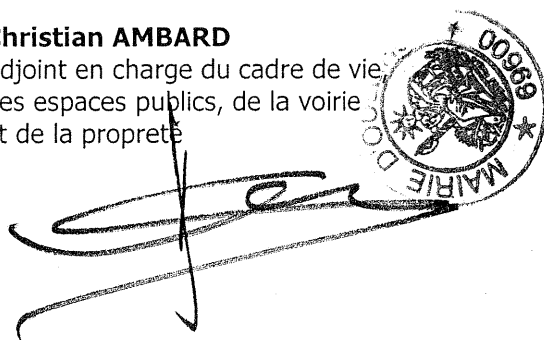
ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : GRANDE RUE AU NUMERO 166

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **monsieur Kriden MOGZ, 37 boulevard général de GAULLE 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'enlèvement de déchets, **l'installation d'une benne sera autorisée au droit du numéro 166 de la GRANDE RUE, 69600 Oullins, sur 10 mètres, du lundi 16 novembre 2009 au mercredi 19 novembre 2009 inclus**

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 166 de la GRANDE RUE, 69600 Oullins, sur 10 mètres** du lundi 16 novembre 2009 au mercredi 19 novembre 2009 inclus:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **monsieur Kriden MOGZ, 37 boulevard général de GAULLE 69600 OULLINS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

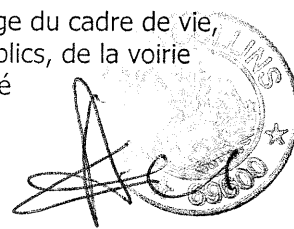
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE AULAGNE AU NUMERO 13

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **monsieur Emmanuel LEGRAND et madame Aude GIRAUD, 55 rue Eugène PONS 69004 LYON**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'enlèvement de gravats, **l'installation d'une benne** sera autorisée **au droit du numéro 13 de la rue AULAGNE, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du vendredi 4 décembre 2009 au lundi 7 décembre 2009 inclus**

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 13 de la rue AULAGNE, 69600 Oullins, sur 5 mètres du vendredi 4 décembre 2009 au lundi 7 décembre 2009 inclus** :

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **monsieur Emmanuel LEGRAND et madame Aude GIRAUD, 55 rue Eugène PONS 69004**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE RASPAIL AU NUMERO 26

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **monsieur Jean RICHARD, 26 rue Raspail, 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'enlèvement de gravats, **l'installation d'une benne** sera autorisée, **rue RASPAIL, côté Ouest, devant le numéro 26, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du vendredi 28 décembre 2009 au lundi 4 janvier 2010 inclus**

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant , **rue RASPAIL, côté Ouest, devant le numéro 26, 69600 Oullins, sur 5 mètres du vendredi 28 décembre 2009 au lundi 4 janvier 2010 inclus**;

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **monsieur Jean RICHARD, 26 rue Raspail, 69600 OULLINS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base **de 5 euros par jour et par benne.**

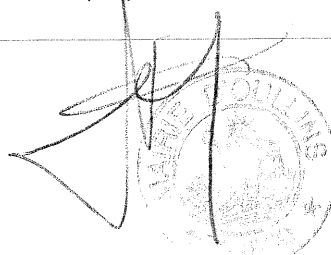
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 45

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **SCI REPUBLIQUE 45, 3 rue des vergers, 69510 THURINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'enlèvement de gravats, l'installation d'une benne sera autorisée, **rue DE LA REPUBLIQUE, côté Est, au numéro 45, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du vendredi 8 janvier 2010 au lundi 11 janvier 2010 inclus.**

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant , l'installation d'une benne sera autorisée, **rue DE LA REPUBLIQUE, côté Est, au numéro 45, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du vendredi 8 janvier 2010 au lundi 11 janvier 2010 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. **Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention**

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **SCI REPUBLIQUE 45, 3 rue des vergers, 69510 THURINS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

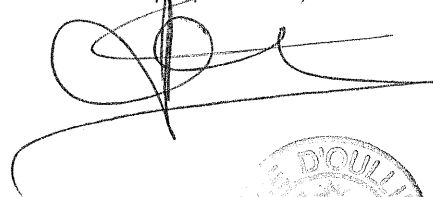
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE CLAUDE MICHEL AU NUMERO 92

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur SICARD Jérôme, 92 rue Claude Michel, 69600 OULLINS,** pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'enlèvement de gravats, **l'installation d'une benne** sera autorisée, **rue CLAUDE MICHEL, côté Nord-Oues, au numéro 92, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du lundi 4 janvier 2010 au lundi 11 janvier 2010 inclus.**

ARTICLE 2 : le stationnement sera interdit gênant , **l'installation d'une benne** sera autorisée, **rue CLAUDE MICHEL, côté Nord-Oues, au numéro 92, 69600 Oullins, sur 5 mètres, du lundi 4 janvier 2010 au lundi 11 janvier 2010 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à Monsieur SICARD Jérôme, 92 rue Claude Michel, 69600 OULLINS, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base **de 5 euros par jour et par benne.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION D'UNE CABANE DE CHANTIER : RUE RASPAIL FACE AU NUMERO 10
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, pour l'installation d'une cabane de chantier sur le domaine public,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une cabane de chantier, le stationnement est interdit face au numéro 10 de la Rue Raspail, sur 15 mètres, du lundi 26 octobre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 2 : L'installation d'une cabane de chantier est autorisée face au numéro 10 de la Rue Raspail, sur 15 mètres, du lundi 26 octobre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Le demandeur sera responsable de la réservation de l'emplacement et des stationnements.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, chargée des travaux.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis au pétitionnaire dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **5 euros par semaine, toute semaine commencée étant due.**

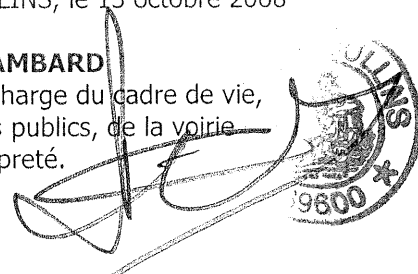
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame la Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION D'UNE CABANE DE CHANTIER : RUE RASPAIL FACE AU NUMERO 10
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, pour l'installation d'une cabane de chantier sur le domaine public,

ARRETONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une cabane de chantier, le stationnement est interdit face au numéro 10 de la Rue Raspail, sur 10 mètres, **du lundi 2 novembre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'installation d'une cabane de chantier est autorisée face au numéro 10 de la Rue Raspail, sur 10 mètres, du lundi 2 novembre 2009 au jeudi 31 décembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le demandeur sera responsable de la réservation de l'emplacement et des stationnements.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, chargée des travaux.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis au pétitionnaire dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **5 euros par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame la Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 29 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION D'UNE CABANE DE CHANTIER : RUE RASPAIL FACE AU NUMERO 10
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, pour l'installation d'une cabane de chantier sur le domaine public,

ARRETONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une cabane de chantier et d'un WC, le stationnement est interdit devant le numéro 10 de la Rue Raspail, sur 10 mètres, **du vendredi 1^{er} janvier 2010 au dimanche 31 janvier 2010 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. **Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.**

ARTICLE 2 : L'installation d'une cabane de chantier et d'un WC est autorisée devant le numéro 10 de la Rue Raspail, sur 10 mètres, **du vendredi 1^{er} janvier 2010 au dimanche 31 janvier 2010 inclus.**

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise ROCHE, 25 rue Georges Marrane – 69200 VENISSIEUX**, chargée des travaux.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis au pétitionnaire dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **5 euros par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame la Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 28 décembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UN CHAPITEAU SUR LA PLACE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY

ARRETE TEMPORAIRE SUR DOMAINE COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212 et suivants ;

VU l'article L 2122 – 22 CGCT

VU la Délibération 2008-04-02 du Conseil municipal du 3 avril 2008 autorisant Monsieur le Maire de fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune, qui n'ont pas un caractère fiscal ;

VU la décision de Monsieur le Maire du **1^{er} janvier 2005** (D/04-46) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande d'Intersport Monsieur LOUET 145, GRANDE RUE 69600 OULLINS pour l'installation d'un chapiteau **sur la Place Maréchal de Lattre de Tassigny pour la bourse aux skis**; il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un chapiteau sur la Place Maréchal De Lattre De Tassigny est autorisée **du mardi 10 novembre 2009 au dimanche 15 novembre 2009 inclus** selon les modalités indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le chapiteau sera d'une superficie de 100 m2 et sera placé **sur la Place Maréchal de Lattre de Tassigny, Grande Rue, devant le magasin Intersport.**

ARTICLE 3 : **LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT.**

L'entreprise chargée de l'installation devra mettre 48 heures avant la représentation la signalisation réglementaire et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons, la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité, la propreté du domaine public.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

ARTICLE 6 : Aucune fixation au sol ne sera tolérée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Les Droits de Voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Intersport Monsieur LOUET 145, GRANDE RUE 69600 OULLINS** dès la fin de la représentation. Ils seront calculés pour toute la durée de l'occupation du domaine public sur la base suivante de 15,50 € pour 10 m² et 7,50 euros supplémentaires par 5 m². Toute semaine commencée est due.

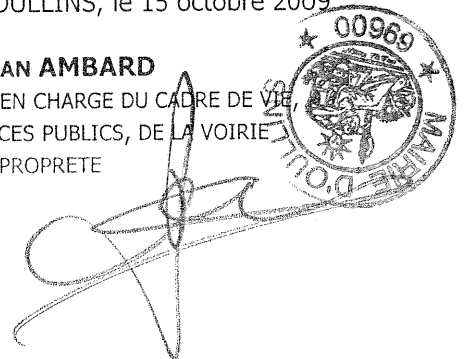
ARTICLE 9 : Les panneaux seront posés en dehors des feux tricolores. Les bancs et les pots d'arbustes ne seront pas déplacés, une protection au sol devra être installée pour éviter toute trace, tâche ou autre impact.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

BOULEVARD DE L'YZERON AU NUMERO 36

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **l'entreprise SEPT, 17 rue Cuzin – 69511 Vaulx en Velin Cédex**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **au numéro 36 Boulevard de l'Yzeron, 69600 Oullins, du mardi 6 octobre 2009 au vendredi 6 novembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **10 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **VAGANAY**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise SEPT, 17 rue Cuzin – 69511 Vaulx en Velin Cédex**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

RUE DE LA CAMILLE DU NUMERO 2 AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **REPELIN, 53 rue Ampère – 69680 CHASSIEU**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **du numéro 2 au numéro 3 de la rue de la Camille, 69600 Oullins, du mercredi 30 septembre au samedi 31 octobre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **32 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **VAGANAY**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

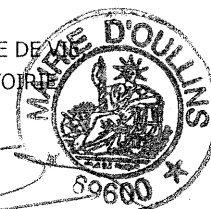
ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise REPELIN, 53 rue Ampère – 69680 CHASSIEU**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 5 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 80

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie du CONSEIL GENERAL ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **SAPE, 1 avenue B Cité Berliet – 69800 ST PRIEST**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 80**, 69600 Oullins, du lundi 26 octobre 2009 au vendredi 4 décembre 2009 inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **22 mètres**.

ARTICLE 3 : la **dépose de l'échafaudage se fera absolument avant le mardi 8 décembre 2009.**

ARTICLE 4 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 5 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 7 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 9 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 10 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 11 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise SLPB**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise SAPE, 1 avenue B Cité Berliet – 69800 ST PRIEST**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 13 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 9 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
RUE RASPAIL ET RUE MARCEAU**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **ROCHE, 25 rue G. Marrane – 69200 VENISSIEUX**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **Rue Marceau entre la Grande Rue et la Rue Raspail, et Rue Raspail face au numéro 10, 69600 Oullins, du jeudi 22 octobre 2009 au vendredi 27 novembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **26 mètres sur la Rue Marceau et de 14 mètres sur la Rue Raspail**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **ROCHE**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

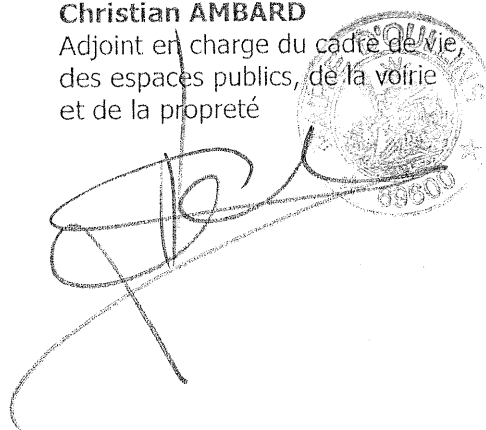
ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise ROCHE, 25 rue G. Marrane – 69200 VENISSIEUX**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 16

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie du CONSEIL GENERAL ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **l'entreprise HORN, la Grand'Raie – 69220 Saint Lager** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 16, 69600 Oullins, du lundi 12 octobre 2009 au vendredi 23 octobre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **3 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise HORN, la Grand'Raie – 69220 Saint Lager** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

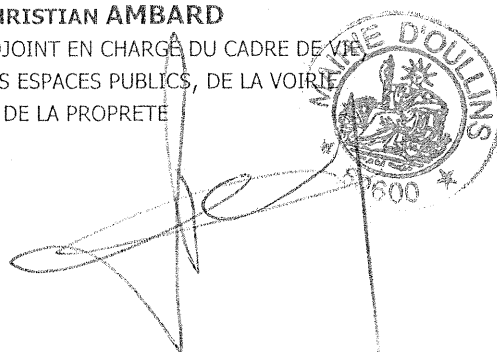
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise HORN, la Grand'Raie – 69220 Saint Lager**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
AVENUE DE LA CALIFORNIE AU NUMERO 4**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de la **SARL GARANDE GEORGES, 16 rue de la Visina – 69540 IRIGNY**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **Avenue de la Californie au numéro 4, 69600 OULLINS**, du lundi 9 novembre 2009 au vendredi 20 novembre 2009 inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **12 mètres**.

ARTICLE 3 : L'emprise de l'échafaudage ne devra pas gêner la circulation des véhicules et empêcher la rotation du camion de la collecte des ordures ménagères.

ARTICLE 4 : Les piétons seront dirigés coté impair à l'aide de panneaux "piétons passez en face".

ARTICLE 5 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **THABUIS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

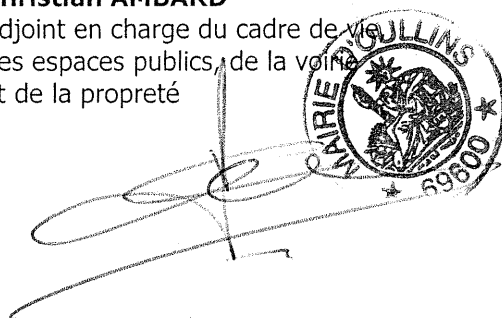
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **la SARL GARANDE GEORGES, 16 rue de la Visina – 69540 IRIGNY**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

RUE DE LA CAMILLE DU NUMERO 2 AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **l'entreprise REPELIN, 53 rue Ampère – 69680 CHASSIEU**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **du numéro 2 au numéro 3 de la rue de la Camille, 69600 Oullins, du dimanche 1^{er} novembre 2009 au vendredi 20 novembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **15 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **VAGANAY**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

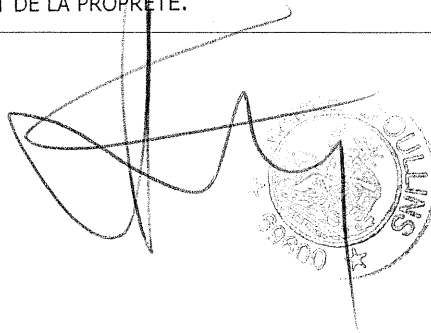
ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise REPELIN, 53 rue Ampère – 69680 CHASSIEU**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 2 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

RUE DU BUISSET AU DROIT DU NUMERO 52

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur Frédéric PINGET, 52 rue du Buisset, 69600 OULLINS**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **du numéro 52 rue du Buisset, 69600 Oullins, du lundi 2 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **8 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **VAGANAY**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

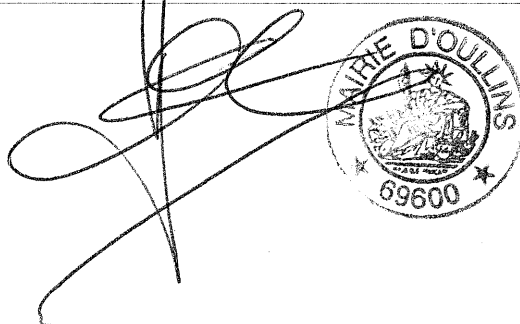
ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur Frédéric PINGET, 52 rue du Buisset, 69600 OULLINS**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 3 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
RUE VICTOR HUGO AU NUMERO 21**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise MORETTI, 9 rue Saint Vincent de Paul, 69008 LYON, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **au droit du numéro 21 rue Victor HUGO, 69600 OULLINS, du lundi 16 novembre 2009 au vendredi 11 décembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **9 mètres**.

ARTICLE 3 : L'emprise de l'échafaudage ne devra pas gêner la circulation des véhicules et empêcher la rotation du camion de la collecte des ordures ménagères.

ARTICLE 4 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 5 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **THABUIS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

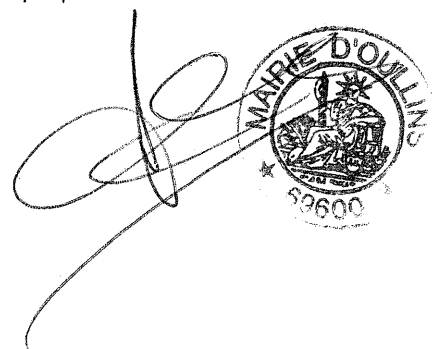
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise MORETTI, 9 rue Saint Vincent de Paul, 69008 LYON**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 129

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie du CONSEIL GENERAL ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **ESPACE HABITAT, Route de Thil, Z.I. EST, 01700 BEYNOST** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 129**, 69600 Oullins, **du mercredi 18 novembre 2009 au lundi 7 décembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **9 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise **ESPACE HABITAT** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

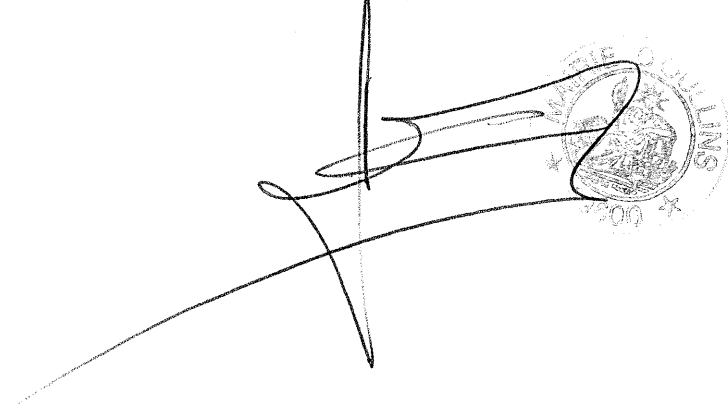
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **ESPACE HABITAT, Route de Thil, Z.I. EST, 01700 BEYNOST**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE D'OULLINS" around the perimeter and "2009" in the center. The signature is a complex, looping scribble that extends from the stamp towards the bottom left of the page.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : RUE TUPIN AU DROIT DU NUMERO 4

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **au droit du numéro 4 RUE TUPIN, 69600 Oullins, du lundi 9 novembre 2009 au vendredi 13 novembre 2009**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation temporaire du chantier conformément à l'instruction interministérielle en vigueur et sur lesquels sera affiché le présent arrêté, puis contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **6 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

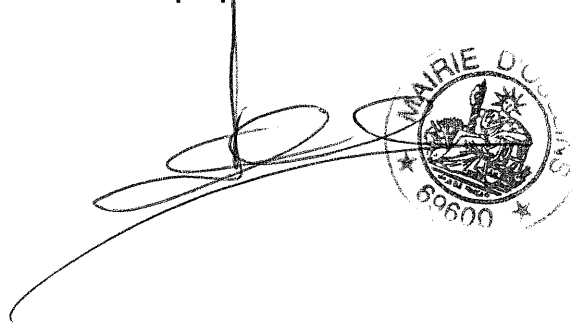
ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de **Monsieur OCAL Yakup**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2009

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

CHEMIN DE MONTLOUIS AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **l'entreprise Saint Cyr Bâtiment, 1 chemin de Fontenay – 69450 St Cyr au Mont d'Or**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **au droit du numéro 3 chemin de Montlouis, 69600 OULLINS, du lundi 26 octobre 2009 au mardi 17 novembre 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **14 mètres**.

ARTICLE 3 : L'emprise de l'échafaudage ne devra pas gêner la circulation des véhicules et empêcher la rotation du camion de la collecte des ordures ménagères.

ARTICLE 4 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 5 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **Saint Cyr Bâtiment**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

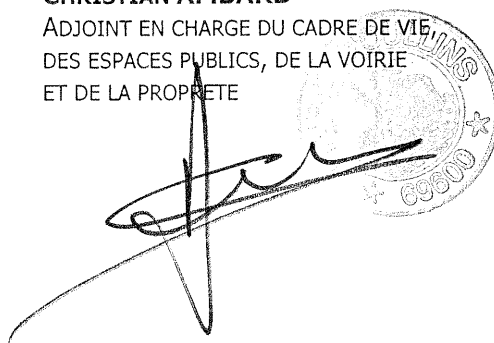
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise Saint Cyr Bâtiment, 1 chemin de Fontenay – 69450 St Cyr au Mont d'Or**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 138

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie du CONSEIL GENERAL ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **la SA SEPT, 17 rue Cuzin BP 5 – 69511 VAULX EN VELIN CEDEX** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE, côté nord, devant le numéro 138**, 69600 Oullins, du lundi 11 janvier 2010 au vendredi 05 février 2010 inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur le trottoir ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **15 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous platelage et l'accès aux commerces sera maintenu.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **la SA SEPT**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par ml et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

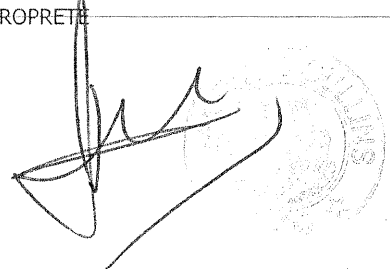
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **la SA SEPT, 17 rue Cuzin BP 5 – 69511 VAULX EN VELIN CEDEX**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 62

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie du CONSEIL GENERAL ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **la société AMA, 370 rue Nationale, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE**, côté Nord-Ouest, **au numéro 62**, 69600 Oullins, le mardi 22 décembre 2010 et du mardi 29 décembre au jeudi 31 décembre inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur le trottoir ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **2 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous platelage et l'accès aux commerces sera maintenu.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **la société AMA**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par ml et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **la société AMA, 370 rue Nationale, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION DE MANIFESTATION :

ARRETE TEMPORAIRE SUR DOMAINE COMMUNALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 18 Mars 2001 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 Juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **des Nouveaux Ateliers de la Danse – Association Léz'arts rythmiques, 162 Grande Rue – 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour assurer le bon déroulement de leur préparation à leur participation à la fête du 8 décembre, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Les Nouveaux Ateliers de la Danse sont autorisés à occuper, **le mardi 17 novembre 2009 et le mardi 1^{er} décembre 2009 de 19 heures 30 à 21 heures 30 :**

- le parvis de la Mairie d'Oullins ;
- la place Maréchal De Lattre de Tassigny ;
- le passage de la ville

ARTICLE 2 : les danseurs sont autorisés à circuler sur les trottoirs de la Grande Rue, d'une place à l'autre, **le mardi 17 novembre 2009 et le mardi 1^{er} décembre 2009.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire s'engage à n'effectuer aucun ancrage au sol pour l'installation de ses structures.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les incidents, accidents ou dommages pouvant survenir aux choses ou aux biens du fait de l'autorisation qui lui est accordé.

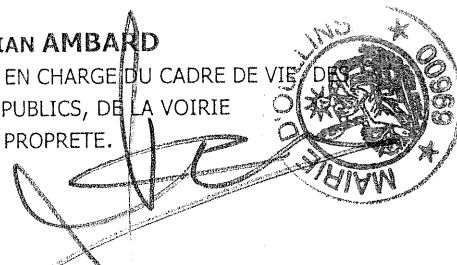
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état ou ils trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION DE MISE EN PLACE D'UNE ANIMATION POUR LA BIENNALE DE LYON
SUR LE PARVIS DE LA MAIRIE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 Juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **FH MEDIA, Monsieur François HAUGER, 5 rue Berlioz, 69380 CHAZAY D'AZERGUES,**

Considérant que pour assurer le bon déroulement de la mise en place d'une structure cubique avec un ballon de 10 m x 10 m, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes,

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : FH MEDIA est autorisé à occuper le parvis de la Mairie **le samedi 21 novembre de 6 heures 00 à 19 heures** aux conditions suivantes :

ARTICLE 2 : L'animation pour la biennale de Lyon se déroulera sur le parvis de la Mairie sur l'espace situé entre les bassins Mairie **le samedi 21 novembre de 6 heures 00 à 19 heures.**

ARTICLE 3 : Aucune fixation au sol et aucun véhicule ne seront tolérés sur le parvis de la Mairie.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons.

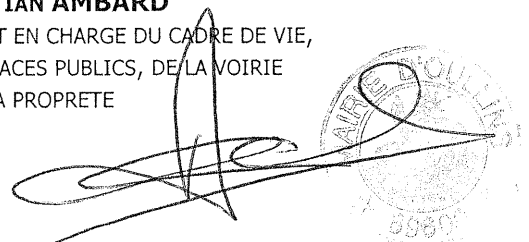
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les incidents, accidents ou dommages pouvant survenir aux choses ou aux biens du fait de l'autorisation qui lui est accordé.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état ou ils trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION DE MANIFESTATION : FESTIVITES DE NOËL

ARRETE TEMPORAIRE SUR ROUTES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 18 Mars 2001 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 Juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **OULLINS COMMERCE, 106 Grande Rue, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour assurer le bon déroulement des animations de Noël, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : OULLINS Commerce est autorisé à faire circuler aux dates suivantes :

- les samedi 12 décembre 2009 et mercredi 16 décembre 2009, de 14 heures à 19 heures.
- les samedi 19 décembre 2009 et dimanche 20 décembre 2009, de 11 heures à 18 heures.
- les mercredi 23 décembre 2009 et jeudi 24 décembre 2009, de 10 heures à 17 heures.

Un véhicule hippomobile, dans les rues suivantes :

- GRANDE RUE entre la rue Pierre SEMARD et la rue Léon BOURGEOIS
- Rue Etienne DOLET entre la GRANDE RUE et la rue RASPAIL
- Rue Etienne DOLET entre la GRANDE RUE et la rue RASPAIL
- Square de la Résistance
- Passage de la Ville

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les incidents, accidents ou dommages pouvant survenir aux choses ou aux biens du fait de l'autorisation qui lui est accordé.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 14 décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'INSTALLER UN CAMION-NACELLE :

RUE VOLTAIRE AU NUMERO 8

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'Article L 122 20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du **25 avril 2003** (D/03-17) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **l'Entreprise Pro Services Environnement, 267 Route de Suzel – 38890 VIGNIEU**, pour la mise en place d'un camion nacelle sur le domaine public, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le camion nacelle sera placée en stationnement autorisé **au numéro 8 de la rue Voltaire, 69600 OULLINS, le jeudi 15 octobre 2009 de 7 heures 30 à 11 heures 30** selon les modalités indiquées à l'article suivant.

ARTICLE 2 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'Entreprise Pro Services Environnement, 267 Route de Suzel – 38890 VIGNIEU**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **5 euros par jour pour une nacelle, toute journée commencée étant due.**

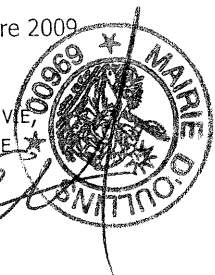
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : MISE EN PLACE DE PALISSADES : RUE Francisque JOMARD

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise SARL MAURY, Chemin de Vourles, 69390 CHARLY** pour l'installation de palissades sur le domaine public.

Considérant que pour faciliter des travaux et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation de palissades est autorisée **du lundi 30 novembre 2009 au samedi 05 décembre 2009 inclus.**

Sur le trottoir nord, Rue Francisque JOMARD, sur 30 ml à l'ouest de la rue du BUISSET, soit 30m².

ARTICLE 2 : La conception de la palissade interdira tout affichage sauvage. Ces mêmes palissades devront être éclairées de nuit aux frais du pétitionnaire, par un système de flash en tête de chaque palissade.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : **L'entreprise SARL MAURY** demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 6 : Des panneaux de signalisation disposés à chaque extrémité de la palissade inviteront les piétons à passer en face.

ARTICLE 7 : La signalisation sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle relative de la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Le bénéficiaire ou son représentant dûment mandaté devra faire réaliser à sa charge et à ses frais un état des lieux du trottoir et de la chaussée par un huissier.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SARL MAURY, Chemin de Vourles, 69390 CHARLY**, chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise SARL MAURY, Chemin de Vourles, 69390 CHARLY**, dès la fin des travaux.

Ils sont calculés sur une base de :

- chantier inférieur à 6 mois : **2 €/m²/semaine**
Toute semaine commencée étant due.
- chantier supérieur à 6 mois : **1^{ère} année 30 €/m²/semestre**
2^{ème} année 40 €/m²/semestre
toute semaine commencée étant due.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2009

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE DU PERRON AUX NUMEROS 2 ET 4

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la S.A.R.L JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69811 TASSIN Cédex** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **RUE DU PERRON aux droits des numéros 2 et 4, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le vendredi 30 octobre 2009 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE DU PERRON aux droits des numéros 2 et 4, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le vendredi 30 octobre 2009 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la S.A.R.L JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69811 TASSIN Cédex.**

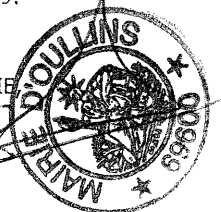
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 20

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 20 rue de la REPUBLIQUE, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 20 rue de la REPUBLIQUE, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

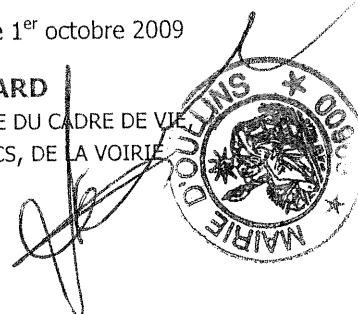
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE FLEURY ANGLE RUE RASPAIL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Fleury à l'angle de la rue Raspail, sur le dépose minute, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue Fleury à l'angle de la rue Raspail, sur le dépose minute, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE PARMENTIER EN FACE DU NUMERO 12 ET DU NUMERO 16**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **de la M.J.C. d'Oullins, 10 rue Orsel, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour le 23^{ème} Festival du film scientifique d'Oullins, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 12 et du numéro 16 de la rue Parmentier**, 69600 Oullins, sur 20 mètres, du jeudi 19 novembre 2009 au dimanche 29 novembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le **CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL** devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules seront placés en stationnement autorisé **face au numéro 12 et le numéro 16 de la rue Parmentier, 69600 Oullins**, du jeudi 19 novembre 2009 au dimanche 29 novembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **du CTM.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 4 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA BUSSIÈRE AU DROIT DU NUMERO 53

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise DEMECO JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69911 TASSIN Cédex**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 53 de la de la Bussière, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, du lundi 26 octobre 2009 après-midi au mardi 27 octobre 2009 après-midi inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 53 de la de la Bussière, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, du lundi 26 octobre 2009 après-midi au mardi 27 octobre 2009 après-midi inclus.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise DEMECO JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69911 TASSIN Cédex.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2009

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE RASPAIL AU NUMERO 32

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame CHRISTOPHE Sylvie, 7 rue de la Sarrazine – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **RUE RASPAIL au numéro 32, 69600 Oullins**, sur 15 mètres, le samedi 10 octobre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE RASPAIL au numéro 32, 69600 Oullins**, sur 15 mètres, le samedi 10 octobre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : Le véhicule sera signalé par des panneaux de type AK 5 "Danger Travaux" en amont.

ARTICLE 4 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

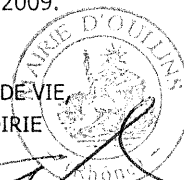
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame CHRISTOPHE Sylvie, 7 rue de la Sarrazine – 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 7 Octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 21

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame INFANTES Isabelle, 21 rue de la République – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 21 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 8 heures à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 21 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 8 heures à 18 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame INFANTES Isabelle, 21 rue de la République – 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 6 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE FACE AU NUMERO 51

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Melle TIREL Virginie, 4 avenue Charles de Gaulle – 69420 CONDRIEU** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 51 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du samedi 17 octobre 2009 10 heures 30 au dimanche 18 octobre 2009 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **face au numéro 51 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du samedi 17 octobre 2009 10 heures 30 au dimanche 18 octobre 2009 18 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

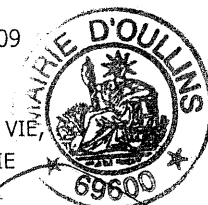
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Melle TIREL Virginie, 4 avenue Charles de Gaulle – 69420 CONDRIEU.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
 ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
 DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
 ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE DU PERRON AU NUMERO 2

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur ROSSIGNOL Philippe, 2 rue du Perron – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

A R R Ê T O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **RUE DU PERRON au numéro 2, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, du vendredi 16 octobre 2009 17 heures au dimanche 18 octobre 2009 8 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE DU PERRON au numéro 2, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, du vendredi 16 octobre 2009 17 heures au dimanche 18 octobre 2009 8 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur ROSSIGNOL Philippe, 2 rue du Perron – 69600 OULLINS.**

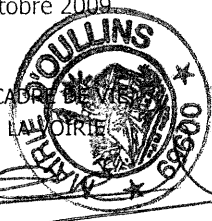
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE
DES ESPACES PUBLICS, DE L'AMENAGEMENT
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 125

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame BLANC Pascale, 125 grande rue - 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant au droit du numéro 125 de la Grande Rue, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du vendredi 23 octobre 2009 17 heures au samedi 24 octobre 2009 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé au droit du numéro 125 de la Grande Rue, 69600 OULLINS, du vendredi 23 octobre 2009 17 heures au samedi 24 octobre 2009 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame BLANC Pascale, 125 Grande rue - 69600 OULLINS.**

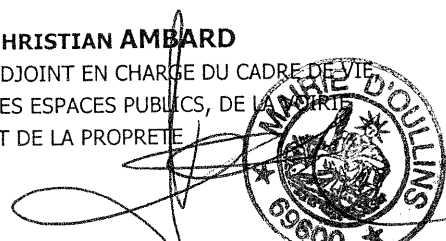
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 12 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA PROPRETE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 54

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Mr DELVAUX Julien, 54 rue de la République – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 54 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du samedi 17 octobre 2009 08 heures au dimanche 18 octobre 2009 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 54 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du samedi 17 octobre 2009 08 heures au dimanche 18 octobre 2009 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Mr DELVAUX Julien, 54 rue de la République 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 octobre 2009



CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA BUSSIÈRE AU DROIT DU NUMERO 53

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la S.A.R.L JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69811 TASSIN Cédex** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 53 rue de la Bussière, 69600 OULLINS, sur 20 mètres**, le lundi 26 octobre 2009 de 11 heures à 17 heures et le mardi 27 octobre 2009 de 11 heures à 17 heures inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 53 de la rue de la Bussière, 69600 OULLINS, sur 20 mètres**, le lundi 26 octobre 2009 de 11 heures à 17 heures et le mardi 27 octobre 2009 de 11 heures à 17 heures inclus.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la S.A.R.L JANIN, 205 av. Charles de Gaulle – 69811 TASSIN Cédex.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 14 octobre 2009



CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE RASPAIL AU DROIT DU NUMERO 18

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Mme CHIROL Anne Laure, 18 Rue Raspail – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 18 de la rue Raspail, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 08 heures à 12 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 18 de la rue Raspail, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 08 heures à 12 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Mme CHIROL Anne Laure, 18 rue Raspail– 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



FAIT À OULLINS, le 14 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : CHEMIN DE CHASSE AU NUMERO 68

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la Sarl CARA Georges, 48 Rue Paul et Marc Barbezat – 69150 DECINES** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déchargement de béton et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **devant le numéro 68 du Chemin de Chasse, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le lundi 19 octobre 2009 de 08 heures à 12 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **devant le numéro 68 du Chemin de Chasse, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le lundi 26 octobre 2009 de 08 heures à 12 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Sarl CARA Georges, 48 rue Paul et Marc Barbezat – 69150 DECINES.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 14 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA COMMUNE DE PARIS AU NUMERO 13

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;
VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;
VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;
VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;
VU la demande de **la SARL TTRB, 7 rue Pierre Dupont – 69660 Collonges au Mont d'Or**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de rénovation, le stationnement sera interdit gênant **rue de la Commune de Paris au numéro 13, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, du samedi 10 octobre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **rue de la Commune de Paris au numéro 13, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, du samedi 10 octobre 2009 au vendredi 13 novembre 2009 inclus.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la SARL TTRB, 7 rue Pierre Dupont – 69660 Collonges au Mont d'Or.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2009



CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 29

ARRETE TEMPORAIRE SUR TERRAIN COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la **mairie d'OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des sondages et du terrassement, le stationnement sera interdit gênant **sur le terrain communal du numéro 29 rue Pierre Sépard, 69600 OULLINS, du lundi 26 octobre 2009 au jeudi 29 octobre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les accès au terrain seront fermés par des barrières de type "heras".

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique municipal.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 99

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;
 VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;
 VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;
 VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame REYNAUD Véronique, 99 Boulevard Emile Zola – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant au droit du numéro 99 Bld Emile Zola, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé au droit du numéro 99 Bld Emile Zola, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, à cheval sur le trottoir, le samedi 24 octobre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame REYNAUD Véronique, 99 Boulevard Emile Zola – 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 15 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
 ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
 DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
 ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 68

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de l'entreprise **MONET Déménagements, 46 rue Smith – 69002 LYON**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 68, 69600 Oullins, sur 20 mètres, le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **GRANDE RUE au numéro 68, 69600 Oullins, sur 20 mètres, le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 18 heures.**

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **MONET Déménagements, 46 rue Smith – 69002 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DIDEROT AU NUMERO 9

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **monsieur ALLOMBERT Daniel, 9 rue DIDEROT 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de rénovation, le stationnement sera interdit gênant **rue DIDEROT au numéro 9, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 10 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **rue DIDEROT au numéro 9, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 10 heures à 17 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **monsieur ALLOMBERT Daniel, 9 rue DIDEROT 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 44

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **MGN Déménagements 38 Allée des Platanes 69500 BRON**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **Avenue Jean Jaurès au numéro 44, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 07 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **Avenue Jean Jaurès au numéro 44, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 07 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **MGN Déménagements, 38 Allée des Platanes 69500 BRON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2009

CHRISTIAN AMBAUD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ORSEL AU NUMERO 17

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **MGN Déménagements 38 Allée des Platanes 69500 BRON**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un emménagement, le stationnement sera interdit gênant **rue Orsel au numéro 17, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 07 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **Rue Orsel au numéro 17, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le samedi 24 octobre 2009 de 07 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

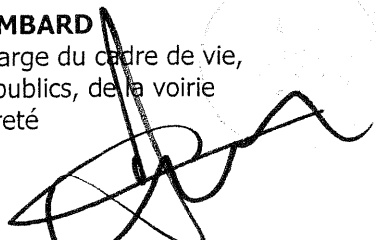
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **MGN Déménagements, 38 Allée des Platanes 69500 BRON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE TEMPORAIRE SUR PLACE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la **Mairie d'Oullins** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le traçage des places des emplacements forains et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **place Anatole FRANCE 69600 OULLINS, sur sa totalité, le mardi 27 octobre 2009 de 14 heures à 16 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE CENTRE TECHNIQUE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique municipal.

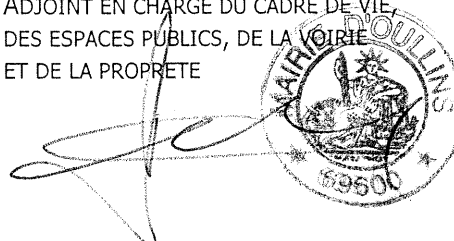
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE TEMPORAIRE SUR PLACE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la Mairie d'Oullins** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le traçage des places des emplacements forains et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **place Anatole FRANCE 69600 OULLINS, sur sa totalité, le mardi 3 novembre 2009 de 14 heures à 16 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE CENTRE TECHNIQUE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique municipal.

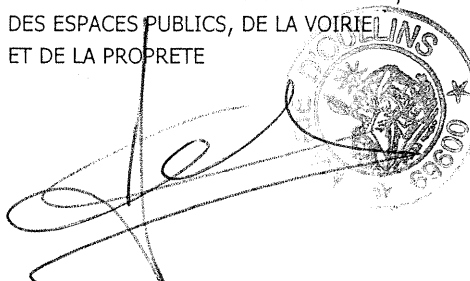
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PARMENTIER AU NUMERO 26

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur MAS Sébastien, 26 rue Parmentier – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 26 rue PARMENTIER, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 7 novembre 2009 de 8 heures à 12 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 26 rue PARMENTIER, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 7 novembre 2009 de 8 heures à 12 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur MAS Sébastien, 26 rue Parmentier – 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame FAURE-BRAC Claire, 31 rue Narcisse Bertholey – 69600 Oullins**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 31 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le jeudi 29 octobre 2009 de 8 heures 30 à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 31 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le jeudi 29 octobre 2009 de 8 heures 30 à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame FAURE-BRAC Claire, 31 rue Narcisse Bertholey – 69600 Oullins.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE V
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE SAINT EXUPERY AU NUMERO 25

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur PANGOS Georges, 25 rue Antoine de Saint Exupéry – 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant sur le dépose minute **au droit du numéro 25 de la rue Saint Exupéry, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, le samedi 31 octobre 2009 de 8 heures à 16 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé sur le dépose minute **au droit du numéro 25 de la rue Saint Exupéry, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, le samedi 31 octobre 2009 de 8 heures à 16 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur PANGOS Georges, 25 rue Antoine de Saint Exupéry – 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE FACE AU NUMERO 53

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise Aux Déménagements des monts du Lyonnais, 71 rue du Dauphiné – 69003 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 53 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du mardi 3 novembre 2009 au jeudi 5 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **face au numéro 53 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du mardi 3 novembre 2009 au jeudi 5 novembre 2009 inclus.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise Aux Déménagements des monts du Lyonnais, 71 rue du Dauphiné – 69003 LYON.**

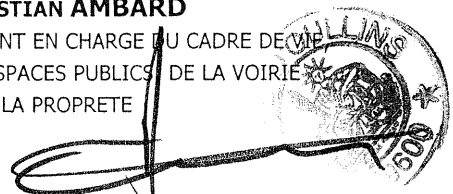
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VILLE
DES ESPACES PUBLICS DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 33

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise Aux Déménagements des monts du Lyonnais, 71 rue du Dauphiné – 69003 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 33 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du mardi 3 novembre 2009 au jeudi 5 novembre 2009 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au numéro 33 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, du mardi 3 novembre 2009 au jeudi 5 novembre 2009 inclus.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise Aux Déménagements des monts du Lyonnais, 71 rue du Dauphiné – 69003 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION DE STATIONNER : 44 GRANDE RUE
EMPLACEMENT RESERVE AU VEHICULE DON DU SANG
ARRETE TEMPORAIRE SUR PARKING COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur Daniel LAUTHELIER, Responsable du Centre de la Renaissance – 10 rue Orsel 69600 OULLINS** pour le stationnement d'un véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le stationnement du véhicule "**don du sang**", le stationnement sera interdit, gênant, **GRANDE RUE au numéro 44, au droit du parking de la salle des fêtes du parc Chabrières**, sur 6 places de stationnement, du mercredi 25 août 2010 à 00 heures au vendredi 27 août 2010 à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant l'arrivée du véhicule "don du sang", les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule "**don du sang**" sera placé en stationnement autorisé **GRANDE RUE au numéro 44, au droit du parking de la salle des fêtes du parc Chabrières**, du mercredi 25 août 2010 à 00 heures au vendredi 27 août 2010 à 20 heures.

ARTICLE 3 : LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL DE LA VILLE D'OULLINS SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION DE STATIONNER 7 RUE PARMENTIER

EMPLACEMENT RESERVE AU VEHICULE DON DU SANG

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **de Monsieur Daniel LAUTHELIER, Responsable du Centre de la Renaissance – 10 rue Orsel 69600 OULLINS** pour le stationnement d'un véhicule sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre le stationnement du véhicule "**don du sang**", le stationnement sera interdit, gênant, **7 rue Parmentier sur 20 mètres aux dates suivantes :**

- ~~du jeudi 14 janvier 2010 à 6 heures au vendredi 15 janvier 2010 à 24 heures~~
- du jeudi 8 avril 2010 à 6 heures au vendredi 9 avril 2010 à 24 heures
- du jeudi 24 juin 2010 à 6 heures au vendredi 25 juin 2010 à 24 heures
- du jeudi 28 octobre 2010 à 6 heures au vendredi 29 octobre 2010 à 24 heures

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant l'arrivée du véhicule "**don du sang**", les panneaux de "**STATIONNEMENT INTERDIT**" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule "**don du sang**" sera placé en stationnement autorisé **7, rue Parmentier sur 20 mètres aux dates suivantes :**

- du jeudi 14 janvier 2010 à 6 heures au vendredi 15 janvier 2010 à 24 heures
- du jeudi 8 avril 2010 à 6 heures au vendredi 9 avril 2010 à 24 heures
- du jeudi 24 juin 2010 à 6 heures au vendredi 25 juin 2010 à 24 heures
- du jeudi 28 octobre 2010 à 6 heures au vendredi 29 octobre 2010 à 24 heures

ARTICLE 3 : LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL DE LA VILLE D'OULLINS SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame STAUBER Julie, 3 rue de la République - 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant au droit du numéro 3 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé au droit du numéro 3 de la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame STAUBER Julie, 3 rue de la République - 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 29 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DU BAC FACE AU NUMERO 16

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la SARL INGOGLIA Déménagements, 214 Bd. Danielle Casanova – 13014 MARSEILLE** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 16 de la Rue du BAC, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 6 novembre 2009 de 8 heures à 15 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **face au numéro 16 de la Rue du BAC, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 6 novembre 2009 de 8 heures à 15 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **SARL INGOGLIA Déménagements, 214 Bd. Danielle Casanova – 13014 MARSEILLE.**

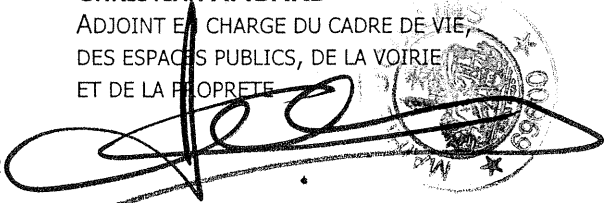
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 30 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE CHARTON ENTRE LA RUE PIERRE SEMARD ET LA RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Charton, entre la rue Pierre Sépard et la rue de la République, 69600 OULLINS, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé ~~à cheval sur le trottoir, rue CHARTON entre la rue Pierre Sépard et la rue de la République, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, le lundi 2 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.~~

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MGN Déménagements, 38 allée des Platanes – 69500 BRON.**

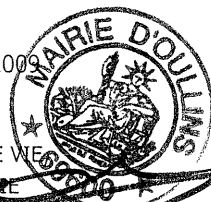
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 30 octobre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA COMMUNE DE PARIS AU DROIT DU NUMERO 41

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur TOUNSI Mehdi, 22 rue Parmentier, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

A R R Ê T O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **rue de la Commune de Paris au droit du numéro 41, angle rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, à cheval sur le trottoir, sur 10 mètres, le samedi 14 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **à cheval sur le trottoir, rue de la Commune de Paris au droit du numéro 41, angle rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 14 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur TOUNSI Mehdi, 22 rue Parmentier, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 3 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PARMENTIER AU DROIT DU NUMERO 22

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur TOUNSI Mehdi, 22 rue Parmentier, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Parmentier au droit du numéro 22, 69600 OULLINS, 10 mètres**, le samedi 14 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue Parmentier au droit du numéro 22, 69600 OULLINS, sur 10 mètres**, le samedi 14 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur TOUNSI Mehdi, 22 rue Parmentier, 69600 OULLINS.**

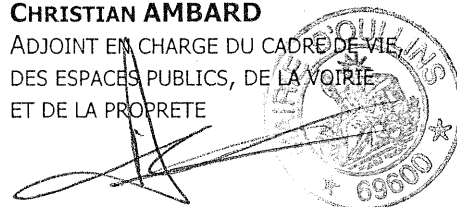
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 3 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE FLEURY AU DROIT DU NUMERO 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise JEAN MACE DEMENAGEMENT, 54 av de Saxe, 69006 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Fleury au droit du numéro 5, 69600 OULLINS, 10 mètres**, le vendredi 13 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue Fleury au droit du numéro 5, 69600 OULLINS, 10 mètres**, le vendredi 13 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise JEAN MACE DEMENAGEMENT, 54 av de Saxe, 69006 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 5 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT PLACE KELLERMAN

ARRETE TEMPORAIRE SUR PLACE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'ASSOCIATION D'ORIENTATION ISLAMIQUE, 2 rue Baudin, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la célébration de la prière de la fête l'aïd, le stationnement sera interdit gênant **place Kellerman, 69600 OULLINS**, du vendredi 27 novembre au samedi 28 novembre 2009.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'ASSOCIATION D'ORIENTATION ISLAMIQUE, 2 rue Baudin, 69600 OULLINS.**

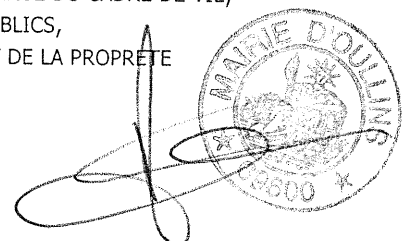
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 5 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU DROIT DU NUMERO 20

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise de déménagement GONNET, 253 avenue Berthelot, 69008 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 20 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le jeudi 19 novembre 2009 de 11 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 20 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le jeudi 19 novembre 2009 de 11 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

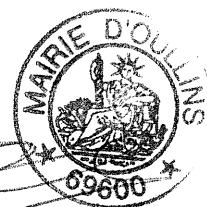
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise de déménagement GONNET, 253 avenue Berthelot, 69008 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ETIENNE DOLET AUX NUMEROS 16 ET 18

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise HERA Assainissement, 131/141 rue Bataille – 69008 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de pompage de fosse septique et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **aux numéros 16 et 18 de la rue Etienne DOLET, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **aux numéros 16 et 18 de la rue Etienne DOLET, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 17 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise HERA Assainissement, 131/141 rue Bataille – 69008 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT BOULEVARD DE L'YZERON**ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE****Nous, Maire d'Oullins ;**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la société PNEURAMA 3 boulevard de l'Yzeron 69600 OULLINS, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS**ARTICLE 1 :** Pour permettre le stationnement des véhicules de la clientèle de la société PNEURAMA et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **boulevard de l'Yzeron, au droit du numéro 3, 69600 OULLINS, sur 20 mètres, du jeudi 12 novembre 2009 au vendredi 29 janvier 2010.****MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.****Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.****ARTICLE 2 :** Les véhicules de la clientèle de la société PNEURAMA seront placés en stationnement autorisé, boulevard de l'Yzeron, au droit du numéro 3, 69600 OULLINS, sur 20 mètres du jeudi 12 novembre 2009 au vendredi 29 janvier 2010.**ARTICLE 3 :** LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;**ARTICLE 4 :** Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de la société PNEURAMA 3 boulevard de l'Yzeron 69600 OULLINS.****ARTICLE 7 :** Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.**ARTICLE 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT: RUE ORSEL au numéro 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **CONSORTS JEANNIN, 5 rue Orsel, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **RUE ORSEL au droit du numéro 5, 69600 Oullins, sur 10 mètres, le samedi 14 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE ORSEL au droit du numéro 5, 69600 Oullins, sur 10 mètres, le samedi 14 novembre 2009 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **CONSORTS JEANNIN, 5 rue Orsel, 69600 OULLINS.**

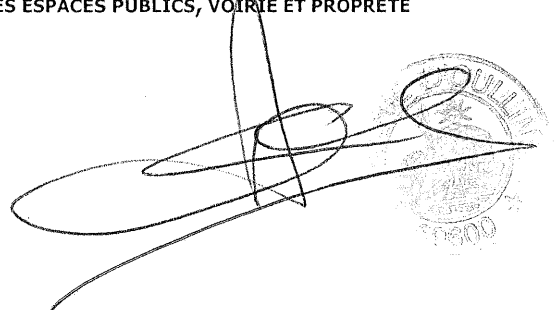
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, VOIRIE ET PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA COMMUNE DE PARIS AU DROIT DU NUMERO 28
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame SWLIER et Monsieur CHARVET, 28 rue de la Commune de Paris, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **rue de la Commune de Paris au droit du numéro 28, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 27 novembre 2009, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 : de 7 heures à 20 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **à cheval sur le trottoir, rue de la Commune de Paris au droit du numéro 28, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 27 novembre 2009, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 : de 7 heures à 20 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame SWLIER et Monsieur CHARVET, 28 rue de la Commune de Paris, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 12 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : PLACE ANATOLE France FACE AU NUMERO 19

ARRETE TEMPORAIRE SUR PARKING COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame SIRE Dorothée, 6 rue Voltaire, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **Place Anatole France face au numéro 19, le samedi 21 novembre 2009 de 8 heures à 14 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le stationnement du véhicule sera autorisé **Place Anatole France face au numéro 19, sur deux places de parking, le samedi 21 novembre 2009 de 8 heures à 14 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

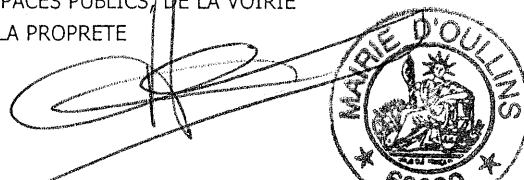
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame SIRE Dorothée, 6 rue Voltaire, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 13 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU DROIT DU NUMERO 32

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame SCULIER et Monsieur CHARVET, 28 rue de la Commune de Paris, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **rue Narcisse Bertholey au droit du numéro 32, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 27 novembre 2009, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 : de 7 heures à 20 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue Narcisse Bertholey au droit du numéro 32, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le vendredi 27 novembre 2009, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 : de 7 heures à 20 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

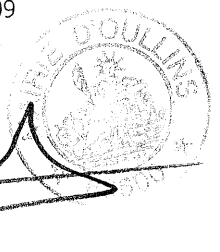
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame SCULIER et Monsieur CHARVET, 28 rue de la Commune de Paris, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 16 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE PARMENTIER DU NUMERO 12 ET DU NUMERO 14**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **des RETRAITES CGT CHEMINOTS OULLINS, 56 rue Pierre Sépard** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

A R R Ê T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE PARMENTIER du numéro 12 au numéro 14**, 69600 Oullins, le samedi 28 novembre 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules seront placés en stationnement autorisé **RUE PARMENTIER du numéro 12 au numéro 14**, 69600 Oullins, le samedi 28 novembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du **CTM**.

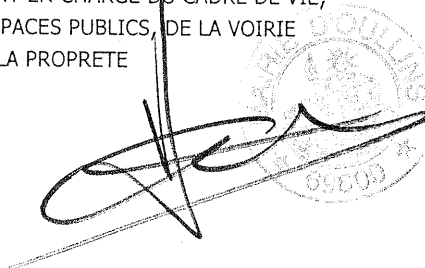
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 16 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE RASPAIL ENTRE LE NUMERO 12 ET LE NUMERO 14

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la Société LYON TRAVAUX SPECIAUX, 66 rue du Dauphiné, 69800 ST PRIEST** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux, le stationnement sera interdit gênant **RUE RASPAIL entre le numéro 12 et le numéro 14, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le lundi 30 novembre 2009 au lundi 14 novembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE RASPAIL entre le numéro 12 et le numéro 14, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le lundi 30 novembre 2009 au lundi 14 novembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Société LYON TRAVAUX SPECIAUX, 66 rue du Dauphiné, 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE PARMENTIER AU DROIT DU NUMERO 7 BIS**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **de Monsieur BRUGNAUT Philippe-André, 7 bis rue Parmentier, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE PARMENTIER au droit du numéro 7 bis**, 69600 Oullins, sur 10 mètres, le samedi 28 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures et le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules seront placés en stationnement autorisé **RUE PARMENTIER au droit du numéro 7 bis**, 69600 Oullins, sur 10 mètres, le samedi 28 novembre 2009 inclus.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de Monsieur BRUGNAUT Philippe-André, 7 bis rue Parmentier, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 17 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE RASPAIL ENTRE LE NUMERO 41 ET LE NUMERO 43

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **monsieur FOUQUET Vincent, 66 rue du professeur GUIGUARD 69007 LYON** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **RUE RASPAIL entre le numéro 41 et le numéro 43, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE RASPAIL entre le numéro 41 et le numéro 43, 69600 Oullins**, à cheval sur le trottoir, le samedi 28 novembre 2009 et le dimanche 29 novembre 2009 de 7 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **monsieur FOUQUET Vincent, 66 rue du professeur GUIGUARD 69007 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE MARCEAU AU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **monsieur KLINGELSCHMITT Michel, 173 route de Genas 69100 VILLEURBANNE** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **RUE MARCEAU au numéro 31, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le mercredi 9 décembre 2009 de 6 heures 30 à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE MARCEAU au numéro 31 à cheval sur le trottoir, 69600 Oullins**, le mercredi 9 décembre 2009 de 6 heures 30 à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **monsieur KLINGELSCHMITT Michel, 173 route de Genas 69100 VILLEURBANNE.**

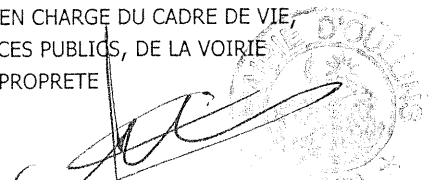
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE RASPAIL AU NUMERO 29

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **madame REGIS Sylvette, 50 boulevard KENNEDY, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **rue RASPAIL au numéro 29, 69600 Oullins**, sur 10 mètres, le samedi 5 décembre 2009 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE RASPAIL au numéro 29, 69600 Oullins**, à cheval sur le trottoir, le samedi 5 décembre 2009 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **madame REGIS Sylvette, 50 boulevard KENNEDY, 69600 OULLINS**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 8

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame BILLAUD, 42 bis rue des collonges 69230 Saint Genis-Laval** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 8 de la rue Etienne DOLET, sur 10 mètres, le samedi 28 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au numéro 8 de la rue Etienne DOLET, sur 10 mètres, le samedi 28 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame BILLAUD, 42 bis rue des collonges 69230 Saint Genis-Laval.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE BAUDIN AU NUMERO 12bis

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MGN Déménagement, 38 Allée des Platanes 69500 BRON**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, côté nord, devant le **numéro 12bis de la rue BAUDIN, sur 20 mètres, le mercredi 02 décembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, côté nord, devant le **numéro 12bis de la rue BAUDIN, sur 20 mètres, le mercredi 02 décembre 2009 de 8 heures à 19 heures**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MGN Déménagement, 38 Allée des Platanes 69500 BRON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PASTEUR AU NUMERO 59

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise DEMENAGEURS BRETONS 42 rue chevreuil 69007 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 59 de la rue PASTEUR, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au numéro 59 de la rue PASTEUR, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

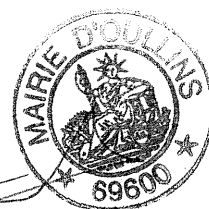
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise DEMENAGEURS BRETONS 42 rue chevreuil 69007 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 101

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise DEMENAGEURS BRETONS 42 rue chevreuil 69007 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 101 du boulevard Emile ZOLA, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au numéro 101 du boulevard Emile ZOLA, sur 20 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise DEMENAGEURS BRETONS 42 rue chevreuil 69007 LYON.**

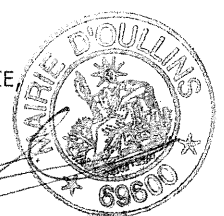
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 101

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise LA POSTE, 1 rue DIDEROT 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 3 rue DIDEROT, sur 30 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LA POSTE, 1 rue DIDEROT 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION : GRANDE RUE AU NUMERO 130

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise LC2, 114 chemin du Crouloup, 69650 QUINCIEUX** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre la déconstruction intérieure et faciliter la circulation des véhicules, le pétitionnaire sera autorisé à stationner un camion benne dans la voie de circulation nord, **face au numéro 130 GRANDE RUE, du mercredi 09 décembre 2009 au vendredi 11 décembre 2009, de 9 heures à 11 heures.**

Un panneau de type B21a2 devra être positionné en amont du chantier, visible par les véhicules venant de l'Est.

ARTICLE 2 : La voie de circulation sera réduite **face au numéro 130 GRANDE RUE**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LC2, 114 chemin du Crouloup, 69650 QUINCIEUX.**

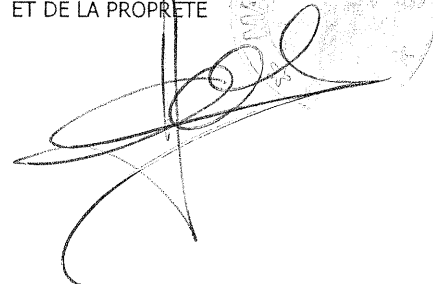
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DIDEROT FACE AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise LA POSTE, 1 rue DIDEROT 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la livraison de matériel et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 3 rue DIDEROT, sur 30 mètres, le lundi 30 novembre 2009 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LA POSTE, 1 rue DIDEROT 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION : RUE DE LA CAMILLE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise FAYOLLE SARL, 411 rue de Corcelles, 69390 CHARLY** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'élagage d'arbres et faciliter la circulation des véhicules, le pétitionnaire sera autorisé à mettre en place un alternat manuel, rue de la CAMILLE, 50 ml au sud de la rue Francisque JOMARD, le mercredi 16 décembre 2009, de 13h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire sera autorisé à stationner au droit du chantier, dans la voie de circulation, côté Ouest , le mercredi 16 décembre 2009, de 13h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SARL, 411 rue de Corcelles, 69390 CHARLY.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD,
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 8

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur Philippe REGNIER, Monsieur Yann-Olivier FAURE, 21 rue Servan, 75011 PARIS,** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant, **RUE ETIENNE DOLET au numéro 8, 69600 Oullins**, sur 10 mètre, le dimanche 13 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures et le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE ETIENNE DOLET au numéro 8, 69600 Oullins**, le dimanche 13 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures et le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

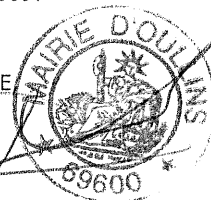
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur Philippe REGNIER, Monsieur Yann-Olivier FAURE, 21 rue Servan, 75011 PARIS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION : GRANDE RUE AU NUMERO 130

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise LC2, 114 chemin du Crouloup, 69650 QUINCIEUX** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la déconstruction intérieure et faciliter la circulation des véhicules, le pétitionnaire sera autorisé à stationner un camion benne dans la voie de circulation nord, **face au numéro 130 GRANDE RUE, du mercredi 09 décembre 2009 au vendredi 11 décembre 2009, de 9 heures à 11 heures.**

Un panneau de type B21a2 devra être positionné en amont du chantier, visible par les véhicules venant de l'Est.

ARTICLE 2 : La voie de circulation sera réduite **face au numéro 130 GRANDE RUE**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

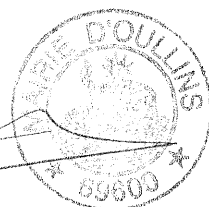
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise LC2, 114 chemin du Crouloup, 69650 QUINCIEUX.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 novembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 8

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur Philippe REGNIER, Monsieur Yann-Olivier FAURE, 21 rue Servan, 75011 PARIS,** pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant, **RUE ETIENNE DOLET au numéro 8, 69600 Oullins**, sur 10 mètre, le dimanche 13 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures et le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE ETIENNE DOLET au numéro 8, 69600 Oullins**, le dimanche 13 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures et le lundi 14 décembre 2009 de 7 heures à 20 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur Philippe REGNIER, Monsieur Yann-Olivier FAURE, 21 rue Servan, 75011 PARIS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 novembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 72

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur HENAREJOS Lionel, 72 Grande Rue, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 72, 69600 Oullins, sur 10 mètres, le samedi 5 décembre 2009 de 7 heures à 13 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **GRANDE RUE au numéro 72, 69600 Oullins, le samedi 5 décembre 2009 de 7 heures à 13 heures.**

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

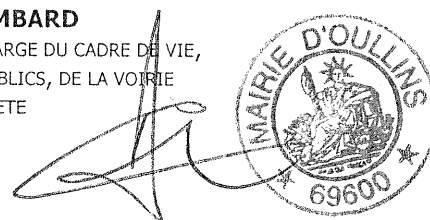
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur HENAREJOS Lionel, 72 Grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 45

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise CHAZAL 28 rue Lamartine BP.630 MANISSIEUX 69804 SAINT PRIEST** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'élagage d'arbres et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 45 de la rue PIERRE SEMARD, sur l'ensemble de la place, les lundi 14 décembre 2009 et mardi 15 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CHAZAL 28 rue Lamartine BP.630 MANISSIEUX 69804 SAINT PRIEST.**

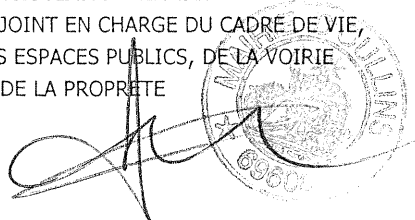
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 01 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 166

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **madame Amandine HODILLE, 166 Grande RUE, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre son déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **côté nord, devant le numéro 166 de la Grande RUE, 69600 OULLINS, les samedi 19 décembre 2009 et dimanche 20 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **madame Amandine HODILLE, 166 Grande RUE, 69600 OULLINS.**

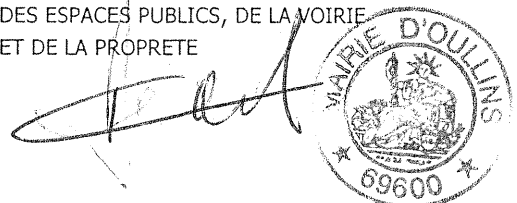
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 02 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 21

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **madame Julie ALLIGIER, 22 RUE Roger BRECHAN, 69003 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre son déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **côté sud, devant le numéro 21 de la rue de REPUBLIQUE, 69600 OULLINS, sur 15 ml, le samedi 12 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **madame Julie ALLIGIER, 22 RUE Roger BRECHAN, 69003 LYON.**

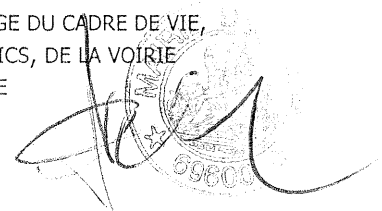
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 02 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE RASPAIL AU NUMERO 13
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise SARL MARTINO PAYSAGES, 206 chemin des Roches, 69530 ORLIENAS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre l'élagage d'arbres et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **côté sud, devant le numéro 13 de la rue RASPAIL, 69600 OULLINS, sur 30 ml, les mardi 29 décembre 2009 et mercredi 30 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Des panneaux qui inviteront les piétons à passer en face seront installés par le pétitionnaire à chaque extrémité du chantier.

Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

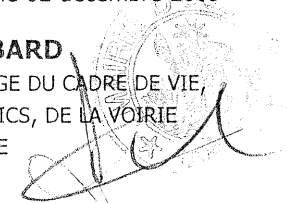
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SARL MARTINO PAYSAGES, 206 chemin des Roches, 69530 ORLIENAS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 02 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE FERNAND FOREST AU NUMERO 17

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur Louis VEMPERE, 17 rue Fernand Forest, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre son déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au numéro 17 rue Fernand Forest, 69600 OULLINS, sur 10 ml, le lundi 14 décembre 2009, de 13 heures à 20 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au numéro 17 rue Fernand Forest, 69600 OULLINS, le lundi 14 décembre 2009, de 13 heures à 20 heures.**

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur Louis VEMPERE, 17 rue Fernand Forest, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 03 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PARMENTIER AU NUMERO 7

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'OULLINS "section retraités"** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le déchargement et chargement du matériel pour leur spectacle et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue PARMENTIER au droit du numéro 7, 69600 Oullins sur 25 mètres** le mercredi 6 janvier 2010 de 11 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules du spectacle seront placés en stationnement autorisé à hauteur **rue PARMENTIER au droit du numéro 7, 69600 Oullins sur 25 mètres**, le mercredi 6 janvier 2010 de 11 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'OULLINS "section retraités" 1 rue Etienne Dolet, 69600 Oullins.**

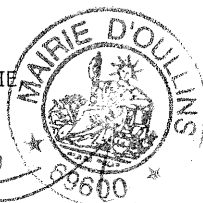
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 35

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **monsieur Alexandre REYNAUD, 35 rue Pierre SEMARD, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté nord, devant le numéro 35 de la rue PIERRE SEMARD, le samedi 12 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **monsieur Alexandre REYNAUD, 35 rue Pierre SEMARD, 69600 OULLINS.**

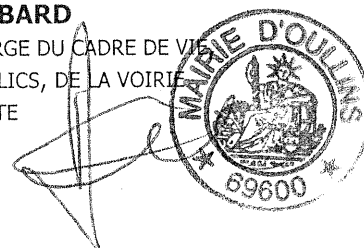
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 07 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 35

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le chargement et le déchargement de matériel et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté nord, devant les numéros 106 et 108 de la GRANDE RUE, sur deux places, le jeudi 17 décembre 2009 et le mardi 29 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

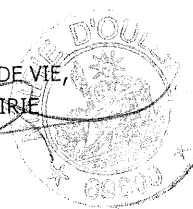
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 07 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le stationnement du traineau du Père Noël et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **GRANDE RUE, sur trois places** :

- **côté sud, devant les numéros 131 & 165,**
- **côté ouest, devant le numéro 72,**

Pour les dates suivantes :

- les samedi 12 décembre 2009 et mercredi 16 décembre 2009, de 14 heures à 19 heures.
- les samedi 19 décembre 2009 et dimanche 20 décembre 2009, de 11 heures à 18 heures.
- les mercredi 23 décembre 2009 et jeudi 24 décembre 2009, de 10 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 24 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS.**

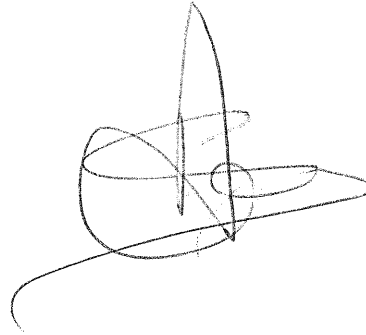
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : DEVANT LES NUMERO 106 ET 108 DE LA GRANDE RUE
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le chargement et le déchargement de matériel et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté nord, devant les numéro 106 et 108 de la GRANDE RUE, sur deux places, le jeudi 17 décembre 2009 et le mardi 29 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'Association OULLINS COMMERCE, 106 GRANDE RUE, 69600 OULLINS.**

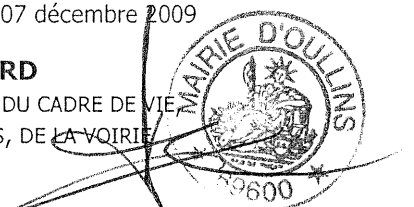
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 07 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 73

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MANUEM Rhône Alpes, A.A. du Logis Neuf, 69780 TOUSSIEU** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire sera placé en stationnement autorisé, **côté est, sur le trottoir, au sud du numéro 73 de la Grande Rue**, les mardi 15 décembre 2009 et mercredi 16 décembre 2009, de 7 heures à 18 heures.

Si la distance entre la limite de chantier et le bord du trottoir est inférieure à 1 mètre 40, les piétons seront invités "à passer en face" par une signalisation adaptée mis en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MANUEM Rhône Alpes, A.A. du Logis Neuf, 69780 TOUSSIEU**.

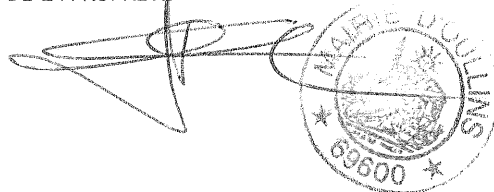
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : DEVANT LE NUMERO 93 RUE DU PERRON

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la ville d'OULLINS**, pour faciliter l'accès au cimetière ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre la giration de véhicules de chantier et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté est, devant le numéro 93 de la rue du PERRON, sur deux places, du lundi 14 décembre 2009 au vendredi 30 avril 2010, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **ville d'Oullins**.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : EN FACE LE NUMERO 12 RUE ETIENNE DOLET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise FAYOLLE Jérôme, 411 rue de Corcelles, 69390 CHARLY** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le stationnement véhicules de chantier et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté est, face du numéro 12 rue Etienne DOLET, sur quatre places, le mercredi 16 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise FAYOLLE Jérôme, 411 rue de Corcelles, 69390 CHARLY.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE VOLTAIRE AU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame GERVAIS Cécile, 31 rue Voltaire, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **rue Voltaire, côté ouest, devant le numéro 31, sur deux places, le mercredi 23 décembre 2009, de 14 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 2 : Le véhicule du pétitionnaire sera placé en stationnement autorisé **rue VOLTAIRE au numéro 31, 69600 Oullins, sur deux places, le mercredi 23 décembre 2009, de 14 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame GERVAIS Cécile, 31 rue Voltaire, 69600 OULLINS.**

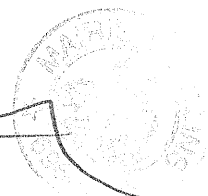
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : PARKING DE LA CAMILLE

ARRETE TEMPORAIRE SUR PARKING COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **LA VILLE, Centre Technique Municipal**, pour des travaux de refoulement de graviers sur toiture ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de réfection de caniveau, le stationnement sera interdit gênant, le vendredi 18 décembre 2009 de 8 heures 30 à 19 heures :

- **PARKING DE LA CAMILLE, sur les huit premières places, côté Est, au Sud de l'entrée Nord du parking,**
- **PARKING DE LA CAMILLE, sur 10 mètres, de chaque côté, au droit du chantier.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin des travaux ou de l'intervention.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **LA VILLE, Centre Technique Municipal.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
 ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
 DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
 ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 81

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Mademoiselle VERGLAS Marion, 81 bd Emile Zola, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **boulevard Emile Zola, côté Sud, devant le numéro 81, sur deux places, le samedi 19 décembre 2009, de 8 heures à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 2 : Le véhicule du pétitionnaire sera placé en stationnement autorisé **boulevard Emile Zola, côté Sud, devant le numéro 81, sur deux places, le samedi 19 décembre 2009, de 8 heures à 18 heures.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

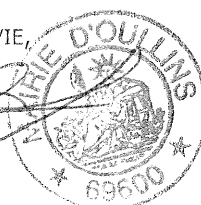
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Mademoiselle VERGLAS Marion, 81 bd Emile Zola, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 53

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise CHAZAL 28 rue Lamartine BP.630 MANISSIEUX 69804 SAINT PRIEST** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'élagage d'arbres et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **à l'est du numéro 53 de la rue PIERRE SEMARD, sur l'ensemble de la place, les lundi 21 décembre 2009 et mardi 22 décembre 2009, de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS, **Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

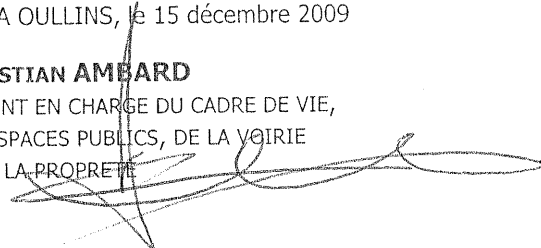
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CHAZAL 28 rue Lamartine BP.630 MANISSIEUX 69804 SAINT PRIEST.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 décembre 2009

CHRISTIAN AMEARD
 ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
 DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
 ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 73

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MANUDEM Rhône Alpes, A.A. du Logis Neuf, 69780 TOUSSIEU** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire sera placé en stationnement autorisé, **côté est, sur le trottoir, au sud du numéro 73 de la Grande Rue, les mardi 15 décembre 2009 et jeudi 17 décembre 2009, de 7 heures à 18 heures.**

Si la distance entre la limite de chantier et le bord du trottoir est inférieure à 1 mètre 40, les piétons seront invités "à passer en face" par une signalisation adaptée mis en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MANUDEM Rhône Alpes, A.A. du Logis Neuf, 69780 TOUSSIEU.**

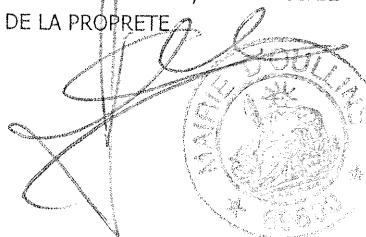
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'ensemble paroissial d'OULLINS et de PIERRE BENITE, 22 rue Voltaire, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, **place Anatole France, rangé nord, de la rue Voltaire à la rue de la République, le jeudi 24 décembre 2009, de 14 heures 15 à 23 heures 30.**

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des opérations les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire sera autorisé à stationner deux véhicules dans la zone réservée pour récupérer les animaux de la crèche vivante.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY ANGLE RUE VOLTAIRE**ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE****Nous, Maire d'Oullins ;**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

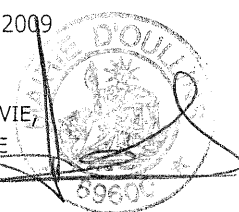
VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise de déménagement MONET, 46 rue Smith, 69002 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;**ARRÊTONS****ARTICLE 1 :** Pour permettre un déménagement, le stationnement sera interdit gênant **rue Narcisse Bertholey, côté Sud, sur 20ml à l'Est de la rue Voltaire, le lundi 28 décembre 2009, de 07 heures à 19 heures.****MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.****Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.****LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.****ARTICLE 2 :** Le véhicule du pétitionnaire, ainsi qu'un monte meuble, seront placés en stationnement autorisé **rue Narcisse Bertholey, 69600 Oullins, sur 20 ml à l'Est de la rue Voltaire, le lundi 28 décembre 2009, de 07 heures à 19 heures.****ARTICLE 3 :** Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.**ARTICLE 4 :** Lors de l'utilisation du monte meuble, le pétitionnaire installera des panneaux pour inviter les piétons à passer en face.**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise de déménagement MONET, 46 rue Smith, 69002 LYON.****ARTICLE 7 :** Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.**ARTICLE 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARDADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 157

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur CHIRAC Guillaume, 671 Chemin des pierres blanches – 69530 ORLIENAS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté Sud, devant le numéro 157 de la Grande Rue, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le samedi 2 janvier 2010 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. **Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.**

ARTICLE 2 : Le stationnement du véhicule sera autorisé devant le numéro 157 à cheval sur le trottoir, le samedi 2 janvier 2010 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

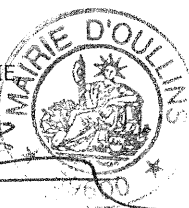
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur CHIRAC Guillaume, 671 Chemin des pierres blanches – 69530 ORLIENAS.**

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : ORSEL AU NUMERO 14

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur COTTE Alexandre, 14 rue Orsel, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre son déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **côté Sud, au numéro 14 de la rue Orsel, 69600 OULLINS, sur 10 ml, les samedi 26 décembre 2009 et dimanche 27 décembre 2009, de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **côté Sud, au numéro 14 de la rue Orsel, 69600 OULLINS, sur 10 ml, les samedi 26 décembre 2009 et dimanche 27 décembre 2009, de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur COTTE Alexandre, 14 rue Orsel, 69600 OULLINS.**

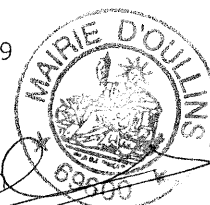
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 6

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame SANTELLI Florence, 25 rue de la Sarra, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre son déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **côté Nord, au numéro 6 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 30 ml, le dimanche 3 janvier 2010 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **côté Nord, au numéro 6 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS, sur 30 ml, le dimanche 3 janvier 2010 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

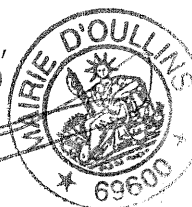
ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame SANTELLI Florence, 25 rue de la Sarra, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARDADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE PIERRE JOSEPH MARTIN AU NUMERO 4

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **SA TRANSPORTS GERMAIN pour le compte de Monsieur BERNARD Robert, 4 rue Pierre Joseph Martin, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le véhicule de déménagement sera placé en stationnement autorisé **rue Pierre Joseph Martin, côté Nord, au numéro 4, 69600 Oullins, sur 15 mètres, le mercredi 13 janvier 2010 de 8 heures à 18 heures.**

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : **Le service voirie & cadre de vie mettra à disposition du pétitionnaire une clef pompier, permettant l'ouverture des barrières, le mardi 12 janvier 2010 après-midi, ce dernier devra la restituer dès le mercredi 13 janvier 2010 avant 16 heures 30 ou au plus tard le vendredi 15 janvier 2010 au matin.**

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT: PLACE DU MUR DEMO

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de la FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE d'Oullins;

Considérant que pour faciliter la mise en place de leur manifestation et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la mise en place de la manifestation de la FNACA, le stationnement sera interdit sur la place du "Mur Démo" **du vendredi 12 mars 2010 à partir de 18 heures 30 au samedi 13 mars 2010 à 21h00 ainsi que sur la voie publique et en périphérie de la place.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre Technique Municipal devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS. Le pétitionnaire devra s'assurer que l'arrêté présent soit maintenu en place sur les panneaux prévus à cet effet à partir du constat de la police municipale jusqu'à la fin de l'intervention.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

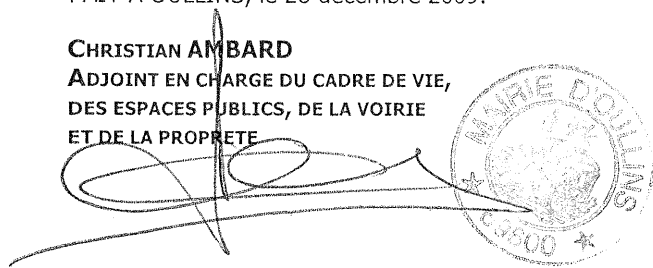
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur à la diligence du centre technique de la ville d'Oullins.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 décembre 2009.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

RUE CAMILLE ROLLAND AU NUMERO 2

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **SA TRANSPORTS GERMAIN pour le compte de Monsieur BERNARD Robert, 2 rue Camille ROLLAND, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre le stationnement d'un véhicule de déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant, **côté est, face du numéro 2 de la rue Camille ROLLAND, sur huit places, le mercredi 13 janvier 2010, de 8 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le pétitionnaire devra s'assurer que les panneaux de réservation de stationnement avec l'arrêté correspondant, seront maintenu en position depuis la constatation, jusqu'au début de l'intervention.

Le véhicule de déménagement sera placé en stationnement autorisé **rue Camille ROLLAND, côté Est, sur huit places, devant le numéro 2, 69600 Oullins, le mercredi 13 janvier 2010 de 8 heures à 17 heures.**

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 décembre 2009

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

